JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTREMER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063.13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1962-1963

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 49^e SEANCE

Séance du Jeudi 7 Février 1963.

SOMMAIRE

1. — Ordre du jour de la session extraordinaire (p. 2076).
2. — Renvol pour avis (p. 2076).
3. — Accord de coopération monétaire avec les gouvernements ouest-africains. — Discussion d'un projet de loi (p. 2076).
MM. Vallon, rapporteur général; Voisin, rapporteur spécial.
Discussion générale: MM. Guéna, Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques.
Article unique.
Explication de vote: M. Chazalon.
Adoption de l'article unique du projet de loi.
4. — Adoption et légitimation adoptive. — Discussion en deuxième lecture d'une proposition de loi (p. 2079).
M. Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
Discussion générale: MM. Collette, Garcia.
Art. A (supprimé par le Sénat).
Amendements n° 10 du Gouvernement et n° 1 de la commission tendant à rétablir l'article A dans une nouvelle rédaction. — MM. Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice; le rapporteur, Capitant, président de la commission. — Adoption de l'amendement n° 1 après retrait de l'amendement n° 10.
Art. 1^{er} (supprimé par le Sénat).
Amendement n° 2 de la commission tendant à rétablir l'article 1^{er} dans une nouvelle rédaction: MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet.

- Art. 1^{er} bis.*
Amendements n° 13 du Gouvernement et n° 3 de la commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article 1^{er} bis. — Adoption de l'amendement n° 13.
Après l'article 1^{er} bis.
Amendement n° 4 de la commission tendant à insérer un article nouveau: M. le rapporteur. — Adoption.
Art. 2.
Amendement n° 5 de la commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2: M. le rapporteur. — Adoption.
Art. 3 (supprimé par le Sénat).
Amendement n° 6 de la commission tendant à rétablir, pour l'article 3, le texte adopté par l'Assemblée nationale: MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.
Art. 4 (supprimé par le Sénat).
M. le rapporteur.
Art. 5.
Amendement n° 7 de la commission: M. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.
Adoption de l'article 5 modifié.
Art. 6 et 8 (supprimés par le Sénat).
Art. 9.
Amendement n° 9 de la commission: M. le rapporteur. — Adoption.
Adoption de l'article 9 modifié.

Art. 10.

Amendement n° 8 de la commission tendant à une nouvelle rédaction de l'article 10 et sous-amendements n° 11 du Gouvernement et n° 12 de M. Collette; MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Collette. — Adoption des sous-amendements n° 11 et n° 12 et de l'amendement n° 8 modifié.

M. le garde des sceaux.

Adoption d'un nouveau titre proposé par le Sénat.

Explications de vote: MM. Vautier, Mitterrand.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi.

5. — Fixation de l'ordre du jour (p. 2089).
6. — Dépôt d'un projet de loi (p. 2089).
7. — Dépôt de rapports (p. 2089).
8. — Ordre du jour (p. 2089).

PRESIDENCE DE M. RAYMOND SCHMITTEIN,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

ORDRE DU JOUR DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre du 7 février transmettant un décret dont je donne immédiatement connaissance à l'Assemblée:

« Décret du 6 février 1963 complétant le décret du 21 décembre 1962 portant convocation du Parlement en session extraordinaire.

- « Le Président de la République,
- « Sur le rapport du Premier ministre,
- « Vu les articles 29 et 30 de la Constitution;
- « Vu le décret du 21 décembre 1962 portant convocation du Parlement en session extraordinaire,
- « Décrète:
- « Article 1^{er}. — L'ordre du jour de la session extraordinaire est complété par la discussion:
 - « — du projet de loi relatif aux affaires transférées en application du protocole judiciaire signé le 28 août 1962 entre le Gouvernement de la République française et l'exécutif provisoire algérien;
 - « — du projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de Sécurité de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale.
- « Article 2. — Le Premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.
- « Fait à Paris, le 6 février 1963.

« C. DE GAULLE.

- « Par le Président de la République:
- « Le Premier ministre,
- « GEORGES POMPIDOU. »

— 2 —

RENOI POUR AVIS

M. le président. La commission des finances, de l'économie générale et du plan demande à donner son avis sur la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. (N° 10.)

Je consulte l'Assemblée sur cette demande de renvoi pour avis.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le renvoi pour avis est ordonné.

— 3 —

ACCORD DE COOPERATION MONETAIRE AVEC LES GOUVERNEMENTS OUEST-AFRICAINS

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération monétaire conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs des Républiques membres de l'union monétaire Ouest-Africaine, d'autre part. (N° 56, 141.)

La parole est à M. Louis Vallon, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Louis Vallon, rapporteur général. Mesdames, messieurs, je m'efforcerai d'être bref.

Je vous rappellerai tout d'abord qu'avant l'institution de la Communauté, il existait un institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo dont le conseil d'administration était en majorité composé de représentants des autorités monétaires françaises auxquels s'ajoutaient quelques personnes désignées par le Grand conseil de l'A. O. F. L'unité monétaire était le franc C. F. A., défini de façon rigide par rapport au franc métropolitain, ce qui d'ailleurs n'a pas changé. La convertibilité du franc C. F. A. en franc français était illimitée, par le jeu classique d'un compte d'opérations ouvert à l'institut d'émission de l'A. O. F. dans les comptes du Trésor français.

Ce régime monétaire ancien avait deux caractères essentiels. La banque d'émission de plein exercice qu'était l'institut créait la monnaie et l'émission était contrôlée très strictement par la métropole.

Après 1958, quelques modifications furent apportées à ces institutions. L'institut d'émission devint la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et son conseil d'administration comporta une représentation paritaire de la France métropolitaine et des Etats d'Afrique de l'Ouest.

Après l'accession à l'indépendance complète de ces Etats, des négociations eurent lieu qui aboutirent à la signature d'accords nouveaux le 12 mai 1962. Ces accords se composent essentiellement de quatre textes. Le premier est un traité instituant une union monétaire de l'Afrique de l'Ouest, qui inclut la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Le deuxième est un accord de coopération entre la République française et les républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine. Le troisième est composé par les statuts de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Le quatrième et dernier est la Convention passée entre le ministre des finances de la République française et la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest sur le compte d'opérations ouvert à cette banque dans les écritures du Trésor français.

Seuls l'accord de coopération, d'une part, et les statuts de la Banque centrale, d'autre part, sont soumis à notre ratification, mais il y a lieu, de mon point de vue, d'examiner tous les textes annexés au projet de loi afin d'avoir une idée plus exacte de la situation. Cette analyse nous amène à constater quelles sont les nouvelles structures monétaires qui ont été ainsi dégagées.

Tout d'abord, je rappellerai que la République française cède à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest une dotation de 500 millions de francs C. F. A. qui est actuellement encore allouée à l'établissement bancaire en fonctionnement.

La formule paritaire au sein du conseil d'administration est abandonnée pour une nouvelle formule: ce conseil d'administration est composé de vingt et un membres, quatorze représentent les gouvernements locaux, à raison de deux par Etat, et sept sont nommés par la République française. Le président du conseil d'administration est désigné par le conseil en son sein pour une durée de deux ans. Il est à prévoir qu'à tour de rôle les représentants de chaque Etat seront présidents de ce conseil d'administration. Le directeur général est nommé par le conseil et peut d'ailleurs être Français.

La monnaie émise est toujours le franc C. F. A., ces initiales signifiant cette fois « Communauté financière africaine » et sa parité est de deux centimes du franc métropolitain actuel.

La réglementation générale de l'émission monétaire prévue par les accords est tout à fait comparable à celle du régime antérieur. Le conseil d'administration fixe le taux de l'escompte et définit les plafonds généraux du réescompte, des avances et autres facilités à court ou moyen terme. Le conseil est tenu de respecter un certain rapport entre le montant moyen des avoirs extérieurs de la Banque centrale et le montant moyen de ses engagements à vue.

L'article 44 de la convention dispose que si ce rapport devait être inférieur ou égal à 10 p. 100 au cours de trois décades consécutives, le conseil devrait prendre toute décision appropriée et notamment celle de relever éventuellement le taux de l'escompte de la Banque centrale, de réduire les plafonds de réescompte, d'avances et de facilités diverses consenties par celle-ci.

Il y a en outre deux innovations essentielles: la possibilité pour les Trésors locaux de recourir aux avances de la Banque — jusqu'ici ils ne le pouvaient pas et avaient recours aux avances directes du Trésor français — et l'assouplissement des modalités de crédit selon les Etats.

L'article 15 de la convention précise que les bons du Trésor des Etats qui participent à l'Union, ayant moins de six mois à courir, peuvent être réescomptés ou pris en pension par la

Banque centrale, être acceptés en garantie d'avances, être achetés ou vendus aux banques sans endos, à condition que ces opérations ne soient pas traitées au profit des Trésors émetteurs et soient exécutées dans l'Etat ayant procédé à l'émission.

La banque peut consentir aux Trésors des Etats de l'Union monétaire, au taux d'escompte pratiqué sur place, des découverts en comptes courants, dont la durée maxima peut être de 2-30 jours consécutifs au cours d'une même année de calendrier.

Ces facilités de trésorerie sont nouvelles, mais le montant total des opérations sur bons du Trésor doit rester inférieur ou égal à 10 p. 100 du montant moyen des dépôts de la clientèle dans les diverses banques au cours des douze derniers mois et à 10 p. 100 des recettes fiscales nationales constatées au cours de l'année budgétaire écoulée.

Des comités monétaires nationaux ont été créés, qui jouissent d'une certaine indépendance, afin de pouvoir moduler les conditions de crédit selon la situation particulière de chacun des Etats. Ces comités monétaires nationaux, dans la limite des plafonds globaux fixés par le conseil d'administration, arrêtent le plafond de réescompte accordé à chaque banque et fixent les limites individuelles de réescompte susceptibles d'être octroyées aux entreprises.

La garantie de convertibilité complète du franc C. F. A. en franc français, qui a été maintenue, est assortie de mesures propres à éviter une émission monétaire excessive.

Le régime, qui reconduit d'ailleurs le régime actuel, repose essentiellement sur le mécanisme du compte d'opérations. A ce compte est versée la totalité des avoirs extérieurs de la Banque centrale, à l'exception de la trésorerie courante, et le Trésor français admet, en cas de disparition de ces avoirs, que le compte soit débiteur sans limitation.

Les opérations génératrices de l'émission — sur lesquelles je n'insiste pas — sont définies avec une grande précision. D'ailleurs, la présence de Français au sein du conseil d'administration fournit des garanties supplémentaires.

La convention de coopération prévoit qu'au cas où le compte d'opérations deviendrait débiteur pendant six décades consécutives — dois-je rappeler qu'une décade équivaut à dix jours, et non pas à dix ans, comme certains le croient? — le taux d'escompte serait majoré d'un point et les plafonds de réescompte, d'avances et autres facilités à court terme de la Banque seraient réduits de 10 ou 20 p. 100, selon les cas.

Le Trésor français perçoit en outre, au cas où le solde du compte d'opérations devient débiteur, un intérêt dont le taux est de 1 p. 100 pour la tranche allant de 0 à 5 millions de francs, de 2 p. 100 pour la tranche qui va de 5 à 10 millions de francs et est égal au t. x de l'escompte de la Banque de France pour la tranche supérieure à 10 millions de francs.

Bien entendu, en dernier recours, la France a la possibilité de dénoncer la convention. Ce recours est d'ailleurs également réservé aux autres Etats signataires de l'accord.

Le mécanisme prévu protège les intérêts de la France et apporte aux Etats membres de l'Union la garantie — à laquelle ils tiennent beaucoup — de la convertibilité totale des francs C. F. A. en francs français. Cette formule doit manifestement favoriser les investissements et les transactions financières dans les nouveaux Etats.

Cette réforme ne constitue sans doute pour ces Etats que la première étape d'une évolution qui se poursuivra. Leur politique en matière de crédit dépendra évidemment de leur politique économique. Des nations qui ont acquis l'indépendance politique, mais qui ne possèdent pas encore la dimension requise pour jouir d'une véritable indépendance économique, auront besoin de concours extérieurs pour s'industrialiser. Cette industrialisation éventuelle postule d'abord que les prix des produits de base soient stabilisés, ensuite que les investissements extérieurs soient aménagés convenablement, enfin que la coopération avec la France soit si possible encore améliorée.

Les pays de l'Union monétaire devront de toutes façons, pour se développer, coordonner leurs politiques d'investissements. On peut concevoir qu'ils soient amenés à créer s'il y a lieu, en accord avec la France, un Fonds africain de développement qui pourrait servir de canal à l'aide financière de la France et des Etats de la Communauté économique européenne. C'est là une voie possible pour le développement économique de ces Etats dans l'avenir. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Voisin, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. (Applaudissements.)

M. Voisin, rapporteur spécial. Mesdames, messieurs, M. le rapporteur général vient d'exposer avec beaucoup de clarté les mécanismes et les détails de l'accord de coopération.

Très rapidement, mes observations se borneront à ce qui touche la nouvelle coopération financière avec les Etats de l'Ouest-africain.

L'accession des Etats de l'Afrique de l'Ouest à l'indépendance posait, du point de vue monétaire, un double problème. Il s'agissait d'abord de préserver l'unité monétaire de fait qui existait auparavant et qui était assurée par l'institut d'émission de l'A. O. F. et du Togo; ensuite de maintenir la garantie du Trésor français à cette monnaie commune dans le respect de l'indépendance de ces Etats et compte tenu des contingences spécifiques à chacun d'eux.

En fait, il s'agissait pour la France d'obtenir que l'un des instruments financiers essentiels de la zone franc demeure en place et conserve toute son efficacité et, pour les Etats ouest-africains, d'en acquiescer la direction et le contrôle, tout en continuant à bénéficier de la garantie totale du Trésor français.

Les textes qui sont soumis à votre approbation répondent à ces préoccupations. Ils ont été élaborés par une conférence qui groupait avec la France l'ensemble des Etats ouest-africains.

Comme vient de le démontrer M. le rapporteur général, le traité d'union monétaire et l'accord de coopération, tous deux signés le 12 mai 1962, forment un tout indissociable, mais qui procède cependant d'une opération réalisée en deux temps : la création de l'Union monétaire entre les Etats ouest-africains; l'association de la France à cette Union monétaire dont le fondement se trouve dans la libre convertibilité en francs français de la monnaie commune.

Cette disposition importante qui est, en quelque sorte, la clé de voûte de la nouvelle organisation, appelait du point de vue du Trésor français, des garanties sérieuses en raison du caractère illimité de cet engagement.

Le rapporteur général vous a exposé les solutions qui ont été apportées. Je voudrais, pour ma part, insister sur l'aspect coopération du projet qui nous est présenté et qui constitue en fait un modèle d'adaptation de structures préétablies à une situation politique nouvelle.

Le traité d'Union monétaire signé entre les Etats ouest-africains institue une monnaie commune; le franc de la « communauté financière africaine » dont l'émission est confiée exclusivement à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

L'Union s'exprime par un conseil composé par un représentant de chaque Etat.

Le régime antérieur se trouve ainsi à la fois consacré et personnalisé à l'intérieur de la zone franc.

L'accord de coopération, signé entre la République française et les Etats ouest-africains définit les conditions dans lesquelles la France est associée à la nouvelle organisation. La base de cette association, sa justification résident dans la garantie totale apportée par le Trésor français à la monnaie commune. Elle en est aussi la condition, puisque toute dénonciation de l'accord entraîne ipso facto la cessation de la libre convertibilité.

Afin de consacrer l'étroite interdépendance qui en résulte entre la France et l'union monétaire, la composition du conseil d'administration de la banque centrale est fixée dans l'accord de coopération. M. le rapporteur général vous a déjà donné tous les détails nécessaires sur cette question.

La banque centrale apparaît ainsi comme un organisme international dont la gestion est confiée aux membres de l'Union, leurs représentants étant en majorité. Cette gestion doit, toutefois, s'exercer dans le cadre très précis des statuts de la banque, qui sont annexés à l'accord, et ne peuvent être modifiés qu'à l'unanimité des membres du conseil d'administration dont la France fait partie. C'est dans ces statuts que résident en réalité les garanties données au Trésor français pour les conséquences éventuelles de l'engagement qu'il prend.

Mon rôle de rapporteur spécial du budget de la coopération est d'étudier surtout les possibilités offertes par la nouvelle organisation pour le développement des Etats et d'examiner les dispositions de ces statuts en matière de crédit, lesquelles apportent, d'ailleurs, les innovations les plus importantes par rapport au régime de l'ancien institut d'émission de l'A. O. F. et du Togo : cet organisme n'avait pas la faculté d'accorder des avances qui étaient directement accordées par le Trésor français aux collectivités locales.

La banque centrale est désormais appelée à jouer un rôle important par les différents concours qu'elle est susceptible d'apporter à l'économie de chaque Etat en facilitant les investissements et les transactions financières.

Le conseil d'administration fixe périodiquement les plafonds généraux de réescompte, d'avances et autres facilités à court terme, compte tenu des conclusions qui lui sont adressées par des organismes entièrement nouveaux, les comités monétaires nationaux, qui siègent auprès de chaque agence de la banque et sont composés de cinq membres désignés par l'Etat où ils siègent. Lorsque les plafonds globaux ainsi fixés diffèrent des concours estimés nécessaires par les comités nationaux, ceux-ci procèdent aux ajustements convenables.

Cette formule originale présente l'intérêt de concilier les possibilités apportées par la banque, organe centralisé et commun, et les besoins propres à chaque Etat qui dispose d'une liberté d'appréciation dans la répartition des crédits qui lui sont consentis.

A l'exception du Mali, qui a cru devoir se retirer de l'Union monétaire pour constituer un institut d'émission purement national, tous les autres Etats ont ratifié les accords qui forment un tout coordonné et évitent les inconvénients d'une « balkanisation monétaire » de l'Afrique maintes fois dénoncés.

Ces textes prennent ainsi une place particulièrement importante parmi les mécanismes de la coopération que la France s'est attachée à instaurer entre elle et les pays anciennement placés sous sa souveraineté et devenus indépendants.

Après les conclusions favorables de M. le rapporteur général sur les garanties obtenues par la France pour équilibrer ce que pourrait avoir de dangereux la couverture illimitée que le Trésor français accorde à la monnaie ouest-africaine, le rapporteur spécial du budget de la coopération exprime également un avis favorable à leur ratification. (Applaudissements.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Guéna.

M. Yves Guéna. Mes chers collègues, je voudrais, aussi brièvement que chacun des rapporteurs, faire valoir quelques considérations sur l'accord soumis à notre approbation.

L'accord de coopération monétaire entre la France et les sept Etats de l'Afrique occidentale n'est pas un simple accord technique. C'est l'aboutissement de toute une politique d'émancipation des peuples d'Afrique française, menée en coopération et en amitié avec la France. Cette politique procède essentiellement de la réforme constitutionnelle de 1958 qui a créé le cadre évolutif de la Communauté. Mais elle plonge ses racines plus profondément dans le passé avec la loi-cadre de 1956 et avec les réformes qui, en 1945, donnèrent la citoyenneté et le droit de suffrage aux populations africaines.

S'unir ou ne pas s'unir, telle fut la grande question que se posèrent les dirigeants africains à l'aube de l'autonomie puis de l'indépendance. Une certaine conception de l'Afrique, une certaine mystique de l'unité, les portaient à constituer de vastes Etats qui auraient répondu à nos anciens gouvernements généraux. Mais, en sens inverse, des particularismes locaux, territoriaux, les incitaient, au contraire, à se diviser.

La loi-cadre favorisa ces particularismes en instituant des gouvernements au niveau des territoires, alors qu'elle ne créait point d'exécutif autochtone à Dakar et à Brazzaville. La Constitution de 1958 s'en remettait aux territoires du soin de se grouper ou non pour entrer dans la Communauté. Nous savons qu'ils y accédèrent séparément. Ensuite nous ne connûmes qu'une seule tentative de regroupement politique, celle du Mali, qui devait finalement ne pas aboutir.

Ainsi les particularismes l'ont emporté. Chaque territoire est devenu indépendant pour son compte. La responsabilité en incombe moins aux hommes, ici ou là, qu'aux circonstances et probablement à une certaine réalité africaine. A l'usage, les divisions politiques de l'Afrique française sont peut-être moins regrettables que ne l'eût été une unité contrainte. L'essentiel était de parvenir à ce qui a été obtenu : l'indépendance sans drame et en amitié avec la France.

Il n'en reste pas moins que l'Afrique se trouvait dès lors, et se trouve toujours, menacée d'un danger maintes fois signalé et souligné, la « balkanisation », dont la première forme eût été le cloisonnement économique. On en mesure les dangers non seulement au simple plan économique, mais aussi et surtout en raison des répercussions politiques qu'un tel cloisonnement eût entraînées en Afrique et au-delà.

Heureusement, ce risque a été conjuré jusqu'à présent. Une certaine unité économique s'est maintenue à l'intérieur de l'Afrique française et notamment entre ces Etats de l'Afrique de l'Ouest qui nous intéressent spécialement aujourd'hui.

Cela fut obtenu d'abord grâce au bon sens même de ces Etats. Dès janvier 1959, on vit se constituer une union douanière d'Afrique équatoriale. Au pire moment de la crise entre le Mali et l'Entente, les Etats appartenant à ces deux groupements signaient néanmoins une convention d'union douanière à Paris, en juin 1959. Et, depuis lors, l'union africaine et malgache contribue autant que faire se peut à la coordination des économies de ces Etats.

Mais cette cohésion économique de l'Afrique n'est attrayante et rentable que si elle trouve en dehors de l'Afrique un support commun, qui lui est fourni par l'économie française. En effet, si l'union de ces jeunes Etats peu développés est une condition nécessaire de leur prospérité future, elle n'en est point une condition suffisante. Réciproquement, le soutien de l'ancienne métropole connaîtra des résultats plus fructueux s'il s'applique à un vaste ensemble.

Des implantations économiques et des habitudes commerciales séculaires nous désignent naturellement pour ce rôle. Les accords

de coopération en sont la suite et, en quelque sorte, la garantie, comme l'appartenance de ces Etats à notre zone monétaire nous assure d'un instrument d'intervention.

Eh bien ! l'accord qui nous est soumis pour approbation tend à consacrer, au moins en partie, ce qui, jusqu'à ce jour, n'était qu'un état de fait : l'union économique, en liaison avec la France, d'une Afrique politiquement cloisonnée.

Union économique d'une Afrique politiquement cloisonnée : le texte respecte les particularismes nationaux mais, en accord avec les intéressés, il en limite la portée par trois mesures dont la connexité est évidente : institut d'émission unique pour les sept Etats ; création ou maintien d'une monnaie commune, sous certaines réserves ; pouvoir libérateur de cette monnaie sur toute l'étendue géographique de l'Union.

Or, une monnaie commune, c'est un pas vers l'économie concertée ou, tout au moins, une incitation dans cette voie. A la vérité, les jeunes nationalismes sont trop vivaces pour que nous nous berçons de l'espoir de voir, dès demain, ces pays coordonner strictement leurs économies. Mais l'accord monétaire est pour le moins un frein à un mouvement dans l'autre sens.

L'union se fait en liaison avec la France. Notons tout d'abord que l'accord ne porte nullement atteinte à l'indépendance des Etats à l'égard de la France. Ce traité est plus libéral envers nos partenaires que ne le sont généralement les conventions internationales de cet ordre. Mais il donne, par la convertibilité des monnaies, une place à la France dans le circuit monétaire, c'est-à-dire économique, de l'Afrique.

Cette situation impose à la France des obligations et notamment l'ouverture d'un compte d'opérations dans les écritures du Trésor français ; en d'autres termes, nous soutenons la monnaie de ces Etats. En contrepartie, le Gouvernement français obtient plusieurs garanties comme la représentation au conseil d'administration de la banque et la possibilité de faire jouer des clauses de sauvegarde.

Mais il est bien évident qu'au-dessus de la mécanique du système, c'est l'esprit de l'accord qui importe. En ce qui concerne le Gouvernement français, la convention soumise à notre approbation prend toute sa valeur en ce qu'elle renforce les liens de la France avec ces Etats. Elle est le complément multilatéral nécessaire à des accords de coopération bilatéraux. Dans l'intérêt de ces Etats comme dans le nôtre, l'appartenance à la zone franc, le soutien et la convertibilité de leur monnaie, les courants d'aide, trouvent leur vraie contrepartie dans des échanges plus fructueux entre les économies de ces pays et la nôtre.

Aussi bien la ratification doit-elle, selon nous, consacrer la validité de cet accord.

Toutefois, je voudrais poser à M. le ministre des finances trois questions qui se rapportent d'ailleurs à un même sujet.

Premièrement, l'accord date du 12 mai 1962. Il a été signé par le plénipotentiaire du Mali. Or cet Etat a créé avec quelque éclat quelques semaines plus tard, le 1^{er} juillet 1962, sa propre monnaie. Quelles peuvent être, en ce qui concerne l'avenir de cette convention monétaire, les conséquences d'un tel geste ?

Deuxièmement, nous savons que le Togo avait délégué un observateur à la conférence monétaire au cours de laquelle l'accord de coopération monétaire fut négocié. Peut-on, une fois apaisés les remous politiques que connaît actuellement ce pays, espérer son adhésion ?

Enfin, nous avons noté la tendance de la Guinée à se rapprocher de la France depuis la fin de la guerre d'Algérie. Maintenant que les autres Etats de l'ancienne A. O. F. sont indépendants tout autant que la Guinée, celle-ci devrait éprouver moins de répugnance à engager le dialogue avec eux, et avec nous, dans le domaine économique. Sommes-nous sur cette voie ?

Voilà mon sentiment général et les questions qu'appelait selon moi cette convention monétaire passée entre la France et les Etats de l'Afrique de l'Ouest. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. Mesdames, messieurs, fruit d'une longue et franche négociation, le texte qui vous est soumis tend à organiser la coopération entre l'union monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest, d'une part, et la France, d'autre part.

L'ensemble des institutions monétaires créées en mai 1962 répondent, comme l'ont exposé les rapporteurs, MM. Vallon et Voisin, à deux objectifs.

Le premier objectif était de maintenir l'union monétaire entre les Etats de l'Afrique de l'Ouest et les liens de cette union avec la France. Le second était d'adapter les institutions de l'union monétaire aux conditions nouvelles résultant, pour l'essentiel, de l'accession à l'indépendance des Etats africains.

Il y a donc eu, d'abord, création d'une Union monétaire ouest-africaine, organisme dont la France ne fait pas partie et qui résulte d'un traité passé entre les Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Il y a, d'autre part, un second document — celui qui est soumis à votre approbation — qui est l'accord de coopération entre l'Union monétaire et la France, auquel les statuts de la banque centrale sont annexés.

Les conséquences de la réforme peuvent être appréciées par rapport à trois sujets. D'abord, la situation actuelle du franc C. F. A., ensuite, l'organisation de la banque centrale, enfin les garanties données à la France en contrepartie du soutien que celle-ci apporte à la monnaie ouest-africaine. Ce sont les trois sujets que je voudrais préciser devant vous.

L'unité monétaire des Etats d'Afrique de l'Ouest reste le franc C. F. A. qui est désormais, en dépit de l'identité d'appellation, une unité monétaire nouvelle. Ce n'est plus, par sa définition, le même franc que celui qui circule, par exemple, à la Réunion ou à Madagascar; c'est, maintenant, le franc de la « Communauté financière africaine ».

La parité de ce franc est établie par accord entre les Etats intéressés et je vous signale que l'accord de coopération qui vous est soumis fait en sorte que cette parité ne puisse être modifiée qu'avec l'agrément de la France.

Le deuxième aspect des choses, c'est l'organisation nouvelle de la banque centrale.

M. Pierre Billotte. Nous vous entendons mal, monsieur le ministre.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je me réjouis de la curiosité que manifeste l'Assemblée pour mes explications techniques, pourtant arides.

La banque centrale nouvelle, aux termes de ses statuts, devient un établissement public international. Alors que c'était autrefois un établissement public de droit français, et cet établissement public de droit international bénéficie des privilèges qui sont habituellement réservés à de tels établissements.

Le capital de la banque est désormais exclusivement souscrit par les Etats d'Afrique, membres de l'Union monétaire, et en conséquence, la France fait abandon de la dotation initiale de 500 millions de francs qu'elle avait versés à la banque lors de sa création en 1955.

La France reste toutefois associée à la gestion de la banque. Le Gouvernement français désigne en effet un tiers des administrateurs de la banque et il intervient dans la nomination du directeur général, poste confié, actuellement, à un fonctionnaire français.

C'est le conseil d'administration de la banque qui assure l'unité de la politique monétaire en Afrique de l'Ouest puisque c'est lui qui fixe le taux d'escompte, les règles générales d'octroi du crédit et le plafond des opérations qui peuvent être engagées dans chaque Etat.

La banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest apparaît désormais comme un organisme international de structure fédérale.

Le troisième point que je voudrais brièvement traiter concerne les garanties de bonne gestion données à la France en contrepartie du soutien qu'elle apporte à la monnaie de l'Afrique de l'Ouest. En effet, comme l'a indiqué M. Vallon, la France donne une garantie illimitée à la monnaie de l'Afrique de l'Ouest, c'est-à-dire que cette monnaie est convertible sans limitation en francs français. Or, il est évident que nous ne pouvions consentir à une disposition aussi favorable que si nous obtenions en contrepartie certaines assurances sur les conditions d'émission monétaire dans les pays en cause; s'il existait, par exemple, un risque d'inflation dans ces Etats, il serait tout de même paradoxal que, par l'intermédiaire de la convertibilité intégrale, cette inflation pût être transformée en monnaie française.

C'est pourquoi, dès lors qu'on s'engage dans la direction de la garantie illimitée de la monnaie — qui est d'ailleurs une bonne direction — il faut prévoir des garanties de gestion.

Ces garanties de gestion, quelles sont-elles? Elles résultent, en premier lieu, de l'organisation de la banque puisque — on l'a vu — les administrateurs sont, pour un tiers, désignés par le Gouvernement français; elles résultent ensuite de règles qui ont pour objet de limiter les concours que la banque centrale pourra consentir aux différents trésors nationaux. Ces concours, qui ne peuvent pas être des avances à long terme, sont uniquement des découverts de trésorerie limités, en volume et en durée, suivant les modalités qu'a exposées M. Vallon.

Enfin, une troisième catégorie de garanties, qui est essentielle, est constituée par les initiatives qui seraient prises dans l'hypothèse où les comptes extérieurs des Etats feraient apparaître une dégradation. Dans cette hypothèse, des décisions successives seraient adoptées pour redresser la situation.

Ainsi, en contrepartie de notre garantie illimitée, s'inscrivent dans l'accord de coopération une certaine nombre de précautions permettant d'éviter une politique monétaire pouvant conduire à des difficultés inflationnistes internes d'abord, externes ensuite.

M. Guéna m'a posé la question du sort, d'une part, des intentions, d'autre part, d'Etats géographiquement situés en Afrique de l'Ouest et qui ne font pas partie de l'Union monétaire.

En ce qui concerne le Mali, ce pays avait effectivement signé les textes de mai 1962 et il s'est, dans des conditions dont on se souvient, soudainement retiré de l'Union. En fait, cela n'a pas modifié le dispositif qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale. Le Mali a créé un institut d'émission national et il ne dispose pas, pour la garantie de sa monnaie, des avantages que nous avons pu consentir dans le cadre de l'accord de coopération monétaire.

Pour ce qui est du Togo, la situation actuelle de cet Etat ne permet pas d'esquisser dans le domaine qui nous occupe des perspectives d'avenir définitives. Ce que je peux indiquer, c'est que le Togo, représenté aux négociations par un observateur, n'est pas membre de l'Union monétaire. Cependant, l'émission au Togo est provisoirement assurée par la banque centrale et ce dispositif peut être actuellement maintenu.

En ce qui concerne la Guinée, celle-ci a créé sa propre monnaie le 1^{er} mars 1960 et elle n'a pas manifesté jusqu'à présent d'intentions précises quant à l'organisation de ses rapports monétaires avec la France.

Enfin, il convient de souligner que les textes soumis à l'Assemblée nationale permettent l'adhésion de nouveaux membres à l'Union monétaire Ovest-africaine.

La question qui se posait dans le domaine monétaire aux Etats d'Afrique était de savoir s'ils optaient pour le fractionnement, peut-être flatteur pour certains sentiments nationaux, ou si, au contraire, ils entraient dans une voie, à notre avis plus saine et plus conforme à leurs intérêts, qui était celle d'une assez large organisation monétaire. Nous avons essayé de faire apparaître les avantages — analogues à ceux qui ont résulté pour l'Europe des dispositions adoptées au lendemain de la guerre, en ce qui concerne la coopération monétaire — qui procèdent d'une organisation assez large permettant d'éviter le morcellement monétaire africain.

Cette argumentation a rencontré la bonne volonté et le jugement des gouvernements des Etats de l'Afrique de l'Ouest et le Gouvernement français, se réjouissant de voir apparaître cette large zone de convertibilité monétaire en Afrique, est disposé, bien entendu, à lui apporter durablement son concours. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

[Article unique.]

M. le président. Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — Est autorisée l'approbation de l'accord de coopération conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République française d'une part, et les Gouvernements respectifs des Républiques membres de l'Union monétaire Ovest-Africaine d'autre part, ainsi que les statuts de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest annexés audit accord.

« Les textes desdits accords et statuts sont annexés à la présente loi. »

La parole est à M. Chazalon pour expliquer son vote.

M. André Chazalon. Le groupe du centre démocratique votera le projet de loi portant approbation de l'accord de coopération monétaire conclu avec les gouvernements des Républiques membres de l'Union monétaire Ovest-Africaine.

Tout en regrettant le retard apporté à la ratification de cet accord, notre groupe souhaite que les difficultés qui se sont élevées récemment à l'intérieur de la Communauté économique européenne n'aient aucune répercussion sur la contribution de l'Europe au développement économique et social des Républiques africaines.

C'est dans cette perspective que cet accord recevra notre approbation. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

M. Louis Odru. Le groupe communiste s'abstient.

(L'article unique du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

ADOPTION ET LEGITIMATION ADOPTIVE

Discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du

24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, et l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale (n° 120, 140).

La parole est à M. Zimmermann, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Gaston Zimmermann, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, la commission des lois constitutionnelles a bien voulu me charger de rapporter devant l'Assemblée la proposition de loi modifiée par le Sénat traitant de certaines dispositions du Code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive.

Cette proposition modifie ou complète, outre les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale.

Votre commission a reconnu, comme l'avaient fait avant elle la commission compétente du Sénat et le Sénat lui-même, qu'il y avait urgence pour le législateur à intervenir afin de mettre un terme à certaines difficultés surgies à l'occasion d'affaires judiciaires récentes et de la publicité qui leur a été donnée en des termes parfois involontairement inexacts quant au fond du droit.

Cependant la sensibilisation de l'opinion publique me paraît avoir été un mal nécessaire, parce qu'elle a permis, grâce à l'intérêt que l'Assemblée nationale a accordé aux problèmes ainsi posés, d'envisager une nouvelle amélioration et un aménagement plus rationnel d'une institution très valable, ainsi que l'aménagement social de l'adoption et de la légitimation adoptive.

Dans le temps restreint qui m'est imparti, il ne m'est guère possible d'exposer à nouveau l'ensemble des dispositions modificatives adoptées par le Parlement et je me bornerai à renvoyer sur ce point à la fois au rapport de notre ancien collègue M. Ville-dieu et au récent rapport de M. Jozeau-Marigné, rapporteur devant le Sénat — à la compétence duquel je me plais à rendre un hommage particulièrement mérité — ainsi qu'aux travaux parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Il s'agit donc essentiellement dans le présent débat d'exposer les divergences qui subsistent entre les textes de l'Assemblée nationale, les textes nouveaux proposés par votre commission et le texte adopté par le Sénat qui est à l'origine de la deuxième lecture.

Précédant par éliminations successives, je crois devoir faire un choix dans ces dispositions divergentes et s'érier en quelque sorte les difficultés. Dans le premier groupe de difficultés qui résultent du désaccord entre le texte proposé à l'Assemblée nationale et celui qui nous est revenu du Sénat, il convient de citer particulièrement le maintien d'un délai de recueil de l'enfant adopté, les facilités accordées à la mère naturelle pour l'adoption de son enfant, l'extension de la légitimation adoptive au profit d'une nouvelle catégorie d'enfants abandonnés et, enfin et surtout, la sauvegarde du secret des dossiers du service d'aide sociale à l'enfance, c'est-à-dire de l'assistance publique.

Un deuxième groupe comprendra des dispositions moins importantes pour lesquelles un accord peut être facilement escompté avec le Sénat. Il s'agit de modifications concernant la publicité à donner au jugement ou à l'arrêt portant adoption en marge de tous les actes de l'état civil, non seulement de l'adopté, mais encore de la famille qu'il a pu lui-même créer, la faculté donnée au tribunal de maintenir l'adoption dans tous les cas lors d'une instance en tierce opposition et de modifications de forme, enfin, qui tendent à améliorer les textes déjà en vigueur ou ceux qui nous ont été transmis après adoption par le Sénat.

En ce qui concerne le premier groupe de difficultés auxquelles j'ai fait allusion, il m'appartient de citer brièvement les observations de la commission au sujet du maintien d'un délai de recueil de l'enfant adopté.

Ainsi que je l'ai exposé dans mon rapport écrit, il ne s'agit pas d'instituer un délai probatoire consistant à remettre l'enfant « à l'essai » aux futurs parents adoptifs. Nous sommes parfaitement conscients de ce que peut avoir de regrettable ce recours à la formule de « remise à l'essai » de l'enfant.

Celui-ci en effet n'est pas un bien patrimonial et le terme évoqué ci-dessus serait particulièrement déplacé en ce qui le concerne. En réalité, le délai que votre commission vous proposait et qui a d'ailleurs été ramené à six mois est un délai de sécurité. C'est même surtout un délai permettant à la mère naturelle, auteur d'un abandon fait sous le coup d'une dépression momentanée, de se ressaisir et de donner une valeur à son regret qui, sans cela, demeurerait peut-être irrémédiable.

Nous avons eu connaissance de cas où des adoptions ont été réalisées pour des enfants extrêmement jeunes, à peine âgés de quelques semaines ou de quelques mois, et qui ont ensuite pu être enmenés à l'étranger dans des circonstances au moins insolites. Nous avons voulu éviter la répétition de faits de ce genre, susceptibles de tourner au scandale.

Au surplus, le délai de six mois est envisagé au jour du prononcé du jugement d'adoption de telle sorte qu'il couvrira dans tous les cas le délai en définitive nécessaire pour la constitution d'un dossier administratif et le délai de procédure judiciaire qui y fait nécessairement suite.

Ce nouveau texte, qui a été maintenu par la commission après avoir été voté en première lecture par l'Assemblée nationale et ensuite supprimé par le Sénat, n'empêchera donc aucunement l'adoptant de chercher à constituer son dossier dès le recueil de l'enfant à son foyer et encore moins de déposer la requête lorsqu'il aura obtenu les autorisations nécessaires des conseils de famille ou des tutelles.

La dispense de certaines conditions d'âge pour l'adoption d'un enfant par sa mère naturelle ne devrait pas susciter d'objections particulières. Il convient, en effet, de faciliter pour la mère naturelle l'adoption de son enfant dès lors qu'elle est âgée d'au moins 25 ans, sans que pour autant lui soient imposées, au moins à partir de cet âge, les autres conditions d'âge prévues à l'article 244 du Code civil.

L'extension de la légitimation adoptive au profit d'une nouvelle catégorie d'enfants abandonnés me paraît être de nature à emporter tous les suffrages. En effet, le Sénat, comme l'avait fait auparavant l'Assemblée nationale, a exprimé clairement que le but poursuivi par le législateur était non seulement de défendre l'institution de l'adoption et de la légitimation adoptive, mais encore de la conforter, de la confirmer en permettant que le bénéfice en soit étendu à de nouvelles catégories d'enfants abandonnés.

Nous avons essayé — et votre rapporteur s'y est employé — en étroite liaison avec d'éminents fonctionnaires du ministère de la justice et du ministère de la santé publique et de la population, de trouver une formule juridique permettant précisément de créer cette catégorie nouvelle d'enfants abandonnés auxquels pourrait être ouverte demain la voie de la légitimation adoptive.

Nous pensons avoir trouvé cette formule en allant au-delà même du texte qui est revenu du Sénat et qui avait modifié le paragraphe III de l'article 368 du Code civil.

Désormais, la légitimation adoptive pourrait être prononcée dès lors que les deux conditions prévues au nouveau texte se trouveront remplies, à savoir : premièrement, que les parents se soient désintéressés de l'enfant pendant une période d'au moins un an ; deuxièmement, que les conditions exigées pour une délégation de la puissance paternelle en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889 soient remplies.

Le texte adopté par le Sénat ne prévoyait, en fait, qu'une contraction des procédures en permettant le prononcé d'un jugement de légitimation adoptive sans qu'une décision préalable déléguant la puissance paternelle soit intervenue.

En quelque sorte, ce texte qui, on vient de le voir, n'avait qu'une portée assez limitée, demeurait restrictif, puisqu'il exigeait que les formalités prévues au deuxième alinéa de l'article 18 de la loi du 24 juillet 1889 aient été remplies à l'occasion de l'instance tendant à la légitimation adoptive.

La commission des lois constitutionnelles n'a pas voulu que ces formalités soient effectivement remplies parce qu'elle a estimé que leur exécution serait préjudiciable à l'intérêt de l'enfant en instance de légitimation adoptive.

En effet, l'article 18 de la loi du 24 juillet 1889 auquel je viens de faire allusion prévoit que le tribunal doit statuer après avoir appelé les parents ou tuteur, en présence des particuliers gardiens de l'enfant.

Nous avons été parfaitement conscients du caractère dramatique d'une pareille confrontation et, surtout, du risque qu'elle pouvait faire encourir à l'enfant abandonné en provoquant l'échec de la légitimation adoptive envisagée, sans préjudice des drames ou difficultés ultérieurs que cette mesure était susceptible d'engendrer.

En ce qui concerne le secret des dossiers, le maintien du texte adopté par le Sénat et qui prévoyait l'obligation pour le service de l'aide sociale à l'enfance de communiquer aux magistrats de l'ordre judiciaire et, par voie de conséquence, à tous les auxiliaires de justice sans distinction, les dossiers des enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance, nous est apparu extrêmement dangereux.

Cette disposition nouvelle introduite par le Sénat dans l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale met incontestablement en cause le secret de l'abandon des enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance, c'est-à-dire par l'Assistance publique.

Il est certain que la divulgation des renseignements considérés comme absolument secrets depuis la création de l'institution des pupilles de l'Etat à l'Assistance publique en 1904, est de nature non seulement à ruiner l'institution, que la présente proposition de loi a pour objet d'encourager, mais encore à saper un des fondements essentiels sur lesquels repose le service de l'aide sociale à l'enfance, c'est-à-dire de l'Assistance publique.

Dès lors que les mères naturelles ne pourraient plus être assurées du secret absolu demandé par elles lors de l'abandon de leur enfant, il est à craindre que l'objectif même des services d'assistance ne puisse plus être atteint.

Votre commission propose, en conséquence, un texte nouveau qui s'insérerait après le deuxième alinéa de l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale et prévoyant que les renseignements relatifs aux enfants recueillis dans le service de l'aide sociale à l'enfance seraient communiqués uniquement au procureur de la République — c'est-à-dire à son parquet — à charge par ce dernier d'en faire tel usage que de droit à l'occasion de l'audition du ministère public dans les procédures d'adoption ou de légitimation adoptive et même en toutes matières, lorsque le préfet jugera cette communication utile à l'intérêt de l'adopté.

Il a, en outre, été précisé que les renseignements relatifs aux pupilles seraient fournis en toutes matières par ce même préfet — nous pensons essentiellement aux communications à faire au juge des enfants — mais, dans ce cas, seulement si le préfet estimait cette communication compatible avec l'intérêt des pupilles dont le service de l'aide sociale à l'enfance a la sauvegarde.

Une disposition précise, enfin, que les renseignements ainsi obtenus ne pourront être révélés à l'occasion d'une procédure quelconque, ni mentionnés dans une décision de justice, de telle sorte qu'il demeure bien entendu que les renseignements figurant dans les dossiers ne pourront en aucun cas être divulgués par les magistrats de l'ordre judiciaire qui en auront reçu le dépôt sacré.

Il va de soi que cette communication des renseignements extraits des dossiers des services d'aide sociale à l'enfance devra se faire tout naturellement aux magistrats de l'ordre judiciaire par la voie et l'intermédiaire du parquet, lorsque la demande en sera faite par ces derniers au procureur de la République.

Ainsi, votre commission croit s'être faite la gardienne de l'intérêt des pupilles de l'Etat, dont l'existence même serait mise en cause par l'abandon d'un secret dont le respect absolu a toujours été la sauvegarde fondamentale et institutionnelle de l'assistance publique.

Quant au deuxième groupe de divergences entre les textes adoptés en première lecture par votre Assemblée et ceux qui sont revenus du Sénat, je les ai citées par mémoire au début de mon intervention. Nous les retrouverons lors de la discussion des articles et j'aurai l'occasion de m'expliquer sur chacune d'elles.

Je me bornerai à dire que votre commission a estimé qu'il était indispensable de maintenir une publicité complète de l'adoption sur les registres de l'état civil. Je pense que vous l'approuverez. Trop d'intérêts sont liés, pour l'adopté et sa famille, à cette publicité pour que la seule perspective, qui a inspiré la commission sénatoriale, d'une complication administrative des formalités à accomplir dans les mairies, puisse justifier une lacune dans l'accomplissement de ces formalités.

Mesdames, messieurs, en votant le texte que je viens d'avoir l'honneur de rapporter devant vous, vous ferez œuvre de justice, de défense et d'aide sociale.

Œuvre de justice sociale d'abord, parce que, entre deux familles qui pourraient à nouveau, comme ce fut le cas dans le passé, se trouver cruellement opposées, vous aurez choisi celle qui témoignera son amour à l'enfant meurtri et abandonné, celle dont l'affection, la tendresse, l'abnégation, les sacrifices aussi auront entouré cet enfant dès son plus jeune âge, le tirant de l'orphelinat ou de l'établissement de bienfaisance où le malheur l'avait placé. Vous souvenant peut-être des paroles de ce roi des temps anciens d'Israël, vous aurez donné à l'enfant, triste enjeu d'une douloureuse querelle, à la mère qui aura fait à cet enfant devenu le sien le don de son amour, de cet amour qu'elle a voulu, elle, sans retour et sans abandon comme aussi sans partage, le témoignage du souci qu'elle apporte le législateur dans des questions aussi douloureuses.

Œuvre de défense sociale ensuite, car vous savez bien quel est l'intérêt qui s'attache pour la société à ce que soit préservée ou reconstituée, lorsqu'elle a été détruite ou lorsqu'elle n'a pu venir à la vie, cette cellule sociale fondamentale et irremplaçable qu'est la famille. En dehors d'elle il n'est que des palliatifs ou des accommodements plus ou moins valables. Je serais presque tenté de dire : en dehors d'elle il n'est point de salut.

La société a besoin de la famille, mais la famille exige elle aussi, pour vivre et se développer, la protection de cette même société. Cette constatation fondamentale n'est pas seulement vraie pour la famille légitime ; je suis et vous êtes de ceux qui pensent que la famille adoptive, construction du législateur, a droit, autant et plus peut-être que toute autre, à la sollicitude de la loi.

Œuvre d'aide sociale enfin et surtout parce que, entre tous les enfants auxquels s'attache l'objet de nos soins, ceux que

l'on appelle souvent, d'un terme affreux et pourtant exact « les enfants du malheur », ont droit plus que tous autres à l'affectueuse attention, j'allais dire à la tendresse de ceux auxquels le pays a remis le soin de préparer l'avenir de sa jeunesse.

Il faut que demain, dans toute la mesure du possible, les enfants abandonnés — puisque c'est d'eux qu'il s'agit essentiellement aujourd'hui — puissent s'échapper de l'anonymat des orphelinats et des établissements publics ou privés pour goûter la douceur d'un foyer, la tendresse d'une mère, l'affectueuse sollicitude d'un père et, souvent, l'amour fraternel d'autres frères et sœurs adoptifs, recueillis par de braves gens qui sont l'honneur d'une société qui se veut civilisée, chrétienne et humaine.

M. Joseph Perrin. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le rapporteur ?

M. le rapporteur. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Perrin, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Joseph Perrin. En m'excusant d'interrompre une conclusion que nous écoutons avec autant de plaisir que d'intérêt, je voudrais poser amicalement une question à M. le rapporteur qui, comme moi, est député du Haut-Rhin.

Je suis membre du conseil de famille des pupilles de l'Etat depuis plus de quinze ans dans ce département du Haut-Rhin. N'ayant pas l'honneur de faire partie de la commission des lois, je désirerais savoir si la modification de la loi que nous souhaitons depuis longtemps n'aura pas des répercussions fâcheuses sur la législation en vigueur dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

M. le rapporteur. Non.

M. Joseph Perrin. Je vous remercie par avance des précisions que vous pourrez me donner.

M. le rapporteur. J'aurais pu vous donner ces précisions au cours de la discussion des articles.

Mon attention a été appelée sur ce point. En tout état de cause, après les entretiens que j'ai eus avec M. le préfet et les directeurs départementaux de la population et de la santé du Haut-Rhin — notre département commun, monsieur Perrin — nous avons pu envisager ce problème et constater que le texte qui est aujourd'hui soumis au vote de l'Assemblée ne porte pas atteinte aux dispositions particulières aux trois départements recouverts.

M. Joseph Perrin. Je vous remercie, mon cher ami.

M. le rapporteur. Sous le bénéfice de ces observations et en vous demandant, mesdames, messieurs, d'excuser la longueur de cet exposé, je dirai enfin qu'en votant le texte qui est proposé à vos suffrages vous aurez pendant quelques instants oublié nos controverses et nos préoccupations quotidiennes.

Cette trêve n'est-elle pas la plus belle qu'il nous soit possible d'imaginer puisqu'elle est celle du souci, que nous avons tous, de l'avenir de la jeunesse française, quelle que soit son origine ? Cet avenir et cette jeunesse, nous les aurons unis dans une même sollicitude et dans une même espérance. (Applaudissements.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, ce n'est pas sans une certaine amertume que nous avons constaté, après le vote du Sénat, la suppression de la quasi-totalité des modifications apportées par notre Assemblée à la proposition de loi qui nous est soumise.

Nous regrettons également que l'Assemblée n'ait pas voté, lors de la discussion en première lecture, un amendement présenté par M. Frédéric-Dupont, tendant à étendre le champ de l'adoption et à la permettre même en présence d'enfants légitimes, à la condition toutefois que ces enfants soient majeurs.

Ce texte n'ayant pas été voté en première lecture, nous ne pouvons déposer en seconde lecture un amendement qui tendrait à insérer dans le nouvel article 344 du code civil le texte proposé alors. Mais M. le rapporteur nous ayant fait part de l'intention de M. le garde des sceaux de désigner une commission de réforme chargée de procéder à une refonte d'ensemble des textes législatifs régissant la puissance paternelle ainsi que l'adoption et la légitimation adoptive, nous pensons utile de rappeler quelles avaient été les intentions des auteurs de cette proposition.

En l'état actuel des textes, l'adoption en présence d'enfants légitimes n'est possible que lorsque ceux-ci sont nés postérieurement à l'accueil au foyer des époux de l'enfant ou des enfants à adopter. Pourquoi permettre l'adoption en présence d'enfants légitimes nés après l'accueil de l'enfant que l'on adoptera et la refuser si les enfants légitimes sont nés les premiers ?

Selon l'essai de synthèse de l'institut de droit comparé, la réforme que nous proposons avait de nombreux précédents en droit comparé et la plupart de toutes les législations étrangères permettent l'adoption en présence d'enfants légitimes. Au surplus, je citerai quelques exemples qui seront sans doute utiles à

la commission qui aura pour tâche d'étudier de nouveau les textes traitant de l'adoption.

Je connais un père de famille qui a élevé comme l'un de ses enfants le fils d'un de ses amis tué en 1940. Il l'a recueilli alors qu'il avait dix-huit mois. Cet enfant, il l'a toujours élevé avec les siens pour lesquels il est un véritable frère. Arrivé dans une famille qui comprenait des enfants et en eut d'autres depuis, pourquoi cet orphelin ne serait-il adopté ?

Par ailleurs, les départements du Nord comptent beaucoup de familles nombreuses. Supposons que le père et la mère d'une famille de plusieurs enfants soient tués dans un même accident. Croyez-vous que les orphelins soient souvent dirigés vers des orphelinats ? Ils sont, au contraire, accueillis souvent par des oncles et des tantes qui élèveront leur neveu ou leur nièce comme leur propre enfant. Recueilli parfois au berceau, élevé au milieu de cousins qui deviennent des frères par la force des choses, pourquoi ne pas permettre à cette famille d'accueillir dans la joie, par l'adoption, un nouveau membre ?

J'espère donc, monsieur le garde des sceaux, que la commission que vous allez créer tiendra compte de nos intentions.

Notre Assemblée avait par ailleurs voté en première lecture un amendement tendant à modifier l'article 334 du code civil et abaissant la limite d'âge exigée pour l'adoption, lorsqu'il s'agissait de l'adoption d'un enfant naturel par ses auteurs. Le Sénat a repoussé notre texte, sans donner d'ailleurs beaucoup d'explications à ce sujet.

Nous avons demandé à notre commission de reprendre notre amendement, mais elle n'a cru devoir le faire qu'en accordant cette dérogation à la mère naturelle. Certains de nos collègues ont, en effet, observé qu'une reconnaissance d'enfant naturel pouvait et était même parfois frauduleuse.

Bien que nous ne pensions pas qu'il en soit souvent ainsi, il est apparu que la déclaration frauduleuse, si elle existait, ne pouvait être assez facile que pour le père naturel, mais qu'elle ne pouvait l'être pour la mère.

C'est pourquoi votre commission des lois a bien voulu reprendre le texte qui avait été voté en première lecture, mais en substituant aux mots : « l'adoption d'un enfant naturel par ses auteurs », les mots : « l'adoption d'un enfant par sa mère naturelle ».

Je supplie l'Assemblée de bien vouloir suivre la commission des lois dans ce sens.

En effet, pourquoi obliger une fille-mère à garder ce qualificatif, pénible et cruel parfois, jusqu'à l'âge de trente-cinq ans ? Pourquoi ne pas lui permettre d'adopter son enfant le plus tôt possible ? Quelle différence y a-t-il entre une mère adoptive et une mère naturelle ? Quelle différence voit-on entre la condition d'un enfant naturel et celle d'un enfant légitime ?

Permettre à une fille-mère d'adopter son enfant, c'est lui donner la possibilité d'en faire un enfant légitime et d'abandonner la réprobation dont elle est souvent, à tort et méchamment, entourée.

Nous devrions tout faire pour permettre aux jeunes filles abandonnées d'élever leur enfant. Bien des officines, bien des cliniques, malheureusement, ne les encouragent-elles pas plutôt actuellement à l'abandon, tant le nombre des candidats adoptants est grand !

Nous devons chercher à lutter par tous les moyens possibles contre ces abandons. Faire savoir à une jeune fille qu'elle pourra adopter son enfant, en faire un enfant légitime et devenir, au même titre que beaucoup d'autres, une mère adoptive, c'est, nous en sommes certains, un moyen dont pourront se servir ceux qui, comme nous, souhaitent qu'il faut éviter au maximum que de jeunes mères se résignent à l'abandon.

J'espère avoir convaincu l'Assemblée. Je lui demande une dernière fois de me suivre dans cette voie et je souhaite que le Sénat, lui aussi, accepte notre proposition. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Garcin.

M. Edmond Garcin. Mesdames, messieurs, l'essentiel de la proposition de loi qui nous est soumise aujourd'hui en deuxième lecture est la réduction du délai de tierce opposition à un jugement prononçant une adoption ou une légitimation adoptive. Il nous est proposé de substituer au délai de droit commun, soit trente ans, un délai d'un an.

Cette disposition recueille l'adhésion du groupe communiste. En effet, lorsqu'un enfant, entré dans une nouvelle famille, a acquis ainsi la possibilité d'une jeunesse plus heureuse, il ne faut pas — des affaires douloureuses l'ont récemment démontré — que cette chance nouvelle soit remise en cause.

L'intérêt de l'enfant doit alors tout primer. Il faut éviter le bouleversement affectif que le procès en lui-même est susceptible de provoquer.

La famille de l'enfant que nous voulons, dans ces conditions, défendre, c'est sa famille adoptive. Cette considération nous conduira à voter l'ensemble de la proposition de loi.

Mais nous tenons à faire part de diverses observations auxquelles nous nous proposons de donner une suite législative sous forme d'une proposition de loi reprenant l'ensemble des dispositions relatives à l'enfance abandonnée ou en danger, ainsi qu'à l'adoption et à la légitimation adoptive.

Pour nous, en effet, l'adoption et la légitimation adoptive, institutions nécessaires et qui honorent les familles offrant un nouveau foyer, leur dévouement et leur amour à un enfant dans la détresse, ne constituent que des mesures de sauvegarde sociale répondant à des situations d'exception. Il faut ouvrir largement aux orphelins, aux enfants de parents réellement inconnus, la possibilité d'être adoptés, d'avoir un toit, une éducation familiale, l'amour de leurs parents, comme tous les autres enfants.

Mais au sujet des enfants que l'on dit « abandonnés » ou dont les parents se seraient désintéressés, il convient d'aller plus au fond du problème avant de porter un jugement définitif. Nous pensons que la première tâche qui incombe au législateur est celle de combattre et non de favoriser l'abandon, de remédier au désintéressement et non pas de le sanctionner automatiquement par l'éviction des parents par le sarg.

Il est, certes, des parents indignes. Il est aussi des situations dans lesquelles l'abandon, le désintéressement, quelles qu'en soient les causes, sont si patents, si prolongés et si préjudiciables à l'enfant que la responsabilité primordiale du législateur est de permettre que soit substituée de façon stable une famille adoptive à la famille par le sang défaillante.

Mais combien d'abandons, combien de désintéressements précèdent, non pas de l'immoralité des individus, mais de la contrainte morale qui pèse sur eux au moment où ils sont conduits à la tragique décision de se séparer de leur enfant ? Cette contrainte morale, fruit de préjugés dans certains milieux de la bourgeoisie, ne s'analyse-t-elle pas, d'ailleurs, tout simplement en une misère sociale dans la plupart des cas ?

Songons à la mère célibataire, à la jeune fille venue travailler à la ville qui, enceinte, se voit abandonnée et se trouve sans ressources, désemparée, sans perspectives d'avenir pour elle-même et pour l'enfant qui va naître. J'évoque devant vous un cas que je connais, celui d'une jeune veuve de vingt-six ans ayant quatre fillettes à charge, l'aînée âgée de six ans à peine, et qui n'arrive pas, malgré l'aide sociale telle qu'elle existe actuellement, à maintenir l'unité de son foyer.

Songons encore aux familles dont la déchéance apparaît résulter seulement et directement de l'insuffisance des ressources et du taudis.

La solution moderne, la solution humaine, dans ces cas-là, n'est-elle pas de prévenir l'abandon, de combattre le désintéressement en s'attaquant à leurs véritables causes ? On ne peut s'acheter une bonne conscience en se bornant à constater et en recourant au palliatif de l'adoption.

C'est toute la politique sociale, la construction de logements, l'augmentation des salaires, du montant des allocations familiales et de l'aide sociale aux familles, la multiplication des crèches, qui sont en cause.

C'est là le problème de fond et l'attitude observée à propos de ces divers chapitres permet de mesurer la volonté de chacun d'entre nous de défendre la famille. Supposons, les conditions sociales étant ce qu'elles sont actuellement et en répétant que, pour nous, l'essentiel est de les améliorer, supposons que la mère ait abandonné l'enfant, qu'un délaissement résultant de la misère soit constaté. Convient-il, le mérite des organismes ou des particuliers qui se sont portés au secours de ces enfants n'étant à aucun moment mis en cause, d'écarter tout de suite et définitivement les parents par le sang ? Nous ne le pensons pas.

Nous estimons qu'il faut laisser pendant une certaine période à cette mère célibataire, à cette famille dans la misère, une possibilité de retrouver des conditions sociales d'existence, qui rendront possible, répétons-le, la conservation de l'enfant dans son foyer d'origine. La mère célibataire abandonnée ou la jeune veuve peut, comme on dit, refaire sa vie. La famille dans la misère peut, avec une aide appropriée, retrouver des conditions d'existence suffisantes. Il faut donc que des délais soient prévus.

Ces délais, nous les approuvons tels qu'ils sont déterminés dans le texte proposé : six mois de présence de l'enfant au foyer de celui qui se propose de l'adopter et maintien du droit de tierce opposition pendant un an. Nous faisons nôtres, en ce qui concerne le premier délai, les considérations suivantes du rapporteur :

« Ce délai n'a pas le caractère d'un délai probatoire consistant à remettre l'enfant à l'essai aux futurs parents adoptifs. Il s'agit essentiellement d'un délai devant permettre aux parents actuels et surtout à la mère naturelle de se ressaisir. Nous avons voulu ainsi éviter le renouvellement de certains drames douloureux où des mères très jeunes ont pu, sous le coup d'une dépression momentanée, faire un abandon qu'elles ont rapidement regretté sans pouvoir en effacer le caractère rendu irrémédiable par une adoption hâtive. »

Cependant il faut également des garanties de procédure. Ces garanties ne figurent pas dans le projet. Nous nous attacherons à les assurer dans notre proposition de loi, dans le souci d'éviter qu'elles ne perturbent l'adoption si celle-ci était finalement prononcée. Mais, dès à présent, il ne nous semble pas possible d'accepter que soient supprimées les formalités déjà insuffisantes de l'article 18 de la loi du 24 juillet 1889, lorsque la légitimation adoptive sera prononcée sans que la délégation de puissance paternelle soit intervenue.

Le motif invoqué par le rapporteur — « ne pas mettre en présence les parents par le sang et les adoptants » — n'est pas dénué d'intérêt, mais n'est-ce pas ce qui se produit en cas de tierce-opposition ?

Il nous apparaît surtout qu'il s'agit là d'une nouvelle manifestation de l'autoritarisme au mépris des droits des familles, sous prétexte d'efficacité en ce qui concerne l'enfance.

L'efficacité, ce n'est pas la décision du juge tranchant sans conteste, sur la foi de rapports marqués de bons sentiments, mais parfois aussi de préjugés sociaux.

L'efficacité, c'est d'abord une politique sociale de progrès pour l'ensemble de notre population ; c'est ensuite une décision légitime prise après examen contradictoire des droits de chacun et sous l'angle de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Sous le bénéfice de ces observations, avec la perspective de reprendre, comme nous nous proposons de le faire avec d'autres, ici et au Sénat, l'ensemble de ce problème trop souvent déchirant, nous voterons la proposition de loi ; en effet, nous l'avons dit, l'essentiel est que l'enfant adopté, après un délai raisonnable, qui a été fixé à un an, bénéficie définitivement d'une famille stable et ait, lui aussi, droit au bonheur. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur divers bancs du centre démocratique.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi n'étant présentée, le passage à la discussion des articles pour lesquels les deux assemblées du Parlement n'ont pu parvenir à un texte identique est de droit dans le texte du Sénat.

[Article A.]

M. le président. Le Sénat a supprimé l'article A.

Je suis saisi de deux amendements qui peuvent être soumis à discussion commune.

Le premier, n° 10, présenté par le Gouvernement, tend à reprendre, avec la rédaction suivante, l'article A supprimé par le Sénat :

« Art. A. — L'article 343 du code civil est ainsi complété :
« L'adoption des mineurs de seize ans ne peut être prononcée que si l'enfant a été recueilli au foyer de l'adoptant depuis au moins un an. Toutefois, l'adoptant peut demander à être dispensé de l'observation de ce délai s'il justifie d'un motif légitime. »

Le deuxième amendement, n° 1, présenté par M. le rapporteur, au nom de la commission, tend à reprendre, avec la rédaction suivante, l'article A supprimé par le Sénat :

« Art. A. — L'article 343 du code civil est complété par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« L'adoption des mineurs de seize ans ne peut être prononcée que si l'enfant a été recueilli au foyer de ou des adoptants depuis au moins six mois. »

La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, pour défendre l'amendement n° 10.

M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. L'amendement du Gouvernement ne change rien quant au fond.

Il y ajoute seulement un tempérament au texte voté par le Sénat. Le délai de recueil d'une année est maintenu dans notre texte. Il y est toutefois prévu que l'adoptant pourra demander à en être dispensé s'il justifie d'un motif légitime.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour défendre l'amendement n° 1.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, mes chers collègues, dans le texte proposé par la commission la durée du recueil a déjà été réduite à six mois.

J'en suis donc à me demander s'il est bien nécessaire de porter ce délai à un an pour prévoir ensuite qu'il pourrait être réduit par une décision de justice.

Au cours de l'examen en commission de l'article 10, j'avais moi-même prévu cette faculté laissée au tribunal de réduire le délai de recueil. Or la commission s'était montrée particulièrement hostile à cette disposition estimant qu'il convenait de ne pas poser, sur ce point, de problème aux tribunaux.

Je me demande si, étant consultée de nouveau sur cette question, elle modifierait sa position. Elle n'a pu être saisie de l'amendement du Gouvernement qui ne nous a été communiqué qu'au début de la présente séance. Je n'exprime par conséquent qu'une opinion toute personnelle.

J'estime qu'un délai de six mois, compte tenu des observations présentées dans mon rapport, serait suffisant pour ne créer aucun souci aux adoptants.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Je me suis déjà expliqué.

M. le président. Vous maintenez donc votre amendement ?

M. le garde des sceaux. Oui.

M. René Capitant, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. René Capitant, président de la commission. Un long débat s'est instauré sur la question en commission. Il a été résumé à la tribune de cette Assemblée par notre rapporteur.

Je souhaite que le Gouvernement participe à ce débat et que nous n'assistions pas uniquement à des monologues qui ne se répondent pas.

Je crois que la meilleure méthode consisterait à nous tendre la main afin d'essayer de nous mettre d'accord.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. le garde des sceaux. Je saisis la main tendue par M. le président de la commission et je retire l'amendement du Gouvernement. (Applaudissements.)

M. le président. L'amendement n° 10 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 1 présenté par M. le rapporteur.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article A.

[Article 1^{er}.]

M. le président. Le Sénat a supprimé l'article 1^{er}.

M. le rapporteur a déposé un amendement n° 2 tendant à reprendre, avec la rédaction suivante, l'article 1^{er} supprimé par le Sénat :

« Art. 1^{er}. — L'article 344 du code civil est complété par l'alinéa suivant, inséré entre le deuxième et le troisième alinéas :

« L'adoption d'un enfant par sa mère naturelle, âgée de vingt-cinq ans au moins, est dispensée de toute autre condition d'âge. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement concerne l'adoption d'un enfant naturel par sa mère âgée de vingt-cinq ans au moins.

Je me suis déjà expliqué sur la portée de ce texte. C'est avec plaisir et avec quelque émotion que j'ai entendu le plaidoyer fait en sa faveur par M. Collette, qui est à l'origine de la proposition de loi et de cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je me permettrai de dire amicalement à M. le rapporteur qu'en proposant cet amendement à l'article 344 du code civil, la commission n'est pas demeurée tout à fait fidèle à la ligne de conduite qu'elle s'était tracée elle-même.

En effet, comme nous l'a indiqué M. le rapporteur, votre commission a estimé, comme je l'avais proposé au Sénat, qu'il convenait de nous borner, pour l'instant, à une réforme partielle, c'est-à-dire une réforme limitée aux dispositions tendant à renforcer la stabilité des jugements d'adoption et de renvoyer à une autre réforme, précédée d'études plus approfondies, un réexamen de l'ensemble des problèmes posés par l'adoption.

Or l'amendement en cause, prévoyant une disposition d'une très grande ampleur, relève très certainement de cette réforme plus large.

On peut évidemment toujours justifier par des considérations émouvantes des innovations juridiques qui sont un peu révolutionnaires, et celle-là est effectivement très révolutionnaire.

En effet, il existe un statut — ce sera à vous de décider plus tard s'il doit être maintenu, adouci ou réformé d'une manière ou d'une autre — il existe une condition juridique de l'enfant naturel fixée dans le droit civil. Or, finalement le texte en discussion ruinerait à peu près, indirectement, cette condition juridique ; il substituerait à la condition juridique ancienne de cet enfant, qui était par rapport à sa mère celle d'un enfant naturel, une condition nouvelle qui serait celle d'enfant légitime.

J'admets parfaitement qu'on ouvre une discussion sur le problème général de la filiation naturelle et de ses effets, mais je demande qu'un problème d'une telle ampleur soit considéré dans son ensemble et qu'on ne cherche pas, à propos d'un amendement sur une proposition de loi qui a un objet important, certes, mais tout de même extrêmement limité, à résoudre une question ne constituant qu'un des éléments de cet ensemble, qui est le droit des personnes.

C'est pourquoi je demande à l'Assemblée de ne pas suivre sur ce point la commission et de repousser l'amendement qui lui est proposé. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du centre démocratique.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'amendement n° 2 présenté par M. le rapporteur, amendement repoussé par le Gouvernement.

(Une épreuve à main levée à lieu.)

M. le président. Il y a doute.
Je mets donc aux voix l'amendement par assis et levés.
(L'amendement, mis aux voix par assis et levés, n'est pas adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 1^{er} demeure supprimé.

[Article 1 bis.]

M. le président. « Art. 1^{er} bis. — Le début de l'article 352 du code civil est ainsi modifié :

M. Henri Collette. A main levée, l'amendement avait été adopté.

M. le président. J'ai annoncé qu'il y avait doute.

« En présentant sa requête en adoption, la personne qui se propose d'adopter l'enfant peut demander au tribunal d'autoriser l'adoption lorsque celle-ci est rendue impossible par le refus abusif de consentement des parents légitimes ou naturels qui se sont notoirement désintéressés de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation ; il en est de même lorsque l'adoption est rendue impossible par le refus abusif de consentement d'un des parents... »

« (Le reste sans changement.) »

Je suis saisi de deux amendements qui peuvent être soumis à discussion commune.

Le premier, n° 13, présenté par le Gouvernement, tend à rédiger ainsi cet article :

« Art. 1 bis. — Le premier alinéa de l'article 352 du code civil est modifié comme suit :

« Le tribunal peut prononcer l'adoption s'il estime abusif le refus de consentement opposé par un parent, légitime ou naturel, qui s'est désintéressé de l'enfant au risque de compromettre sa moralité, sa santé ou son éducation. »

Le deuxième amendement n° 3 présenté par M. le rapporteur, au nom de la commission tend à rédiger comme suit l'article 1 bis :

« Art. 1 bis. — Le premier alinéa de l'article 352 du code civil est modifié comme suit :

« Le tribunal saisi de la requête en adoption peut, sur la demande de la personne qui se propose d'adopter l'enfant, prononcer l'adoption lorsque celle-ci est rendue impossible par le refus abusif de consentement des parents légitimes ou naturels qui se sont désintéressés de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation ; il en est de même lorsque l'adoption est rendue impossible par le refus abusif de consentement d'un des parents, légitimes ou naturels, qui s'est désintéressé de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation, et que l'autre parent consent, ou bien est décédé, inconnu, dans l'impossibilité de manifester sa volonté, ou a perdu le droit de consentir à l'adoption en application des dispositions des titres 1^{er} ou II de la loi du 24 juillet 1889. »

La parole est à M. le garde des sceaux pour défendre l'amendement n° 13.

M. le garde des sceaux. Mesdames, messieurs, l'amendement n° 13 est un amendement de pure rédaction.

La commission a voulu modifier le moins possible la rédaction actuelle de l'article 352 du code civil laquelle est loin de constituer un modèle et pourrait plutôt être proposée comme un exemple de prolixité.

J'ai essayé d'exprimer la même idée en des termes plus concis. Cet amendement se substituerait au premier alinéa de l'article 352, le second alinéa demeurant sans changement.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur. La commission n'a pas été consultée sur cet amendement. Je ne puis donc pas l'engager.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir son amendement n° 3.

M. le rapporteur. Il ne s'agit que d'une question de forme.

Par cet amendement la commission a tenté de substituer à des termes qui paraissent inexacts ou en tout cas pouvaient paraître inexacts une formule plus ramassée et juridiquement plus valable.

C'est pourquoi elle propose de remplacer les termes : « En présentant sa requête en adoption la personne qui se propose d'adopter l'enfant peut demander au tribunal d'autoriser l'adoption » par les termes suivants : « Le tribunal saisi de la requête en adoption peut, sur la demande de la personne qui se propose d'adopter l'enfant, prononcer l'adoption ».

En effet, ce n'est pas la personne qui a la faculté de demander l'adoption, c'est le tribunal qui a la faculté de prononcer l'adoption.

D'autre part, le terme « autoriser » est dépassé depuis la dernière réforme de l'adoption, puisque le tribunal n'autorise plus, mais prononce l'adoption.

Nous avons, en outre, supprimé le mot « notoirement » qui, de l'avis unanime de ceux qui ont examiné ce texte, n'y ajoutait rien de valable et pouvait, au contraire, provoquer certaines difficultés d'interprétation en jurisprudence.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Ainsi que je viens de le dire, sur le fond, je suis entièrement d'accord avec la commission puisque l'amendement déposé par le Gouvernement tend exactement au même objet, bien qu'il soit rédigé de façon différente.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 13 présenté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 1^{er} bis et l'amendement n° 3 devient sans objet.

[Après l'article 1 bis.]

M. le président. M. le rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 4 qui tend, après l'article 1 bis, à insérer le nouvel article suivant :

« Le deuxième alinéa de l'article 355 du code civil est modifié comme suit :

« Le tribunal fait procéder, s'il y a lieu, à une enquête par toutes personnes qualifiées et vérifie si toutes les conditions de la loi sont remplies. Toutefois, il ne pourra recueillir les renseignements relatifs à un pupille de l'Etat que dans les conditions prévues à l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale. Le tribunal prononce ensuite, sans énoncer de motifs, qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à adoption. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Le deuxième alinéa de l'article 355 du code civil en vigueur est ainsi conçu :

« Le tribunal après avoir, s'il y a lieu, fait procéder à une enquête par toutes personnes qualifiées, et avoir vérifié si toutes les conditions de la loi sont remplies, prononce, sans énoncer de motifs, qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à l'adoption. »

Notre amendement tend à insérer dans ce texte la disposition suivante :

« Toutefois il — le tribunal — ne pourra recueillir les renseignements relatifs à un pupille de l'Etat que dans les conditions prévues à l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale. »

Cette modification du texte tend à mettre en harmonie les dispositions de l'article 355 du code civil avec les dispositions que nous rencontrerons à l'occasion du texte nouveau de l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale, qui a pour objet d'assurer le secret de l'abandon et le secret des renseignements recueillis par les services d'aide sociale à l'enfance.

Il s'agit donc d'une simple mise à jour.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4 présenté par M. le rapporteur, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — I. — L'article 356 du code civil est complété par les alinéas suivants :

« La tierce opposition ne peut être formée que par les père ou mère légitimes ou naturels, un ascendant ou le tuteur de l'enfant. Elle n'est recevable que pendant un délai d'un an, à compter de la mention du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption sur les registres d'état civil.

« Le tribunal pourra, sur l'instance en tierce opposition, maintenir l'adoption antérieurement prononcée, s'il est établi que la personne qui réclame s'est notoirement désintéressée de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation. »

« II. — En ce qui concerne les adoptions ou légitimations adoptives prononcées antérieurement à la publication de la présente loi, le délai prévu au cinquième alinéa de l'article 356 du code civil court à compter de la date de ladite publication, à moins qu'à cette date la mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté ou la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption ne soit pas encore effectuée. »

M. le rapporteur a déposé un amendement n° 5 tendant à rédiger l'article 2 comme suit :

« I. — L'article 356 du code civil est complété par les alinéas suivants :

« La tierce opposition n'est recevable que pendant un délai d'un an à compter de la mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté ou de la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption.

« Le tribunal pourra, sur l'instance en tierce opposition, maintenir, dans tous les cas, l'adoption antérieurement prononcée, s'il est établi que la personne qui réclame s'est désintéressée de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation.

« II. — A l'égard des adoptions ou légitimations adoptives prononcées antérieurement à la publication de la présente loi, le délai prévu au 5^e alinéa de l'article 356 du code civil court à compter de la date de ladite publication, à moins qu'à cette date la mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté ou la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption ne soit pas encore effectuée. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cet amendement concerne l'article 356 du code civil, dont les quatre premiers alinéas demeurent sans changement.

En ce qui concerne le premier des alinéas suivants, ajoutés en première lecture par l'Assemblée nationale, le Sénat a modifié le délai dans lequel la tierce opposition est recevable. L'Assemblée avait en effet fixé le délai à trois mois. Le Sénat l'a porté à un an. C'est à ce délai que s'est ralliée votre commission.

Mais le texte adopté par le Sénat est plus restrictif parce qu'il envisage parmi les personnes ayant qualité pour présenter une requête en tierce opposition les père et mère légitimes ou naturels, un ascendant ou le tuteur de l'enfant.

Ces restrictions ont été supprimées dans le texte qui vous est proposé. La commission a, en effet, pensé à la mère naturelle qui, n'ayant pas reconnu son enfant, risque de se trouver exclue de la tierce opposition comme étant sans lien de droit, sans parenté avec cet enfant.

Le deuxième alinéa du texte proposé par la commission pour l'article 356 du code civil est modifié par rapport au texte adopté par le Sénat uniquement sur deux points.

Nous avons ajouté, après le mot « maintenir », les termes « dans tous les cas », pour préciser que l'instance en tierce opposition est possible en tout état de cause, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les conditions de recevabilité ou les conditions de fond quant à un rejet éventuel de la tierce opposition.

En d'autres termes, votre commission a voulu que le tribunal saisi d'une instance en tierce opposition puisse dans tous les cas — les termes se suffisent à eux-mêmes — maintenir l'adoption antérieurement prononcée, chaque fois que la personne réclamante se serait désintéressée de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation.

Nous avons en outre, dans le deuxième alinéa, supprimé le terme « notoirement ».

Je me suis expliqué sur cette suppression que nous avons retrouvée dans d'autres dispositions de même nature.

En ce qui concerne les dispositions transitoires, une seule modification de forme a été apportée.

Au début du paragraphe II, dans le membre de phrase « en ce qui concerne les adoptions ou légitimations adoptives », nous avons remplacé l'expression « en ce qui concerne » par les mots « à l'égard » parce que cette terminologie juridique nous a paru plus appropriée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5 présenté par M. le rapporteur.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 2.

[Article 3.]

M. le président. Le Sénat a supprimé cet article.

M. le rapporteur a déposé, au nom de la commission, un amendement n° 6, qui tend à rétablir l'article 3 dans la rédaction précédemment adoptée par l'Assemblée nationale et ainsi conçue :

« Le deuxième alinéa de l'article 357 du code civil est modifié comme suit :

« Dans les trois mois, mention de l'adoption et des nouveaux nom et prénoms de l'adopté est porté en marge de l'acte de naissance de ce dernier et, le cas échéant, des autres actes de l'état civil de l'intéressé, de son conjoint et de ses enfants mineurs. La mention est faite à la requête de l'avoué... » (le reste de l'alinéa sans changement).

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je me suis expliqué sur cet amendement au cours de mon exposé oral devant l'Assemblée.

Il s'agit essentiellement, malgré les difficultés administratives éventuelles, d'assurer la publicité de l'adoption en marge de tous les actes d'état civil, non seulement de l'adopté, mais encore de la famille que celui-ci aurait pu se créer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement ne s'oppose pas à cet amendement.

Il observe toutefois que l'adoption de cette disposition entraînera des charges assez lourdes pour les parquets. Peut-être aurait-on pu limiter l'obligation à une mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté seul et non pas des autres membres de sa famille.

Néanmoins, je le répète, le Gouvernement ne s'oppose pas à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6 présenté par M. le rapporteur.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. L'article 3 est donc rétabli.

[Article 4.]

M. le président. Le Sénat a supprimé cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Votre commission accepte la suppression prononcée par le Sénat.

Cette acceptation s'inscrit d'ailleurs dans les explications qui vous ont été fournies par M. le garde des sceaux, à savoir qu'il s'agit d'un texte mettant en œuvre une refonte et une réforme d'ensemble de l'adoption et de la légitimation adoptive.

De plus, M. le garde des sceaux nous a donné l'assurance qu'une commission de réforme serait saisie, qui s'occupera de l'ensemble de ces questions et dont les conclusions seront soumises à la commission dans un délai de dix-huit mois à deux ans au plus.

M. le président. De toute façon, cet article 4 n'est pas en discussion.

[Article 5.]

M. le président. « Art. 5. — Le deuxième alinéa de l'article 368 du code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

« Peuvent faire l'objet d'une légitimation adoptive, sous la condition d'être âgés de moins de sept ans :

« 1° Les enfants dont les père et mère sont décédés ou inconnus ;

« 2° Les pupilles de l'Etat et les enfants dont les parents ont perdu le droit de consentir à l'adoption en application des titres I et II de la loi du 24 juillet 1889 ;

« 3° Les enfants abandonnés autres que ceux visés ci-dessus.

« Dans les cas visés au 3° ci-dessus, la légitimation adoptive peut être prononcée sans qu'une décision déléguant la puissance paternelle soit intervenue si le tribunal, après accomplissement des formalités prévues au deuxième alinéa de l'article 18 de la loi du 24 juillet 1889, constate que les conditions exigées pour une telle délégation sont remplies. Dans ce dernier cas, le consentement est donné par le conseil de famille, s'il s'agit d'un enfant légitime, ou le conseil de tutelle, s'il s'agit d'un enfant naturel. »

J'ai reçu de M. le rapporteur, au nom de la commission, un amendement n° 7 qui tend à rédiger comme suit, à partir du 3°, le texte modificatif proposé pour le deuxième alinéa de l'article 368 du code civil :

« 3° Les enfants abandonnés autres que ceux appartenant aux catégories visées aux 1° et 2° ci-dessus.

« La légitimation adoptive peut être prononcée dans les cas visés au 3° ci-dessus si les parents se sont désintéressés de l'enfant pendant une période d'au moins un an et lorsque les conditions exigées pour une délégation de la puissance paternelle en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889 sont remplies.

« Dans ces cas, le consentement est donné par le conseil de famille des pupilles de l'Etat. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'amendement est relatif à l'article 368 du code civil qui prévoit que la légitimation adoptive est possible pour les enfants abandonnés à condition que ceux-ci soient âgés de moins de sept ans.

Le texte, adopté par l'Assemblée nationale, prévoyait deux catégories d'enfants. La commission en ajoute une troisième : les enfants abandonnés autres que ceux appartenant aux catégories visées aux 1° et 2° du texte proposé pour l'article 368 du code civil.

La légitimation adoptive peut être prononcée dans les cas visés à l'alinéa 3° que nous proposons si les parents se sont désintéressés de l'enfant pendant une période d'au moins un an et lorsque les conditions exigées pour une délégation de la puissance paternelle en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889 sont remplies. Dans ces cas, le consentement est donné par le conseil de famille des pupilles de l'Etat.

Je me suis longuement expliqué sur la portée de ce texte lorsque j'ai fait mon rapport oral et je prie l'Assemblée nationale de bien vouloir se reporter à ma déclaration.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7 présenté par M. le rapporteur, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, modifié par l'amendement n° 7. (L'article 5, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 6.]

M. le président. Le Sénat a supprimé cet article.

[Article 8.]

M. le président. Le Sénat a supprimé cet article.

[Article 9.]

M. le président. « Art. 9. — I. — Le premier alinéa de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1889 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque le service de l'aide sociale à l'enfance, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de seize ans que des pères, mères ou des tuteurs autorisés par le conseil de famille leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou tuteurs peut, à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents soit au service de l'aide sociale à l'enfance, soit à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant. »

« II. — L'article 17 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés est complété par un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Si des parents ayant conservé tout ou partie de la puissance paternelle se sont notoirement désintéressés de l'enfant pendant une période d'au moins un an, le tribunal peut, à la requête du directeur départemental de la population et de l'action sociale de l'établissement ou du particulier gardien de l'enfant, déléguer tout ou partie des droits conservés par les parents, soit au service de l'aide sociale à l'enfance, soit à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant. »

« III. — Les quatre derniers alinéas de l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu. Il peut déléguer les droits de puissance paternelle soit au service de l'aide sociale à l'enfance, soit à l'établissement ou au particulier qui a recueilli l'enfant. »

M. le rapporteur, au nom de la commission, a déposé un amendement n° 9 qui tend, dans le texte proposé pour le troisième alinéa de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1889, à supprimer le mot : « notoirement ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Il s'agit d'un amendement de pure forme qui tend à supprimer le mot « notoirement » pour les raisons déjà indiquées.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9 présenté par M. le rapporteur.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9 modifié par l'amendement n° 9. (L'article 9, ainsi modifié, mis au voix, est adopté.)

[Article 10.]

M. le président. « Art. 10. — L'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 81. — L'article 378 du code pénal relatif au secret professionnel est applicable à toute personne engagée dans le service de l'aide sociale à l'enfance.

« Les dossiers concernant les enfants recueillis par le service ne peuvent être distraits du bureau des inspecteurs si ce n'est pour être remis au directeur départemental de la population et de l'action sociale ou au préfet.

« Toutefois, le service de l'aide sociale à l'enfance doit communiquer aux magistrats de l'ordre judiciaire les dossiers concernant les enfants recueillis par le service si demande en est faite à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive et indiquer à ces magistrats le lieu où est tenu l'état civil d'un pupille ou d'un ancien pupille si demande en est faite à l'occasion d'une procédure pénale.

« En dehors de ces deux cas, le service de l'aide sociale à l'enfance pourra, de sa propre initiative ou sur leur demande,

fournir aux magistrats de l'ordre judiciaire tous renseignements relatifs aux pupilles.

« Les renseignements ainsi obtenus ne pourront être révélés au cours d'une procédure quelconque ou mentionnés dans des décisions de justice ; toutes mesures devront, en outre, être prises pour qu'ils ne puissent être portés directement ou indirectement à la connaissance de l'intéressé ou de toute autre personne non liée, de par ses fonctions, par le secret professionnel visé à l'article 378 du code pénal.

« Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la production de l'acte de naissance, il peut y être suppléé, s'il n'a pas été établi un acte de naissance provisoire dans les conditions prévues à l'article 58 du code civil et s'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat d'origine dressé par le directeur départemental de la population et de l'action sociale et visé par le préfet. »

M. le rapporteur a déposé, au nom de la commission, un amendement n° 8 tendant à rédiger comme suit le texte modificatif proposé pour l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale :

« Art. 81. — L'article 378 du code pénal relatif au secret professionnel est applicable à toute personne engagée dans le service de l'aide sociale à l'enfance.

« En aucun cas les dossiers concernant les enfants recueillis par le service ne sont distraits du bureau des inspecteurs si ce n'est pour être remis au directeur départemental de la population et de l'action sociale ou au préfet.

« Toutefois, le préfet communiquera au parquet tous renseignements utiles concernant les enfants recueillis dans le service, si demande en est faite à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive. Il pourra également, en toute matière, fournir au parquet des renseignements relatifs aux pupilles s'il l'estime compatible avec l'intérêt de ces derniers.

« Les renseignements ainsi obtenus ne pourront être révélés à l'occasion d'une procédure quelconque ni mentionnés dans une décision de justice.

« Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la production de l'acte de naissance, il peut y être suppléé, s'il n'a pas été établi un acte de naissance provisoire dans les conditions prévues à l'article 58 du code civil et s'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat d'origine dressé par le directeur départemental de la population et de l'action sociale et visé par le préfet.

« Toutefois, le lieu où est tenu l'état civil d'un pupille ou d'un ancien pupille de l'Etat sera communiqué aux magistrats de l'ordre judiciaire qui en feront la demande à l'occasion d'une procédure pénale. Ce renseignement ne pourra être révélé au cours de cette procédure ou mentionné dans la décision à intervenir ; toutes mesures devront, en outre, être prises pour qu'il ne puisse être porté directement ou indirectement à la connaissance de l'intéressé ou de toute autre personne non liée, de par ses fonctions, par le secret professionnel visé à l'article 378 du code pénal. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'amendement proposé par la commission concerne les 2^e et 3^e alinéas de l'article 10 nouveau, c'est-à-dire l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale.

Lors de mon exposé oral, j'ai déjà dit que ce texte ainsi modifié tendait à assurer le secret des abandons et des renseignements qui sont fournis par les services de la population et de l'action sociale ou par le préfet.

« Votre commission a voulu que, seul, le parquet ait connaissance des renseignements contenus dans les dossiers du service d'aide sociale à l'enfance sauf au préfet à transmettre ces renseignements chaque fois qu'il serait entendu à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive.

J'ai déjà indiqué qu'il allait de soi que ces renseignements seraient transmis par le parquet, c'est-à-dire par le procureur, au magistrat de l'ordre judiciaire, que cette transmission ait lieu par la voie orale, puisque les textes prévoient que le ministère public est entendu, ou sous la forme de notes qui seraient remises au magistrat de l'ordre judiciaire.

Par contre, le texte adopté par le Sénat prévoyait la communication au magistrat de l'ordre judiciaire non seulement des renseignements, mais encore des dossiers concernant les enfants recueillis par le service, chaque fois que demande en serait faite à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive.

Nous avons estimé qu'il y avait là un danger puisqu'il serait impossible, lorsque de pareils dossiers se trouveraient joints aux actes de procédure judiciaire, d'en refuser la communication aux auxiliaires de justice même si, comme le Sénat le prévoit, on prenait certaines précautions pour rappeler l'existence du secret professionnel visé à l'article 378 du code pénal.

Il s'agit donc d'un amendement extrêmement important.

Votre commission s'est montrée particulièrement soucieuse de garantir et de consacrer le secret qui s'attache aux dossiers

de l'aide sociale pour les raisons que j'ai déjà eu l'honneur de développer devant l'Assemblée. Nous avons uniquement envisagé la faculté, pour le préfet, de transmettre également des renseignements « en toutes matières » parce que nous avons pensé qu'il pouvait être utile, dans l'intérêt même des pupilles de l'Etat, que de pareils renseignements soient soumis au juge des enfants. Mais le préfet demeure seul juge de la compatibilité de cette communication avec l'intérêt des pupilles de l'Etat.

Notre commission a supprimé l'alinéa suivant qui est devenu inutile puisqu'il ne ferait que reprendre les dispositions de l'alinéa précédent modifié par la commission.

Enfin, le cinquième alinéa n'a fait l'objet que d'une modification de forme, d'une amélioration de la terminologie juridique, en vue d'éviter toute discussion jurisprudentielle. Nous disons en effet que « les renseignements ainsi obtenus ne pourront être révélés à l'occasion d'une procédure quelconque ni mentionnés dans une décision de justice » de sorte qu'il demeure bien entendu que les renseignements figurant dans les dossiers ne pourront en aucun cas être divulgués par les magistrats de l'ordre judiciaire qui en auront reçu le dépôt sacré. Nous avons accepté la suppression, opérée par le Sénat, du 4^e alinéa. Nous acceptons les termes du 6^e alinéa. Quant au 7^e alinéa, supprimé par le Sénat, nous demandons le maintien du texte en vigueur. Ce texte est relatif aux dispositions introduites dans l'article 81 du code de la famille par l'ordonnance du 5 janvier 1959 et qui a trait à la communication aux magistrats de l'ordre judiciaire, à l'occasion d'une procédure pénale, cette fois-ci, de renseignements concernant l'état civil d'un pupille ou d'un ancien pupille de l'Etat. Votre commission a estimé que, dans des cas exceptionnels ayant trait à la délinquance ou à la criminalité, il pouvait être utile, dans l'intérêt même du pupille de l'Etat, que de tels renseignements soient versés au dossier judiciaire. S'agissant de cas exceptionnels, les inconvénients précédemment rapportés ne se retrouveraient pas.

M. le président. Sur l'amendement n° 8, présenté par la commission; je suis saisi de deux sous-amendements.

Le premier, n° 11, présenté par le Gouvernement, tend à compléter le quatrième alinéa du texte modificatif proposé par cet amendement pour l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale, par les mots :

« ; ils ne pourront être communiqués qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire ».

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. M. le rapporteur a eu raison de souligner l'extrême importance des dispositions qu'il vient de vous expliquer et je suis heureux de constater que la commission des lois a été plus sensible aux considérations que j'avais développées devant le Sénat que ne l'avait été le Sénat lui-même.

Le sous-amendement que j'ai l'honneur de soutenir au nom du Gouvernement tend à compléter le texte présenté par la commission et je pense que celle-ci peut l'accepter sans difficulté.

Il tend, en effet, à compléter le quatrième alinéa du texte modificatif proposé par l'amendement n° 8 pour l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale ainsi conçu : « Les renseignements ainsi obtenus ne pourront être révélés à l'occasion d'une procédure quelconque ni mentionnés dans une décision de justice », par les mots : « ; ils ne pourront être communiqués qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire ».

J'ai entendu marquer par là que le parquet obtiendra la communication dont il s'agit. Il ne sera pas tenu de la garder pour lui seul et il pourra, bien entendu, en transmettre la substance au tribunal appelé à décider, mais à ce tribunal seulement.

Avant d'en terminer sur ce point et pour m'éviter de reprendre la parole, je voudrais demander à M. le rapporteur de bien vouloir me confirmer s'il est d'accord avec moi sur l'interprétation du troisième alinéa du texte de la commission.

Le texte du Sénat disait que « le service de l'aide sociale à l'enfance doit communiquer aux magistrats de l'ordre judiciaire les dossiers concernant les enfants recueillis par le service, si demande en est faite... ».

Je suis en parfait accord avec M. le rapporteur pour estimer qu'il n'est pas souhaitable du tout, bien au contraire, que les dossiers en question puissent subir un déplacement et passer en particulier des bureaux des services de l'aide sociale dans les palais de justice où nous savons, par expérience, qu'il est assez difficile de préserver des secrets. En revanche, et j'espère que M. le rapporteur ne sera pas en désaccord avec moi, la substitution de rédaction n'a pas, je le pense, dans l'esprit de la commission le sens que le service de l'aide à l'enfance serait maître de l'étendue des renseignements communiqués au parquet et qu'au contraire le parquet, gardien traditionnel de l'état des personnes, sauf à conserver le secret maintenu à sa charge par cet article, a le droit d'obtenir du service intéressé l'information la plus complète.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 11 présenté par le Gouvernement ?

M. le rapporteur. Je pense que, si la commission avait été consultée sur le sous-amendement n° 11 présenté par le Gouvernement, elle l'aurait accepté parce qu'il est conforme aux vues qui étaient les nôtres au moment de la discussion des textes, à savoir qu'il appartenait au parquet de transmettre les renseignements recueillis par les services et de les transmettre précisément aux magistrats de l'ordre judiciaire.

J'ai d'ailleurs insisté sur ce point dans mon rapport écrit.

En ce qui concerne la question qui vient de m'être posée par M. le ministre quant à la phrase commençant par les mots : « Toutefois, le préfet... », il est bien entendu que le préfet devra communiquer au parquet les renseignements qui seraient reconnus nécessaires à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive et qu'il ne s'agit pas pour lui d'une seule faculté laissée à son arbitraire.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 11 du Gouvernement.

(Le sous-amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Collette a déposé un sous-amendement n° 12, qui tend à compléter le texte proposé par l'amendement n° 8 pour l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale par l'alinéa suivant :

« Si demande en est faite à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive, les particuliers intéressés seront tenus de communiquer tous renseignements concernant les enfants surveillés dans les mêmes conditions que celles fixées pour les pupilles de l'Etat au 3^e alinéa ci-dessus. »

La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Les magistrats pourront obtenir tous renseignements utiles concernant les pupilles, même en cas d'admission secrète, au bureau d'abandon de l'aide sociale, dans les conditions prévues par l'article 55 du code de la famille.

Il paraît juste, par conséquent, qu'ils aient aussi les renseignements concernant les enfants placés sous la protection de l'aide sociale sans être immatriculés comme pupilles d'Etat, c'est-à-dire les enfants confiés aux particuliers, œuvres et groupements en vue de leur placement, « enfants surveillés » de l'article 46; car l'article 81, par sa place dans la section VI, s'applique aux enfants surveillés comme aux pupilles. Mais ces particuliers, œuvres et groupements, pour ne pas dire « agences d'adoption » ou « cliniques réserves d'adoptions » pratiquent la discrétion et même la clandestinité, et c'est pourquoi mères cachées et mères adoptives, simulant des grossesses, les préfèrent aux services officiels. Quels renseignements pourront obtenir les magistrats au sujet de ces enfants ?

Si on lève le secret professionnel des fonctionnaires devant la justice en matière d'adoption, on ne peut laisser subsister le secret des intermédiaires, même autorisés.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Sur le principe même du sous-amendement de M. Collette, la commission, ce matin, s'est prononcée favorablement dans le souci de ne pas réserver un sort discriminatoire aux enfants recueillis par l'aide sociale à l'enfance et aux enfants confiés à des particuliers ou qui se trouveraient dans la situation de surveillance définie par M. Collette.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement n'est pas absolument persuadé que le sous-amendement aurait bien sa place à l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale qui a trait aux obligations du service de l'aide à l'enfance.

Quoi qu'il en soit, si l'Assemblée était disposée à l'adopter, je suggérerais à son auteur d'en modifier quelque peu la rédaction, car l'expression « les particuliers intéressés » n'appartient pas, à ma connaissance, au langage juridique, et c'est la première fois qu'elle apparaîtrait dans un texte législatif.

Je propose donc à M. Collette de remplacer les mots « les particuliers intéressés » par les mots « toute personne ou toute œuvre ».

M. Henri Collette. J'accepte cette modification.

M. le président. Le texte serait donc ainsi rédigé :

« Si demande en est faite à l'occasion d'une procédure d'adoption ou de légitimation adoptive, toute personne ou toute œuvre intéressées seront tenues de communiquer tous renseignements concernant les enfants surveillés dans les mêmes conditions que celles fixées pour les pupilles de l'Etat au 3^e alinéa ci-dessus ».

Je mets aux voix le sous-amendement n° 12 de M. Collette, ainsi modifié.

(Le sous-amendement, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8 présenté par M. le rapporteur, complété par les sous-amendements n° 11 et 12.

(L'amendement ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 10.

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Avant la fin de cette discussion, je veux me réjouir que nous parvenions à l'adoption d'un texte qui, semble-t-il, pourra maintenant obtenir l'accord du Sénat et mettre un terme à la procédure législative.

Les dispositions adoptées sont, je le crois, de nature à produire l'effet psychologique que nous en attendions.

Les familles adoptives ont été plongées, par certains événements récents, dans la hantise de l'insécurité des adoptions et des légitimations adoptives. Sans doute l'émotion qu'elles manifestaient était-elle disproportionnée au risque véritable qui était encouru. En effet, depuis bientôt vingt-cinq ans, vingt mille légitimations adoptives environ ont été prononcées, et on compterait sur les doigts d'une main les tierces oppositions qui ont été formées à des jugements portant légitimation adoptive.

Quoi qu'il en soit, il était nécessaire, étant donné l'émotion de l'opinion, que le législateur intervint pour édicter les mesures propres à donner plus de stabilité à une institution d'un intérêt social évident et sur laquelle la sollicitude du législateur s'est déjà penchée à de nombreuses reprises.

Je confirme ce que j'ai déjà indiqué devant le Sénat et que rappelait M. le rapporteur dans son rapport écrit. Je suis disposé à envisager, avec le concours des commissions compétentes, un ensemble plus vaste de réformes concernant l'état des personnes. Le souhait du Gouvernement serait que ce problème puisse être examiné par les Assemblées au cours de sessions prochaines. Ainsi certains vœux qui se sont manifestés aujourd'hui pourront-ils alors trouver — mais cette fois dans un cadre approprié — les satisfactions que leurs auteurs attendent. (Applaudissements.)

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble, je dois faire connaître à l'Assemblée que le Sénat propose de rédiger comme suit le titre de la proposition de loi :

« Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, et l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale ».

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le titre demeure ainsi rédigé.

La parole est à M. Vauthier, pour expliquer son vote sur l'ensemble.

M. Marcel Vauthier. Le groupe du centre démocratique votera la proposition de loi.

Nous avons en effet ressenti comme vous tous, mes chers collègues, l'émotion qui s'est emparée de l'opinion publique à la révélation d'événements récents particulièrement douloureux.

Nous pensons d'autre part que le texte qui nous est proposé assurera la sauvegarde de principes auxquels nous sommes attachés.

Il importait de veiller tout d'abord à l'intérêt de l'adopté et de faciliter à l'extrême toutes mesures tendant à donner à un enfant ce qui, après le lait et le pain, lui est le plus nécessaire : la douceur d'un foyer et la stabilité d'une famille.

Mais cela ne va pas sans une harmonieuse réglementation qui doit assurer un minimum de garanties à la famille par le sang et à la famille par la loi.

Certes, il ne faut pas trop de hâte dans la consécration de la rupture de liens sacrés ; mais il faut aussi que cette consécration intervienne dans un délai raisonnable, soit définitive et ne puisse être l'occasion de ces déchirements auxquels la presse unanime faisait allusion récemment.

Dans cet ordre d'idées, notre collègue le président Plevan, qui, retenu à Strasbourg par la session de l'assemblée parlementaire européenne, s'excuse de n'avoir pu assister à ce débat à l'origine duquel figure une de ses propositions de loi, m'a chargé de donner son accord au texte de la commission, qui retient les trois mesures qu'il avait lui-même préconisées.

C'est d'abord la réduction du délai pour la tierce opposition, qui ne sera plus recevable que pendant un an.

La tierce opposition est, nous le savons, une voie de recours exceptionnelle ouverte à tous ceux qui n'ont pas été partie à un jugement.

En droit commun, cette voie de recours est recevable pendant trente ans. On avait pu se demander si elle était recevable contre une légitimation adoptive. Mais un arrêt de la cour de cassation, répondant à la question par l'affirmative, avait jeté l'inquiétude chez tous les parents adoptifs qui craignaient de voir surgir des père ou mère naturels leur réclamant leur enfant.

Quant aux familles qui étaient sur le point d'adopter un enfant, elles renouaient à courir un pareil risque et abandonnaient leur louable projet.

Voilà donc les uns et les autres rassurés.

M. le président Plevan et moi-même nous approuvons la précision introduite par le Sénat et reprise par le rapporteur, qui prévoit que le tribunal peut maintenir l'adoption quand le

demandeur s'est désintéressé de l'enfant. On évitera sans doute ainsi les tentatives de quelques maîtres chanteurs auprès des familles adoptives.

Sur le deuxième point, à savoir la définition de l'abandon, le président Plevan renonce volontiers aux éléments de fait qu'il avait énumérés et accepte la formule, beaucoup plus large et, sur le plan formel, plus juridique, élaborée par le Sénat et améliorée par la commission : l'enfant abandonné est celui dont les parents se sont désintéressés pendant six mois.

La troisième disposition, enfin, libère les fonctionnaires de l'administration de l'aide sociale à l'enfance du secret professionnel à l'égard du tribunal.

Nous approuvons les précautions prises pour que seuls en bénéficient les magistrats et que seuls des renseignements, et non les dossiers eux-mêmes, soient fournis. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'enfant doit souvent la vie à la certitude que le secret de son origine ne sera jamais dévoilé.

En terminant, j'ajouterai, sûr d'ailleurs d'exprimer aussi les sentiments de notre collègue absent, que nous avons enregistré avec satisfaction la promesse faite par M. le garde des sceaux qu'une commission spéciale étudierait avant dix-huit mois un texte de nature à refondre en ces matières le code civil, le code de la famille et de l'aide sociale, ainsi que la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et abandonnés.

Nous espérons ainsi que le Gouvernement, étroitement associé au Parlement dans cette action, pourra dégager les solutions équitables dont les membres de plusieurs assemblées successives avaient signalé l'urgence sans pouvoir obtenir leur vote.

Le groupe du centre démocratique votera donc la proposition de loi. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Mitterrand.

M. François Mitterrand. Le groupe du rassemblement démocratique votera ce texte parce que c'est un bon texte.

Indépendamment des considérations secondaires qui pourraient être développées, nous estimons qu'il fallait éviter avant tout ce qu'on a appelé l'adoption à l'essai. Il fallait éviter une précipitation excessive qui eût opprimé le droit de la famille naturelle. Il fallait aussi respecter et même accroître les conditions du secret. Pourtant, il fallait permettre aux personnes intéressées et surtout aux administrations, à celle de la justice et au pouvoir judiciaire comme à celle de la santé, de collaborer pour la défense des droits de l'enfant. On l'a fait et on a eu raison de le faire. Nous approuvons donc les dispositions qui viennent d'être adoptées à cet égard.

J'ouvre une parenthèse pour noter — et peut-être était-ce contenu dans le dernier propos de M. le garde des sceaux — que l'opinion a été mal informée, donc mal impressionnée, sur les aspects émotifs des affaires qui ont animé à l'origine les auteurs des propositions.

C'est, d'une façon générale, parce que les lois sur l'adoption et la légitimation adoptive n'ont pas été respectées qu'un certain nombre d'affaires de type scandaleux ont pu se développer et non parce que la législation était incomplète.

M. le garde des sceaux. C'est exact.

M. François Mitterrand. L'affaire Novak, par exemple, repose sur une erreur, disons même sur une erreur de caractère administratif, et non point sur un manquement à la loi. C'est parce que la loi n'a pas été respectée qu'il y a eu une affaire Novak, ce n'est pas parce qu'il y a eu carence de la loi. Je le dis par souci de respecter ceux qui, avant nous, avaient établi des textes législatifs parfaitement corrects.

Mais le Parlement, justement alerté, a eu raison de compléter les dispositions qui, sur d'autres points, pouvaient paraître insuffisantes et qui, en tout cas, avaient besoin d'être modernisées. C'est là une raison supplémentaire pour nous de voter cette proposition de loi.

Voyez-vous, mes chers collègues, ce qu'il y a de plus cruel dans ces affaires, pour les uns comme pour les autres, c'est l'incertitude affective, sentimentale, qui déchirait si gravement parents et enfants.

Tout ce qui contribue à créer un droit simple, clair et durable répond au désir le plus profond de ceux qui souffrent des maux que nous nous efforçons aujourd'hui de guérir.

Pour conclure, il nous semble que ce qui prime, c'est le droit de l'enfant de vivre en paix et dans l'harmonie d'une vie familiale. C'est le respect de l'enfant et plus encore le respect des parents adoptifs ou naturels qui inspirent cette loi et qui vont inspirer notre vote.

Il est bon que dans un tel domaine s'arrêtent nos différends politiques et se retrouvent tous ceux qu'anime le souci de veiller à la santé morale de ces enfants. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique et sur divers bancs.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.)

— 5 —

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« 7. février 1963.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement demandera à la conférence des présidents de ce soir l'inscription, le mercredi 13 février, à quinze heures, des deux projets de loi qu'il vient de déposer :

« — projet de loi relatif aux affaires transférées en application du protocole judiciaire signé le 28 août 1962 entre le Gouvernement de la République française et l'Exécutif provisoire algérien ;

« — projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale.

« Je vous demande de bien vouloir porter cet ordre du jour à la connaissance de l'Assemblée nationale.

« Je vous prie de croire, monsieur le président, à l'assurance de ma haute considération.

« Pour le Premier ministre et par délégation :

« Le secrétaire d'Etat,

« PIERRE DUMAS ».

En conséquence, l'ordre du jour est ainsi fixé.

— 6 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, un projet de loi complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 142, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 7 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Zimmermann un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives à l'adoption et à la légitimation adoptive, les articles 17 et 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés et l'article 81 du code de la famille et de l'aide sociale.

Le rapport a été imprimé sous le numéro 140 et distribué.

J'ai reçu de M. Louis Vallon, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération monétaire conclu le 12 mai 1962 entre le Gouvernement de la République, d'une part, et les gouvernements respectifs des Républiques membres de l'union monétaire ouest-africaine, d'autre part (n° 56).

Le rapport a été imprimé sous le numéro 141 et distribué.

— 8 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mercredi 13 février, à quinze heures, séance publique :

Nomination de deux membres du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire ;

Nomination de trois membres de la commission supérieure de codification ;

Nomination d'un membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés ;

Nomination de deux membres du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction ;

Nomination d'un membre du comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles ;

Fixation de l'ordre du jour ;

Discussion du projet de loi n° 138, relatif aux affaires transférées en application du protocole judiciaire signé le 28 août 1962 entre le Gouvernement de la République française et l'Exécutif provisoire algérien ;

Discussion du projet de loi n° 142, complétant l'article 51 de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 fixant la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du code de procédure pénale.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures vingt minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES

M. d'Aillières a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Tomasini tendant à incorporer des appelés dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris (n° 84).

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

M. Vallon a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Davoust tendant à modifier l'article 154 du code général des impôts relatifs à la déduction du salaire du conjoint pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices des professions non commerciales (n° 36).

M. Alduy a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à élever le maximum des dépôts autorisés sur les livrets de caisses d'épargne (n° 71).

M. Vallon a été nommé rapporteur du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1959 (n° 105).

M. Vallon a été nommé rapporteur pour avis de la proposition de loi organique (n° 10), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Hersant a été nommé rapporteur du projet de loi relatif au domaine public maritime (n° 62).

M. Zimmermann a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à accorder la liberté des loyers pour certains immeubles présentant un caractère artistique ou historique, classés monuments historiques, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou situés dans un site classé (n° 75).

M. Lavigne a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à instituer des sociétés civiles professionnelles (n° 76).

M. Massot a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Edouard Charret tendant à instituer un ordre des experts judiciaires près les cours et tribunaux et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire (n° 80).

M. Zimmermann a été nommé rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les conditions d'application de l'article 22 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948, relatif au droit de reprise (n° 122).

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

M. Bourdelles a été nommé rapporteur du projet de loi portant interdiction de la vente des produits de la pêche sous-marine (n° 63).

M. Commeney a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et baie du Figuer, signée à Madrid le 14 juillet 1959 (n° 64).

M. du Halgouët a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire (n° 65).

M. Duperier a été nommé rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention complémentaire à la convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel signée à Guadalupe le 18 septembre 1961 (n° 67).

**Désignation de candidatures
pour le conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.**

Conformément à la décision prise par l'Assemblée nationale dans sa séance du 23 janvier 1963, la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République présente les candidatures de MM. Dubuis et Millot pour faire partie du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Ces candidatures seront soumises à la ratification de l'Assemblée.

**Désignation de candidatures
pour la commission supérieure de codification.**

Conformément à la décision prise par l'Assemblée nationale dans sa séance du 23 janvier 1963, la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République présente les candidatures de MM. de Grailly, Fanton et Zucarelli pour faire partie de la commission supérieure de codification.

Ces candidatures seront soumises à la ratification de l'Assemblée.

**Désignation d'une candidature pour le comité de gestion
du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés.**

La commission des finances, de l'économie générale et du plan présente la candidature de M. Bailly pour faire partie du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés.

Cette candidature sera soumise à la ratification de l'Assemblée.

**Désignation de candidatures pour le conseil d'administration
de la caisse autonome de la reconstruction.**

Conformément à la décision prise par l'Assemblée nationale dans sa séance du 5 février 1963, la commission des finances, de l'économie générale et du plan présente les candidatures de MM. Raulet et Taittinger pour faire partie du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction.

Ces candidatures seront soumises à la ratification de l'Assemblée.

**Désignation d'une candidature pour le comité de gestion
du budget annexe des prestations sociales agricoles.**

Conformément à la décision prise par l'Assemblée nationale dans sa séance du 5 février 1963, la commission des finances, de l'économie générale et du plan présente la candidature de M. Paquet pour faire partie du comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles.

Cette candidature sera soumise à la ratification de l'Assemblée.

Nominations de membres d'organismes extraparlimentaires.

La commission des finances, de l'économie générale et du plan a nommé :

I. — M. Charbonnel, membre du comité consultatif du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

II. — MM. Bourges et Sabatier, membres du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

III. — M. Duhamel, membre de la commission consultative du cinéma.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE AVEC DEBAT

945. — 7 février 1963. — **M. Raymond Barbet** expose à **M. le ministre de la construction** la situation particulièrement difficile devant laquelle sont placés les propriétaires de pavillons familiaux, les commerçants et artisans situés dans des zones d'aménagement ou dans des zones à urbaniser en priorité. L'aménagement de la région parisienne a des répercussions particulièrement sensibles dans les communes du département de la Seine, où les espaces libres sont de plus en plus réduits et où la mise en application des plans de secteurs conduit à des remodelages et à la disparition de beaucoup de propriétés familiales, ainsi que de locaux commerciaux et artisanaux. Or les petits propriétaires qui ont édifié, souvent au prix de grandes difficultés, leur maison d'habitation et qui sont l'objet d'une mesure d'expropriation, se trouvent placés devant deux problèmes insurmontables en raison de la législation actuelle en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Il s'agit, en premier lieu, des terrains de remplacement dont ils devraient pouvoir disposer pour la reconstruction de leur propriété familiale et, ensuite, des moyens financiers qui seront en leur possession. La situation est encore plus tragique pour les personnes âgées. Le choix fait d'un emplacement par ces petits propriétaires, au moment où ils ont construit leur habitation, correspondait de leur part à un désir d'isolement. Ils pensaient pouvoir y trouver une tranquillité relative, toute en n'étant pas trop éloignés de leur lieu de travail. Aujourd'hui leur mode de vie est complètement modifié s'ils ne retrouvent pas le terrain de remplacement pour la reconstitution de leur bien exproprié, car ils n'ont comme perspective que d'envisager la construction en copropriété. C'est alors qu'il leur reste à résoudre le problème le plus grave : celui du financement de la reconstruction, car la décision du juge foncier pour la fixation de l'indemnité de dépossession ne tient pas compte de la valeur de la reconstruction. Il lui demande si, tenant compte de la situation ainsi faite à ces petits propriétaires, commerçants et artisans il envisage de modifier la législation sur l'expropriation afin de sauvegarder leurs intérêts, en leur permettant la reconstitution de leurs biens ou les éléments de leur activité sans dommage pour eux.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

943. — 6 février 1963. — **M. Derancy** expose à **M. le ministre de l'Industrie** que, malgré les appels et les avertissements qu'il lui a adressés au cours du débat budgétaire, aucune mesure n'a été prise pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers mineurs et qu'au contraire leur situation s'est constamment dégradée depuis quelques années ; que leurs salaires se sont amenuisés et sont devenus anormalement bas ; que leurs retraites ne leur permettent plus de vivre, même de façon très modeste, et que la sécurité de leur emploi est devenue très relative ; qu'ils ont été obligés d'entreprendre un mouvement revendicatif auquel ils ont momentanément décidé de surseoir, à la suite des engagements pris par le Gouvernement ; que les mineurs ont ainsi, une nouvelle fois, fait confiance aux promesses du Gouvernement et qu'il faut dans l'intérêt de tout le monde qu'ils ne soient pas déçus. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications de cette corporation.

944. — 7 février 1963. — **M. Tomasini** demande à **M. le Premier ministre** les mesures qu'a l'intention d'adopter le Gouvernement pour permettre à l'agriculture française de faire face aux difficultés d'une exceptionnelle gravité que lui causent les gelées de ces dernières semaines.

1044. — 7 février 1963. — **M. de Poulpique** expose à **M. le Ministre des finances et des affaires économiques** le préjudice causé aux producteurs et aux expéditeurs de légumes par sa décision du 15 janvier 1963 taxant à des prix souvent inférieurs aux prix de revient divers légumes. Les producteurs qui avaient engagé des frais de culture en vue de récolter un certain tonnage ont souvent perdu une grande quantité de leur production au cours des intempéries ; ils n'ont même pas la possibilité de compenser en partie les pertes subies par une plus-value des quantités commercialisées. Les expéditeurs surpris par cette mesure ont dû revendre au-dessous du prix d'achat leurs marchandises. Il lui fait remarquer que cette décision ne lui semble pas justifiée, étant donné qu'elle s'applique à des denrées qui ne sont pas de première nécessité et qu'en outre, les prix taxés sont inférieurs à ceux des cours précédents, et même dans certains cas au-dessous des prix pratiqués l'année précédente à pareille époque. Il lui demande : 1° s'il ne pourrait pas rapporter la décision précitée ou, à défaut, modifier les prix fixés ; 2° s'il n'envisage pas de dédommager les producteurs des pertes qu'elle leur a fait subir.

1045. — 7 février 1963. — M. de Poulpique appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dommages considérables qu'ont causés les gelées aux cultures dans le Finistère, et sur les répercussions graves qui en résulteront pour l'économie des exploitations agricoles. Il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas, à titre exceptionnel, d'accorder aux agriculteurs de ce département une aide financière, comme cela s'est fait pour d'autres départements à la suite de la sécheresse, et s'il ne pense pas que, dès maintenant, il devrait faire procéder par ses services à une évaluation des pertes que les intéressés ont subies.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

946. — 7 février 1963. — M. Paul Coste-Floret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu de l'article L. 10, primo et secundo, du code des pensions civiles et militaires de retraite pour les officiers des armées de terre, de mer et de l'air qui ne comptent pas six années de services accomplis hors d'Europe, le droit à pension d'ancienneté est acquis après trente années de services civils et militaires effectifs. D'autre part, en vertu de l'article L. 23, b secundo, lors de la liquidation de leur pension, les services militaires qui constituent ou complètent les trente années de services valables dans la liquidation d'une pension d'ancienneté sont comptés pour les 5/6 seulement de leur durée effective. En d'autres termes, pour les officiers qui ne comptent pas six années de services hors d'Europe, le nombre des années liquidables est diminué de cinq, alors que, pour ceux qui justifient de six années de services hors d'Europe, les services militaires sont comptés pour leur durée effective. Les intéressés se trouvent ainsi, la plupart du temps, dans l'impossibilité de bénéficier de la pension correspondant au maximum des annuités liquidables, c'est-à-dire à 40 annuités. Pour diverses raisons, ces dispositions ne semblent pas équitables : d'une part, en effet, c'est le ministre qui prononce les affectations, d'autre part, les limites d'âge ne sont pas les mêmes pour tous les officiers. A l'heure actuelle, cette clause dite de « six ans hors d'Europe » est devenue tout à fait arbitraire. Il lui demande si, au nombre des modifications qu'il envisage d'apporter au régime des pensions civiles et militaires de retraite, il n'a pas l'intention de faire figurer une disposition supprimant cette clause, et d'accorder le bénéfice de la loi nouvelle à tous les militaires de carrière admis à la retraite depuis 1954, date depuis laquelle la France a perdu la plupart de ses territoires situés hors d'Europe.

947. — 7 février 1963. — M. Jean Lahné expose à M. le ministre des armées qu'en dépit de la grande bienveillance manifestée presque toujours à leur égard par leurs chefs de corps, la plupart des jeunes sportifs appelés sous les drapeaux se trouvent, du fait de leurs affectations militaires, dans une impossibilité presque absolue de continuer leur entraînement. Il lui demande s'il n'estime pas possible que ceux de ces jeunes gens, qui possèdent des titres incontestables et ont fait la preuve publique de leurs mérites avant leur incorporation, soient affectés dans des unités créées spécialement pour eux, afin de pouvoir effectuer l'entraînement minimum indispensable à la suite de leur carrière, tout en accomplissant, comme les autres appelés, leur temps de service militaire actif.

948. — 7 février 1963. — M. Marcel Vauthier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que des fonctionnaires retraités — en petit nombre d'ailleurs — domiciliés à la Réunion n'ont pas bénéficié, au cours de leurs nombreuses années de service actif, des facilités de voyage qui sont accordées aux fonctionnaires pour leur permettre de passer leur congé en France. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'accorder à ces retraités soit la gratuité du voyage, soit une réduction sur les tarifs de transport, afin de leur permettre d'effectuer un voyage en France, par analogie avec ce qui avait été prévu, semble-t-il, pour les fonctionnaires retraités résidant dans certains pays d'Afrique du Nord, avant l'accession de ceux-ci à l'indépendance.

949. — 7 février 1963. — M. Barberot expose à M. le ministre du travail le cas d'un jeune homme handicapé visuel, qui sollicite en vain depuis de longs mois l'attribution d'un poste compatible avec son infirmité, par application en sa faveur des dispositions de la loi n° 57-1273 du 23 novembre 1957 relative au reclassement professionnel des travailleurs handicapés et du règlement d'admini-

nistration publique n° 62-881 du 26 juillet 1962. L'intéressé a effectué au cours de l'année 1961 un stage pendant neuf mois au centre Valentin-Häuy, dans l'intention de se préparer à tenir un emploi de standardiste dans une administration publique ou privée. Il lui demande comment il se fait que l'application de la loi du 23 novembre 1957 susvisée exige de si longs délais, et de lui indiquer s'il y a un espoir que, dans le cas de ce jeune homme, une solution favorable intervienne rapidement.

950. — 7 février 1963. — M. Fréville expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la loi du 31 décembre 1959 réglant les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé, ainsi que ses textes d'application, ne tiennent pas compte, pour le reclassement et la titularisation des maîtres de l'enseignement public, des services qu'ils ont pu accomplir antérieurement dans les établissements d'enseignement privés. Il lui demande dans quels délais doit intervenir le texte préparé à cette intention, dont le projet a déjà fait l'objet d'études auprès des différents départements ministériels intéressés.

951. — 7 février 1963. — M. Balmigère expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret paru au Journal officiel du 9 janvier 1963 stipule, à l'article 2 relatif à l'organisation du stockage des vins du hors quantum, que les demandes individuelles de contrat doivent porter sur un volume minimum de 100 hectolitres. Or, le minimum de 100 hectolitres de hors quantum ne peut être obtenu que dans la limite d'un rendement de 100 hectolitres à l'hectare pour les récoltes égales ou supérieures à 500 hectolitres. Ainsi, les viticulteurs ne vinifiant pas dans les caves coopératives, ayant récolté moins de 500 hectolitres, se verront refuser le stockage de leur hors quantum, ne pourront souscrire au stock régulateur (art. 15), et se verront refuser warrants et primes. Il lui demande s'il n'envisage pas le retour aux dispositions antérieures de la campagne 1961-1962, qui prévoyait un volume minimum de 50 hectolitres.

952. — 7 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, parmi les constructions scolaires du secondaire, qui ont un caractère d'urgence, figurent les deux lycées municipaux de Prades (Pyrénées-Orientales). En 1957, la reconstruction de ces deux lycées — jeunes filles et garçons — devait être entreprise. Depuis cette époque, la vétusté des deux établissements n'a fait que s'aggraver. Du fait de l'augmentation continue des effectifs, les internats sont devenus bien trop petits. Aussi, des élèves nombreux sont « internes externes ». Ils ont des conditions d'existence tout à fait dépourvues d'harmonie par rapport aux impératifs de leurs études. Certains de ces élèves sont relativement jeunes et proviennent de milieux sociaux très modestes. Par ailleurs, il y a trop peu de place dans ces établissements pour que l'enseignement dispensé soit digne des programmes imposés et des désirs du personnel administratif et enseignant. C'est le cas, notamment, pour la section technique du lycée de garçons de Prades. Il lui demande : 1° à quelle date commenceront effectivement les travaux de construction des deux lycées de Prades ; 2° combien d'élèves de chacun des deux sexes ces deux établissements pourront recevoir (nombre total d'élèves et nombre d'internes) ; 3° quels crédits sont prévus pour les deux constructions : crédits globaux, crédits par tranches ; 4° s'il est exact que la première tranche opérationnelle concernant la construction future des lycées de Prades représenterait à peine un quart de la construction totale prévue ; 5° si les crédits initialement prévus suffisent pour terminer convenablement les deux lycées, toutes installations comprises (sportives, divers, etc.) ; 6° en cas de hausse des prix de la construction, quelles dispositions il compte prendre pour y faire face, sans porter atteinte au projet de base.

953. — 7 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que les conséquences de l'hiver très rigoureux sont particulièrement catastrophiques pour les productions de légumes primeurs du Roussillon dans les Pyrénées-Orientales. De mémoire d'homme, cette région n'a jamais connu des froûds aussi prolongés et aussi importants. Tous les légumes sont brûlés par le gel : salades, scaroles, choux-fleurs, artichauts, choux, céleris, petits pois, fèves, particulièrement au cours des premières journées de février 1963. Chez les exploitants familiaux, c'est la désolation, notamment chez des fermiers et des métayers qui, après avoir tout perdu, sont dépourvus de toute avance pour assurer la subsistance quotidienne de leurs familles. La situation a d'ailleurs d'autres aspects très inquiétants pour l'avenir des productions du printemps et de l'été prochains, dont la rentabilité normale est devenue problématique. En effet, les semis en plein champ ou sous couche ont été sérieusement atteints partout. Certainement, la qualité « primeur » des produits renommés du Roussillon — pour les pommes de terre nouvelles par exemple — sera sans effet cette année. Les producteurs de primeurs voient leurs chances de vivre décimées sur leurs terres gravement compromises. Devant un tel désastre, et pour sauver le présent et l'avenir des exploitations familiales paysannes, seul l'Etat peut apporter, dans l'immédiat, une aide efficace aux sinistrés. Cette aide devrait : 1° tenir compte du caractère familial et social des exploitations sinistrées ; 2° se présenter : a) sous forme d'indemnités compensatrices allouées sans retard ; b) sous forme de facilités d'emprunt à long terme, dont l'Etat prendrait à charge le remboursement des premières annuités. Il lui demande s'il envisage de faire alimenter ces suggestions, et ce qu'il compte décider pour leur donner une suite rapide.

954. — 7 février 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que des bruits courent au sujet de l'avenir de la plupart des petites communes des Pyrénées-Orientales. Sur 233 communes que comporte le département des Pyrénées-Orientales, une centaine — comptant moins de 300 habitants — seraient destinées à perdre leur caractère administratif et politique actuel par des regroupements administratifs, la création de syndicats de communes, etc. Ce serait une première étape vers la liquidation définitive de la plupart d'entre elles en tant que « communes », car elles n'auraient plus à leur tête ni maire, ni véritable conseil municipal élu. A ce qu'il semble, il est impossible d'envisager de telles mesures sans tenir compte des cruelles conséquences qu'elles ne manqueraient pas d'avoir sur l'avenir du département. Les jeunes, notamment, auraient à leur motif supplémentaire de désertir le terroir familial et leur région natale. Il lui demande : 1° s'il est vraiment dans ses intentions de pratiquer un regroupement administratif des petites communes des Pyrénées-Orientales ; 2° les éléments essentiels qui motivent un tel projet, au cas où il serait effectivement envisagé ; 3° sur quelles bases sera réalisé le regroupement des petites communes, s'il se produisait ; 4° si les habitants des communes appelées à se fondre dans un regroupement administratif et politique seraient consultés par l'administration, ou si ce regroupement se ferait par voie d'autorité.

955. — 7 février 1963. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'en matière de construction de lycées classiques, modernes et techniques, du ressort de l'académie de Montpellier, les prévisions au compte des années 1964-1965 et 1966 seraient loin de correspondre aux besoins. Par ailleurs, il apparaît que cette académie serait destinée à recevoir les crédits les plus minimes pour les constructions nouvelles de lycées par rapport à d'autres académies. Les opérations en cours et les constructions les plus urgentes décidées représenteraient des dépenses supérieures de 50 p. 100 au moins aux crédits prévus par l'Etat. Ainsi, certaines opérations nouvelles ne pourraient être vraiment engagées qu'aux dépens d'opérations en cours, qu'il faudrait arrêter. Des entrepreneurs risqueraient de ne pas être payés pour des travaux déjà effectués. Si l'on ne portait pas remède à une telle situation, il en résulterait un désordre dont les élèves de la région du Languedoc-Roussillon — sans cesse plus nombreux — seraient les victimes pendant des années, cela notamment en matière d'enseignement technique secondaire, dont la pauvreté n'est plus à souligner. Il lui demande : 1° quel est le nombre d'élèves de l'enseignement secondaire de chacun des deux sexes recensés dans chaque département du ressort de l'académie de Montpellier ; 2° quelles sont les prévisions sur l'évolution des effectifs ainsi distingués pour les cinq années à venir ; 3° quels sont les projets de constructions nouvelles de lycées de garçons et de lycées de filles décidés pour les départements de l'académie de Montpellier ; 4° quel est le montant de ces travaux pour chacune des opérations individuelles projetées et quel est le coût total de toutes les opérations arrêtées dans l'académie de Montpellier ; 5° quels sont les crédits d'Etat prévus pour financer ces constructions ; 6° quelles mesures il compte prendre pour permettre : a) aux constructions en cours d'être menées à bonne fin ; b) aux constructions nouvelles de lycées, décidées dans l'académie de Montpellier, d'être entreprises sans retard, avec tous les crédits nécessaires au coût définitif de chacune de ces opérations.

956. — 7 février 1963. — **M. Lolive** expose à **M. le ministre du travail**, qu'en fait d'un hiver long et rigoureux, les travailleurs du bâtiment et des travaux publics sont en chômage depuis plusieurs semaines et qu'ils subissent la perte de 25 p. 100 d'un salaire déjà insuffisant, alors que le coût de la vie augmente sans cesse. De plus, l'indemnité de chômage-intempéries n'étant versée que pendant une période maximum de quarante-huit jours ouvrables, il est à craindre que, l'hiver se prolongeant, les travailleurs du bâtiment et des travaux publics soient privés bientôt de toute indemnisation. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin : 1° dans l'immédiat, et pour l'année 1963, que ces salariés perçoivent l'indemnité de chômage-intempéries aussi longtemps que le travail ne pourra pas être repris en raison des circonstances atmosphériques ; 2° de déposer un projet de loi tendant à améliorer la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946, complétée par le décret du 11 décembre 1946 modifié, pour qu'à l'avenir les travailleurs du bâtiment et des travaux publics soient indemnisés en totalité et sans aucune limitation de durée de toutes les heures perdues par suite des intempéries.

957. — 7 février 1963. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** la situation anormale faite aux agents des régies municipales des transports embauchés depuis octobre 1954, en ce qui concerne le régime de la retraite. Il lui demande la mesure qu'il envisage de prendre pour : 1° qu'il soit tenu compte dans le calcul de la retraite, pour tous les traminots adhérents à la caisse autonome mutuelle des retraites, de l'année de stage et du service militaire ; 2° que l'âge de la retraite soit fixé à cinquante-cinq ans pour les services actifs et à soixante ans pour les sédentaires, pour tous les traminots qui sont adhérents à la C. A. R. C. E. P. T., comme cela existe à la C. A. M. R.

958. — 7 février 1963. — **M. Roger Roucaute** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la répartition des crédits de l'enseignement public pour 1963 et les années suivantes a placé l'académie de Montpellier au dernier rang des 19 académies bénéficiaires, sous

le prétexte qu'elle atteint un taux de scolarisation suffisant. Une telle décision signifie l'arrêt à peu près total des constructions d'écoles (primaires, secondaires et techniques) dans le département du Gard. Si des crédits nouveaux ne sont pas débloqués, il manquera d'ici 1965 dans le département : 3.500 places pour les sixième et cinquième ; 1.200 places au niveau de la quatrième dans les lycées classiques et modernes ; 1.000 places dans les collèges d'enseignement général ; 400 places dans les lycées techniques ; 3.000 places dans les collèges d'enseignement technique, et 1.000 places pour l'enseignement agricole. De ce fait, un grand nombre de projets intéressant les principales localités du département et proposés par la commission de la carte scolaire sont abandonnés par suite de l'insuffisance des crédits. Devant la protestation unanime et justifiée des enseignants, des parents d'élèves et des associations de défense de l'école publique, il lui demande quelles mesures, il compte prendre : 1° pour que l'académie de Montpellier ne se trouve pas pénalisée dans la répartition des crédits pour 1963 ; 2° pour que ne soit pas abandonnée la réalisation des projets de constructions scolaires proposés par la commission de la carte scolaire du Gard.

959. — 7 février 1963. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en raison de la rigueur exceptionnelle de l'hiver, des dépenses supplémentaires et des perturbations de toutes sortes qu'elle entraîne, la plupart des contribuables auront de grandes difficultés pour payer avant le 15 février le premier acompte provisionnel à valoir sur leur cotisation au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour 1963. Il lui demande, ce qui serait souhaitable, s'il envisage de reporter, au 15 mars par exemple, la date limite du versement de cet acompte.

960. — 7 février 1963. — **M. Niliès** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que, le 8 février 1962, au métro « Charonne » à Paris, neuf Républicains qui participaient à une manifestation publique contre l'O. A. S. ont été tués, et de très nombreux blessés, par suite de la répression d'une brutalité inouïe exercée par les forces de police à l'encontre des manifestants. Après avoir mis en cause l'attitude de certains manifestants, il a récemment imputé le déclenchement des brutalités policières à des groupes de l'O. A. S. qui se seraient portés sur les lieux à cet effet. La confirmation de cette hypothèse n'enlèverait rien à la responsabilité qui pèse sur les supérieurs hiérarchiques des forces de police engagées le 8 février 1962, en ce qui concerne les consignes données et le comportement des policiers qui se sont acharnés sur les manifestants pacifiques. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° pour que soient recherchés et châtiés les auteurs des brutalités et des atrocités du 8 février 1962 ; 2° pour que soient enfin indemnisées les familles des victimes, un an s'étant déjà écoulé depuis les faits.

961. — 7 février 1963. — **M. Martel** attire l'attention de **M. le ministre des travaux publics et des transports** sur la détresse des mariniers artisans qui, depuis deux mois, se trouvent sans aucune ressource, puisque les péniches sont bloquées sur les canaux pris par les glaces. De plus, beaucoup d'entre eux, ayant contracté des emprunts importants pour moderniser leur matériel, sont dans l'obligation de faire face aux échéances consécutives aux prêts qui leur ont été accordés. Il lui demande les mesures que compte prendre l'urgence le Gouvernement afin : 1° d'allouer aux intéressés une indemnité de chômage ; 2° de leur consentir des délais, et sans application de l'indemnité de retard, pour le paiement : a) de la taxe générale sur les transports de marchandises effectués par navigation intérieure, à laquelle ils sont assujettis en vertu de l'article 15 de l'ordonnance n° 58-896 du 23 septembre 1958 ; b) de l'acompte provisionnel dont ils sont redevables, avant le 15 février, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire ; 3° de les admettre, dès la reprise du trafic, à s'acquitter par versements échelonnés du montant de ces impositions ; 4° de réduire de 50 p. 100 pour l'année 1963, le montant des remboursements qu'ils doivent effectuer aux établissements de crédit.

962. — 7 février 1963. — **Mme Vaillant-Couturier** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'application du décret n° 62-132 du 2 février 1962 relatif au règlement et à l'avancement de certains agents des services médicaux des établissements publics d'hospitalisation, de soins ou de cure et modifiant les indices des agents hospitaliers n'a pas été appliquée aux infirmières des centres municipaux de santé. Or, jusqu'à présent, les indices appliqués aux infirmières des centres municipaux de santé étaient les mêmes que ceux appliqués aux agents des services médicaux des établissements publics d'hospitalisation, de soins ou de cure. Le maintien de cette parité s'impose, puisque les infirmières des centres municipaux de santé pratiquent les soins, et que les diplômés d'Etat exigés d'elles sont les mêmes que ceux exigés des agents hospitaliers des établissements publics. Elle lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les infirmières et spécialisées des centres municipaux de santé bénéficient du décret n° 62-132 du 2 février 1963, avec rappel à partir du 1^{er} janvier 1961.

963. — 7 février 1963. — **M. Roger Roucaute** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** les désagréments et méfaits dont sont victimes les populations de la Grand-Combe, des Salles-du-Gardon et des hameaux environnants, jusqu'à Alès

et sa banlieue, du fait des émanations de fumée et poussières nocives provenant de la centrale thermique du Fesc. La construction, il y a quelque temps, d'une cheminée plus haute, n'en a pas pour autant éliminé les poussières qui, lorsque le vent souffle, sont au contraire répandues sur un plus grand périmètre. Le conseil municipal des Salles-du-Gardon ayant déjà exprimé les doléances et les plaintes des populations intéressées, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient respectées les dispositions législatives et réglementaires tendant à la salubrité publique, et notamment s'il envisage : 1° d'effectuer une enquête auprès des élus locaux et des citoyens et ruraux atteints par les émanations ; 2° de procéder à une vérification du réseau de dépoussiérage de la centrale et, en particulier, des électrofiltres initialement prévus pour éliminer les poussières ; 3° de porter remède, par tous autres moyens, à cette situation préjudiciable à toute une population laborieuse.

964. — 7 février 1963. — M. Balmigère expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, dans sa circulaire du 19 octobre 1962 sur la durée hebdomadaire du travail dans les établissements hospitaliers, de soins ou de cure publics, il envisage d'adapter dans un sens plus conforme aux besoins actuels les dispositions du décret du 22 mars 1937 pris en application de la loi du 21 juin 1936. Or, la commission administrative du C.H.U. de Montpellier, dans sa séance de décembre 1962, tout en votant la somme que représente la majoration pour heures supplémentaires, a émis le vœu que soit diminuée de deux heures la semaine de travail de ses employés, afin d'utiliser les sommes ainsi libérées pour l'embauchage de personnel supplémentaire absolument indispensable. Il lui demande : 1° s'il envisage la réduction de la durée hebdomadaire de travail à quarante-trois heures (en cinq jours), avec deux jours de repos consécutifs ; 2° s'il est disposé à embaucher 120 agents supplémentaires (il y a plus de 400 demandes d'emploi), afin de pourvoir les nombreux services où il manque du personnel, et d'assurer ainsi de meilleurs soins aux malades.

965. — 7 février 1963. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, pour la détermination du revenu imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des contribuables appartenant à des professions qui comportent des frais dont le montant est notablement supérieur à celui de la déduction forfaitaire de 10 p. 100, prévue à l'article 83 du code général des impôts, un arrêté ministériel fixe le taux des déductions supplémentaires applicables à ces contribuables. C'est ainsi que l'article 5 de l'annexe IV du code général des impôts énumère la liste de ces différentes professions, de même que les taux des déductions supplémentaires accordées aux contribuables en relevant. Or, parmi les bénéficiaires de ces dispositions ne figurent pas les gardiens de nuit, qui ont des frais professionnels aussi élevés que ceux des autres travailleurs de nuit. Il lui demande s'il ne pense pas réparer cette injustice en admettant, par arrêté, les gardiens de nuit parmi les contribuables autorisés à opérer sur le revenu imposable une déduction supplémentaire de 20 p. 100 par exemple.

966. — 7 février 1963. — M. Palmero attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur les conséquences du Marché commun en ce qui concerne les produits destinés à l'aromatization des denrées alimentaires et sur la nécessité d'obtenir une harmonisation des législations des pays intéressés sur des bases aussi sérieuses qu'en France, et ce afin de protéger le consommateur. La situation actuelle conduit à un envahissement du marché français par des produits étrangers de confiserie, biscuiterie, glaces et entremets, alors que la loi du 1^{er} août 1905 et les décrets de 1912 empêchent la France d'exporter. Il lui demande, tout en confirmant l'éviction des aromes synthétiques, s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour mettre les productions françaises à égalité avec leurs concurrents européens, et notamment s'il entend éviter l'introduction en France de produits qui ne se conforment pas exactement à la législation française sur la protection de la santé publique.

967. — 7 février 1963. — M. Palmero attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les conséquences du Marché commun en ce qui concerne les produits destinés à l'aromatization des denrées alimentaires et sur la nécessité d'obtenir une harmonisation des législations des pays intéressés sur des bases aussi sérieuses qu'en France, et ce afin de protéger le consommateur. La situation actuelle conduit à un envahissement du marché français par des produits étrangers de confiserie, biscuiterie, glaces et entremets, alors que la loi du 1^{er} août 1905 et les décrets de 1912 empêchent la France d'exporter. Il lui demande, tout en confirmant l'éviction des aromes synthétiques, s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour mettre les productions françaises à égalité avec leurs concurrents européens, et notamment s'il entend éviter l'introduction en France de produits qui ne se conforment pas exactement à la législation française sur la protection de la santé publique.

968. — 7 février 1963. — M. Palmero expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les droits et taxes d'enregistrement sur les ventes de fonds de commerce ou de murs commerciaux, fixés à 20 p. 100 environ du prix de vente, sont jugés par les intéressés comme trop élevés et paraissent gêner les transactions. Il lui demande s'il envisage de réduire ces droits.

969. — 7 février 1963. — M. Palmero rappelle à M. le ministre de la construction que l'article 2 (§ 2) du décret n° 58-1467 du 31 décembre 1958 relatif au permis de construire et l'article 5, deuxième alinéa, du décret n° 58-1466 du 31 décembre 1958 relatif aux lotissements, dont la portée a été précisée par sa circulaire du 29 juillet 1960, permettent aux communes d'exiger la participation des constructeurs et lotisseurs aux équipements publics. Dans le cas de lotissement, celui-ci étant autorisé par arrêté préfectoral, il est logique que le montant de la participation soit fixé par ledit arrêté. Par contre, ces dernières années, en ce qui concerne les constructions, la participation s'est généralisée dans les villes, notamment pour la création de parkings, à tel point qu'elle est appliquée systématiquement et selon un barème uniforme à tous les constructeurs en fonction du nombre de logements créés, de leur superficie ou du prix de vente des appartements avec le consentement habituel des constructeurs. Il lui demande, lorsqu'il n'y a aucune contestation entre la commune et le constructeur, s'il est vraiment indispensable de recourir à un arrêté préfectoral de délivrance de permis de construire, ce qui complique la procédure en défrayant finalement tous les permis au préfet, et finalement pénalise par des retards le constructeur qui a manifesté sa bonne volonté, alors que l'approbation par l'autorité de tutelle d'une délibération d'ordre général portant fixation pour les communes du barème de telles participations devrait largement simplifier le travail administratif dans l'intérêt de tous.

970. — 7 février 1963. — M. Palmero demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il n'envisage pas de prendre l'initiative d'un code de la route européen, ce qui, indépendamment d'une meilleure sécurité, faciliterait aussi les relations touristiques dont il a la charge.

971. — 7 février 1963. — M. Palmero demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il ne pourrait envisager, dans les pourparlers à intervenir avec ses collègues européens, et notamment italiens, de demander que la législation française, qui oblige les automobilistes à être munis d'une installation antiparasite, soit généralisée, les émissions de télévision étant, en effet, particulièrement perturbées dans les régions frontalières.

972. — 7 février 1963. — M. Palmero demande à M. le ministre de la construction s'il y a lieu, lorsqu'une voie publique borde une voie ferrée, de faire entrer la largeur de cette dernière dans le calcul de la hauteur des immeubles pour lesquels un permis de construire est demandé. En effet, les règles d'urbanisme déterminent la hauteur des immeubles à construire en fonction de la largeur des voies publiques. Or, à l'intérieur de certaines agglomérations, il se trouve des voies bordées d'un côté par des terrains à bâtir et de l'autre par la voie ferrée. La stricte application des règles d'urbanisme, ne faisant entrer en ligne de compte que la largeur des rues, ne permet qu'une hauteur d'immeuble réduite, alors qu'en face se trouve la voie ferrée. Il lui demande si ce cas particulier ne devrait pas permettre une hauteur plus grande, laquelle serait calculée compte tenu de la largeur de la voie ferrée, sans pouvoir dépasser, bien entendu, les limites fixées par le programme d'aménagement. En effet, si le domaine de la S. N. C. F. n'est pas public, il semble qu'il soit appelé à rester libre aussi longtemps que les rues urbaines. Quand bien même il en serait autrement, il ne fait aucun doute qu'en cas de disparition des rails, les rues bordant le domaine de la S. N. C. F. seraient élargies par emprise sur celui-ci. Enfin, il semble que l'on s'orienterait plutôt vers la création de voies routières au-dessus des voies ferrées et, dans ce cas, la hauteur des immeubles situés en bordure se calculerait évidemment en fonction du total de la largeur de la rue existante et de la voie nouvelle, ce qui démontre qu'en toute circonstance une hauteur plus grande, tenant compte de la largeur de la voie ferrée, ne compromettrait pas l'avenir.

973. — 7 février 1963. — M. Longueue expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'une circulaire du 25 octobre 1962, publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale (n° 31) du 8 novembre 1962, a prévu la formation de « adjoints d'éducation » et qu'un premier stage a eu lieu en novembre 1962 au lycée de Versailles. Il lui demande : 1° quel a été l'effectif des stagiaires par ordre d'enseignement (second degré classique, moderne ou technique, et premier degré) avec, si possible, la ventilation entre hommes et femmes ; 2° quelle situation sera faite, tant au point de vue moral que pécuniaire, aux adjoints d'éducation qui entreront en fonctions en 1963 ; 3° si le statut de cette catégorie de personnels sera alors publié ou, dans la négative, à quel cadre ils pourront être rattachés ou assimilés ; 4° s'il est possible de connaître à quelles périodes auront lieu les prochains stages et combien de candidats pourront y être admis compte tenu des demandes déjà déposées et qui n'ont pu être satisfaites.

974. — 7 février 1963. — M. Boisson expose à M. le ministre de l'information que les populations du Petit-Caux, habitant les vallées et les vallées des cantons d'Envermeu, Londinières, Longueville-sur-Scie et Dieppe ne peuvent obtenir une réception normale des programmes de télévision. Les émissions de la télévision britannique provoquent des interférences dans de nombreuses communes du littoral, telles Mers-les-Bains, le Tréport, Criel-sur-Mer, Dieppe. Les réceptions des programmes nationaux sont de mauvaise qualité et, avant de financer une deuxième chaîne, il conviendrait d'assurer par priorité l'équipement des régions encore mal desservies. Il lui

demande s'il envisage d'étudier et de mettre en œuvre les moyens techniques permettant une meilleure réception des émissions de la télévision française et quelles mesures il compte prendre pour assurer une réception normale aux téléspectateurs demeurant dans les localités susvisées.

975. — 7 février 1963. — M. Chalopin expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le décret n° 62-1246 du 20 octobre 1962 relatif à l'assurance sociale volontaire, modifiant notamment l'article 98 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945, donne la faculté de demander le bénéfice de l'assurance volontaire aux « enfants, tels qu'ils sont définis au 2°, *in fine*, de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale, d'un assuré social obligatoire d'un des régimes ci-dessus énumérés, qui ont atteint l'âge limite leur ouvrant droit, du chef de l'assuré, au bénéfice des prestations des assurances sociales sans pouvoir prétendre, à titre personnel, au bénéfice du régime d'assurances sociales des étudiants institué par le livre VI, titre 1^{er}, dudit code ». Il rappelle que l'article L. 285, 2°, *in fine*, du code de la sécurité sociale vise les enfants « de moins de vingt ans qui sont, par suite d'infirmités ou de maladies chroniques, dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié ». Il est donc incontestable que ces enfants sont admis à demander le bénéfice de l'assurance volontaire. Or, il a été informé que certaines caisses refusent de les immatriculer à un régime volontaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer aux infirmes et malades chroniques le bénéfice des dispositions du décret susvisé.

976. — 7 février 1963. — M. Chalopin expose à M. le ministre du travail que le décret n° 62-1246 du 20 octobre 1962 relatif à l'assurance sociale volontaire, modifiant notamment l'article 98 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945, donne la faculté de demander le bénéfice de l'assurance volontaire aux « enfants, tels qu'ils sont définis au 2° *in fine* de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale, d'un assuré social obligatoire d'un des régimes ci-dessus énumérés, qui ont atteint l'âge limite leur ouvrant droit, du chef de l'assuré, au bénéfice des prestations des assurances sociales sans pouvoir prétendre, à titre personnel, au bénéfice du régime d'assurances sociales des étudiants institué par le livre VI, titre 1^{er}, dudit code ». Il rappelle que l'article L. 285, 2°, *in fine*, du code de la sécurité sociale vise les enfants « de moins de vingt ans qui sont, par suite d'infirmités ou de maladies chroniques, dans l'impossibilité permanente, de se livrer à un travail salarié ». Il est donc incontestable que ces enfants sont admis à demander le bénéfice de l'assurance volontaire. Or il a été informé que certaines caisses refusent de les immatriculer à un régime volontaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer aux infirmes et malades chroniques le bénéfice des dispositions du décret susvisé.

977. — 7 février 1963. — M. Sablé rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi de programme du 30 juillet 1969 pour les départements d'outre-mer dispose dans son article 7 : « Avant le 31 décembre 1960, le Gouvernement prendra, par décret, les mesures de déclassement des terrains militaires nécessaires tant à la réalisation des projets d'urbanisme qu'à la réalisation du programme d'action touristique envisagé ». Il lui demande les raisons pour lesquelles le ou les décrets dont il s'agit n'ont pas été pris jusqu'à ce jour, et dans quels délais le Gouvernement envisage de les prendre.

978. — 7 février 1963. — M. Sablé rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 60-1368 du 21 décembre 1960, portant réforme fiscale dans les départements d'outre-mer, prévoit, dans son article 8, que « Le Gouvernement déposera, au début de la session d'avril 1961, un projet de loi fixant les conditions dans lesquelles les bénéfices industriels et commerciaux réalisés dans l'ensemble des départements de la République française ainsi que les revenus de tous ordres obtenus dans les départements d'outre-mer seront incités à s'investir dans ces départements d'outre-mer, dans le cadre du programme de développement établi pour chacun d'entre eux, et pour compléter en tant que de besoin le volume des investissements d'origine locale ». Il lui demande pour quelles raisons ce projet de loi n'a pas été déposé dans les délais prévus, et si le Gouvernement envisage de le déposer à la prochaine session parlementaire.

979. — 7 février 1963. — M. Magné demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles raisons ont motivé la promulgation de l'arrêté du 7 novembre 1962 qui a modifié pour le seul enseignement supérieur les dates des vacances scolaires de Pâques, antérieurement fixées pour tous les ordres d'enseignement par la circulaire du 6 août. Ce départ différé des étudiants cause une gêne considérable à toutes les associations de jeunesse qui prennent en charge de façon collective, en vacances, en stage ou en échanges internationaux les étudiants et les élèves et qui ont, pour la plupart, fondé leur organisation de vacances à partir des dates fixées par la circulaire du 6 août. Il lui demande s'il a l'intention de rapporter cet arrêté. D'autre part, la fixation extrêmement tardive des vacances scolaires, pour le premier et le second degré, gênera à coup sûr bon nombre d'organisation de vacances collectives, et il attire son attention sur la nécessité de promulguer rapidement les dates de vacances pour l'enseignement supérieur, celui-ci étant le plus directement concerné par les échanges culturels avec l'étranger, lesquels demandent de très longs délais de préparation.

980. — 7 février 1963. — M. Escande expose à M. le ministre de l'Information que l'article 16 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 a fixé, dans son paragraphe C, les conditions à remplir par les invalides pour bénéficier de l'exonération de la redevance de télévision. Parmi ces conditions figure celle de : « vivre soit seul, soit avec le conjoint ou les enfants à charge, soit encore avec une tierce personne chargée d'une assistance permanente ». En application stricte de ce texte, un invalide à 100 p. 100, veuf avec un enfant à charge, s'est vu refuser l'exonération de la redevance parce qu'il héberge chez lui sa vieille mère impotente et sans ressource, alors que si l'intéressé avait mis sa mère dans un hospice il aurait automatiquement droit à l'exonération. Il lui demande s'il ne lui semble pas que le texte du décret susvisé puisse être modifié afin d'éviter des conséquences aussi injustes qu'illogiques.

981. — 7 février 1963. — M. Couzinet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en raison des circonstances atmosphériques exceptionnelles de cet hiver, de nombreuses entreprises du bâtiment et de travaux publics ont été contraintes de suspendre leur activité pendant une période anormalement longue. Il lui demande s'il envisage d'accorder à ces entreprises et à leurs salariés des délais supplémentaires pour le règlement des impositions dont ils sont redevables, et l'allègement de certaines de ces impositions.

982. — 7 février 1963. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'éducation nationale que par un arrêté du 9 janvier 1963, publié au Journal officiel du 29 janvier, la limite d'âge de trente ans, fixée par un arrêté du 7 octobre 1948, pour l'inscription au concours d'admission en première année de l'E.N.S.E.T. a été ramenée à vingt-trois ans. Conscient du préjudice que cette mesure allait entraîner pour certains élèves se préparant à ce concours d'entrée, il a prévu des mesures transitoires pour que cette nouvelle réglementation ne s'applique pas à la session de 1963. Mais, pour certaines sections, telle la section C de dessins et arts appliqué à l'industrie, la durée de la préparation au concours d'entrée étant de deux années, certains élèves âgés de plus de vingt-trois ans sont actuellement en première année de préparation et ne pourront pas présenter le concours d'entrée à l'E.N.S.E.T. car, étant exclus par l'abaissement de la limite d'âge, et ne pourront bénéficier des mesures transitoires prévues pour la session de 1963. Il lui demande s'il envisage de compléter l'arrêté du 9 janvier 1963 susvisé afin de permettre à ces étudiants, qui avaient entrepris leurs études sous l'empire de l'ancienne réglementation, de terminer leur préparation de deux années et de pouvoir à titre exceptionnel se présenter en 1964 au concours d'entrée sans que puisse leur être opposée la nouvelle limite d'âge.

983. — 7 février 1963. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les répétiteurs de l'enseignement technique sont dans une situation particulièrement défavorisée. Ils furent, à l'origine, recrutés comme ceux du second degré, c'est-à-dire sur la base du baccalauréat. En 1948, le recrutement des répétiteurs du secondaire fut arrêté, et cette catégorie fut éteinte par l'intégration dans le cadre des adjoints d'enseignement (décret ministériel du 3 novembre 1948). L'enseignement technique continua à recruter des répétiteurs jusqu'en 1955. Par suite de la suppression du recrutement du secondaire, les candidatures devinrent plus nombreuses dans le technique et, pratiquement, les derniers répétiteurs recrutés étaient des licenciés libres. Depuis 1955, on ne recrute plus et les postes libres sont transformés en postes d'adjoint d'enseignement. S'il est vrai que certains répétiteurs sont devenus surveillants généraux, il est non moins exact que cette solution ne peut être généralisée. En effet, tous les répétiteurs ne possèdent pas les qualités requises pour être surveillant général. De plus, après inscription sur une liste d'aptitude, ils sont nommés n'importe où. Or, beaucoup de répétiteurs, mariés, pères de famille, ont des raisons valables de ne pas quitter la ville où ils se trouvent. D'autre part, ces fonctionnaires ont un traitement brut (210-455) qui correspond à un déclassé certain par rapport aux autres catégories d'enseignants. Il lui demande quelles mesures ils comptent prendre pour remédier à ce déclassé et pour permettre l'extinction définitive du corps des répétiteurs et, en particulier, s'il ne lui serait pas possible de faire appliquer en leur faveur le décret du 3 novembre 1948 pour prévoir sur place leur intégration dans le cadre des adjoints d'enseignement.

984. — 7 février 1963. — M. Tourné demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les conditions de durée de service exigées à l'article L. 90 du code des pensions de retraite pour l'ouverture du droit à pension d'ancienneté aux fonctionnaires (trente ans pour les services de la catégorie A ; vingt-cinq ans lorsque l'intéressé réalise au moins quinze ans de services en catégorie B) sont applicables au cas d'un officier qui réalise trente ans de service, dont vingt à titre civil en catégorie B, et si cet officier peut prétendre à la liquidation de ses trente années.

985. — 7 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les pourvois devant les tribunaux des pensions ne sont examinés qu'après de très longs délais. Il lui demande : 1° combien de pourvois sont actuellement en instance devant les tribunaux des pensions ; a) en première

instance; b) en appel; c) devant le Conseil d'Etat; d) devant la cour de cassation; 2° quelles sont les mesures qu'il compte prendre, en accord avec le garde des sceaux, pour accélérer l'étude et le règlement des dossiers soumis aux divers tribunaux des pensions.

986. — 7 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que, dans la généralité des cas, ses services font appel contre les décisions de première instance prises par les tribunaux des pensions en faveur de pensionnés de guerre. Une telle politique, si elle devenait systématique, non seulement ne manquerait pas de léser les victimes de la guerre, mais nuirait au fonctionnement normal des tribunaux des pensions. Il lui demande: 1° le nombre des affaires examinées par les tribunaux des pensions au cours de l'année 1962, et notamment le nombre: a) des décisions favorables aux demandeurs; b) des décisions de rejet; c) des affaires pour lesquelles il n'a pas été définitivement statué par manque d'information, pour dossier incomplet ou par suite de recours à expertise; 2° le nombre des décisions favorables aux victimes de guerre qui ont été frappées d'appel à la demande de l'administration en 1962; 3° le nombre des décisions rendues sur appel en 1962 et, parmi ces décisions, le nombre des appels admis et des appels rejetés.

987. — 7 février 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, le 17 mai 1961, il posait une question écrite n° 10302 tendant à l'application de l'article 69 de la loi du 26 décembre 1959 relatif à l'attribution d'allocations d'invalidité pour accidents de service aux fonctionnaires. Réponse lui était faite, le 20 juin 1961, que les différents départements ministériels allaient recevoir les instructions et les imprimés nécessaires pour la liquidation des dites allocations. Or, en février 1963, les diverses administrations déclarent qu'elles attendent encore un modèle de fiche mécanographique du service de la Dette. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour liquider enfin les allocations et mettre fin à ce retard scandaleux.

988. — 7 février 1963. — M. Arthur Remette expose à M. le ministre du travail que de plus en plus fréquemment des ouvrières du textile, mères de famille, ayant cessé de travailler en usine pour des causes diverses (maternité, maladie d'un enfant ou d'un parent proche, etc.) reprennent place dans la production et perdent, dès lors, le bénéfice de l'allocation mensuelle de salaire unique, soit 80 à 100 francs par mois. La plupart d'entre elles doivent, dans ce cas, faire garder leurs jeunes enfants, ce qui entraîne des dépenses s'élevant à 101, 150 ou 200 francs par mois. La perte de l'allocation de salaire unique et les frais de garde de l'enfant, pendant les heures de travail, sont durement ressentis par ces travailleuses, dont les époux sont le plus souvent des ouvriers aux salaires plus que modestes, insuffisants à assurer seuls la subsistance de leur famille. Il lui demande s'il envisage de modifier la législation sur les prestations familiales de façon à attribuer, comme le demande la C. G. T., à toutes les mères de famille, qu'elles travaillent ou non, une allocation spéciale se substituant à l'allocation dite « de salaire unique ».

989. — 7 février 1963. — M. Cheze expose à M. le ministre de l'agriculture que la situation indicielle des agents de maîtrise et gardes contractuels du fonds forestier national, établie en 1948 par référence aux carrières des agents techniques et chefs de district des eaux et forêts, n'a, depuis cette époque, fait l'objet d'aucune modification alors que l'évolution de la carrière de leurs homologues, marquée par la création de grades et de débouchés a été sensiblement revalorisée à plusieurs reprises. Il lui demande ce qu'il compte faire pour rétablir dans leur parité d'origine les traitements de ces agents chargés d'importantes responsabilités sur le terrain (surveillance des travaux de premier établissement, estimation, surveillance et réception des travaux d'entretien sur les contrats, instruction et réception des travaux, par subvention ou par prêt).

990. — 7 février 1963. — M. Felix expose à M. le ministre de l'industrie qu'un stock très important de charbon est entreposé, quoi de l'industrie, à Athis-Mons (Seine-et-Oise), il lui demande: 1° quelle est la provenance de ce charbon et à quels usages il est destiné; 2° si ce charbon n'est pas réservé au chauffage des écoles — dont beaucoup sont fermées faute de combustible — et des hôpitaux, quelles mesures compte prendre d'urgence le Gouvernement, afin qu'il soit vendu aux détaillants qui pourraient ainsi honorer, ce qui n'est pas le cas actuellement, malgré les communiqués officiels, les commandes prioritaires des personnes âgées et des familles ayant des enfants en bas âge.

991. — 7 février 1963. — Mme Vaillant-Couturier attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur le très mauvais fonctionnement du central téléphonique Rameau, tant du côté appelé que du côté appelant: attentes interminables de la tonalité, numéro obtenu non conforme, impossibilité d'obtenir la communication, audition de conversations parasites, etc. Elle lui demande quelles mesures il se propose de prendre, pour que cessent les inconvénients qui perturbent le fonctionnement du central téléphonique Rameau.

992. — 7 février 1963. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur le très mauvais fonctionnement du central téléphonique Belle-Epine, tant du côté appelé que du côté appelant: attentes interminables de la tonalité, numéro obtenu non conforme, impossibilité d'obtenir la communication, audition de conversations parasites, etc. Une extension de capacité de ce central téléphonique comportant 2.000 numéros vient d'être terminée, et 1.500 demandes sont en instance. Or, du fait des difficultés signalées, il est envisagé de surseoir à la mise en service des nouveaux postes. Il lui demande quelles mesures il se propose de prendre pour que cessent les inconvénients qui perturbent le fonctionnement du central téléphonique Belle-Epine et pour que puissent être mis rapidement en service les 1.500 nouveaux postes téléphoniques dont les demandes sont toujours en souffrance.

993. — 7 février 1963. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre des armées sur la situation de nombreux étudiants qui, en 1961, ont signé un engagement de deux ans. La durée du service militaire étant maintenant ramenée à dix-huit mois, ces étudiants se trouvent manifestement lésés par rapport à leurs collègues qui n'avaient pas souscrit d'engagement, et leurs études vont être obligatoirement retardées. Il lui demande si, par souci d'équité, il n'envisage pas de libérer les intéressés de leurs obligations militaires à l'expiration du temps normal de leur classe.

994. — 7 février 1963. — M. Cermolacce attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le mécontentement général et justifié qui règne parmi les étudiants de la ville de Marseille, mécontentement qui a pour origine: 1° l'insuffisance des restaurants universitaires, ce qui entraîne des files d'attente prolongées, des repas ingurgités à toute allure pour faire place aux étudiants qui attendent et, d'autre part, un surcroît de fatigue pour un personnel en nombre restreint; 2° une nourriture de mauvaise qualité, résultat d'une gestion de conception périmée. Le repas coûte actuellement 2,40 F (1,20 F par l'étudiant, 1,20 F provenant de la subvention), mais 1,85 F seulement est affecté à la nourriture, la différence servant aux frais de gestion; 3° le 18 février prochain, 1.200 étudiants de première année vont suivre des cours et travaux pratiques, matin et soir, à la faculté de médecine de Marseille. Le restaurant devra alors servir plus de 2.000 repas et il n'a été conçu que pour 600. La seule solution envisagée est de ne pas permettre à certaines catégories d'étudiants l'accès du restaurant de la Timone. Répondant à l'appel de leur organisation étudiante (A. G. E. M.), une manifestation, qui a réuni la grande majorité des étudiants, s'est déroulée le mercredi 30 janvier 1963. Après cette protestation et au cours d'une conférence de presse, ont été définies les principales revendications: a) sur le plan national: que l'intégralité du montant du prix des repas soit consacrée à l'achat des denrées, les frais de fonctionnement étant pris en charge par l'Etat; que le budget du centre national des œuvres universitaires soit substantiellement revalorisé; b) sur le plan local: le transfert des étudiants de P. C. B. en faculté de médecine rendant trop exigü le restaurant de la Timone (1.200 places au lieu des 2.500 nécessaires), il faut trouver une solution dans l'immédiat (préfabriqués ou autre) et construire un restaurant pour la rentrée, car il serait inadmissible d'exclure de la Timone les étudiants ingénieurs, paramédicaux et techniciens. Enfin les circuits d'achat du C. R. O. doivent être réorganisés et des cafétérias sont à prévoir. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire étudier avec diligence ces légitimes demandes afin de leur apporter une solution satisfaisante.

995. — 7 février 1963. — M. Lecocq expose à M. le ministre du travail que 60 à 65 p. 100 des étudiants, n'habitant pas chez leurs parents ou amis, doivent payer un loyer. La capacité actuelle des cités universitaires d'Etat et des foyers agréés s'élève à 25.000 places, alors qu'il est prévu pour 1963 un nombre de 320.000 étudiants. Les prévisions du IV^e plan d'équipement, qui ne sont d'ailleurs pas respectées, donneront, à la rentrée d'octobre 1969, une capacité de logement de 9 à 10 p. 100 du total des étudiants, qui seront à cette époque 595.000. Il lui demande s'il compte faire en sorte que soit instituée une allocation de logement pour étudiants, qui serait versée trimestriellement par les centres régionaux et locaux des œuvres universitaires et scolaires aux bailleurs, sur présentation d'un imprimé mentionnant les détails de l'allocation. Seuls, les étudiants bénéficiant de l'aide des œuvres universitaires et scolaires, titulaires de la carte servant à l'admission dans les restaurants étudiants, dont la délivrance est soumise à un contrôle et à des formalités pratiquement sans défaut, pourraient toucher cette allocation, qui serait indexée sur les coûts de la construction et devrait être relevée chaque fois que l'indice dépasse 10 p. 100.

996. — 7 février 1963. — M. Lecocq expose à M. le ministre de l'éducation nationale que 60 à 65 p. 100 des étudiants, n'habitant pas chez leurs parents ou amis, doivent payer un loyer. La capacité actuelle des cités universitaires d'Etat et des foyers agréés s'élève à 25.000 places, alors qu'il est prévu pour 1963 un nombre de 320.000 étudiants. Les prévisions du IV^e plan d'équipement, qui ne sont d'ailleurs pas respectées, donneront, à la rentrée d'octobre 1969, une capacité de logement de 9 à 10 p. 100 du total des étudiants, qui seront à cette époque 595.000. Il lui demande s'il compte faire en sorte que soit instituée une allocation de logement pour étudiants, qui serait versée trimestriellement par les centres régionaux et locaux des œuvres universitaires et scolaires aux bailleurs, sur présentation d'un imprimé mentionnant les détails de l'allocation.

Seuls, les étudiants bénéficiant de l'aide des œuvres universitaires et scolaires, titulaires de la carte servant à l'admission dans les restaurants étudiants, dont la délivrance est soumise à un contrôle et à des formalités pratiquement sans défaut, pourraient toucher cette allocation, qui serait indexée sur les coûts de la construction et devrait être relevée chaque fois que l'indice dépasse 10 p. 100.

997. — 7 février 1963. — M. Lecocq expose à M. le ministre de la construction que 60 à 65 p. 100 des étudiants, n'habitant pas chez leurs parents ou amis, doivent payer un loyer. La capacité actuelle des cités universitaires d'Etat et des foyers agréés s'élève à 25.000 places, alors qu'il est prévu pour 1963 un nombre de 320.000 étudiants. Les prévisions du IV^e plan d'équipement, qui ne sont d'ailleurs pas respectées, donneront, à la rentrée d'octobre 1969, une capacité de logement de 9 à 10 p. 100 du total des étudiants, qui seront à cette époque 595.000. Il lui demande s'il compte faire en sorte que soit instituée une allocation de logement pour étudiants, qui serait versée trimestriellement par les centres régionaux et locaux des œuvres universitaires et scolaires aux bailleurs, sur présentation d'un imprimé mentionnant les détails de l'allocation. Seuls, les étudiants bénéficiant de l'aide des œuvres universitaires et scolaires, titulaires de la carte servant à l'admission dans les restaurants étudiants, dont la délivrance est soumise à un contrôle et à des formalités pratiquement sans défaut, pourraient toucher cette allocation, qui serait indexée sur les coûts de la construction et devrait être relevée chaque fois que l'indice dépasse 10 p. 100.

998. — 7 février 1963. — M. Lecocq expose à M. le ministre des travaux publics et des transports le problème du transport des étudiants. En effet, dans les grandes villes, les réductions tarifaires sur les réseaux de banlieue de la S. N. C. F. et à Paris, de la R. A. T. P. ne profitent à ceux-ci que pour les parcours journaliers et, malgré ces réductions, la charge quotidienne des frais de transport reste lourde. L'étudiant se trouve ainsi dans l'obligation de passer les congés scolaires, sans parler des week-ends, dans la ville où il poursuit ses études. Les réductions accordées par la S. N. C. F. et tout particulièrement les cartes d'abonnement et de demi-tarif ne sont pas avantageuses, car les étudiants n'effectuent pas le nombre de voyages nécessaire à partir duquel l'acquisition d'une telle carte, d'ailleurs fort onéreuse, devient rentable. Si l'on ajoute que les réductions sur les billets d'aller et retour sont supprimées au moment des fêtes, on se rend compte qu'il est urgent d'apporter une solution à ce problème. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour que les étudiants bénéficient d'une carte à demi-tarif (renouvelable chaque année) et délivrée sur simple présentation de la carte servant à l'admission dans les restaurants étudiants, dont la délivrance est soumise à un contrôle et à des formalités pratiquement sans défaut.

999. — 7 février 1963. — M. Lecocq expose à M. le ministre de l'éducation nationale le problème du transport des étudiants. En effet, dans les grandes villes, les réductions tarifaires sur les réseaux de banlieue de la S. N. C. F. et à Paris, de la R. A. T. P. ne profitent à ceux-ci que pour les parcours journaliers et, malgré ces réductions, la charge quotidienne des frais de transports reste lourde. L'étudiant se trouve ainsi dans l'obligation de passer les congés scolaires, sans parler des week-ends, dans la ville où il poursuit ses études. Les réductions accordées par la S. N. C. F. et tout particulièrement les cartes d'abonnement et de demi-tarif, ne sont pas avantageuses, car les étudiants n'effectuent pas le nombre de voyages nécessaires à partir duquel l'acquisition d'une telle carte, d'ailleurs fort onéreuse, devient rentable. Si l'on ajoute que les réductions sur les billets d'aller et retour sont supprimées au moment des fêtes, on se rend compte qu'il est urgent d'apporter une solution à ce problème. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour que les étudiants bénéficient d'une carte à demi-tarif (renouvelable chaque année) et délivrée sur simple présentation de la carte servant à l'admission dans les restaurants étudiants, dont la délivrance est soumise à un contrôle et à des formalités pratiquement sans défaut.

1000. — 7 février 1963. — M. André Halbout demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne serait pas possible d'exempter du droit de timbre et des frais d'enregistrement tout acte portant acquisition par une association à but non lucratif d'un immeuble destiné à l'établissement d'un centre spécial pour l'éducation, la réadaptation ou la mise au travail dans des ateliers protégés ou d'assistance, des infirmes inadaptés mentaux, sensoriels ou moteurs. Ces dispositions pourraient être appliquées aux actes passés par un tiers pour les mêmes acquisitions faites au profit d'une association, à la condition que ces acquisitions soient réalisées dans le seul but d'assurer le préfinancement de l'opération poursuivie par l'association.

1001. — 7 février 1963. — M. Risbourg appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation qui résulte du nombre insuffisant de moniteurs de colonies de vacances qui sont formés chaque année. Il lui demande si le diplôme de moniteur de colonies de vacances ne pourrait être attribué à toutes personnes qui ont satisfait au stage de formation ainsi qu'au stage en colonie, et qui ont donné les preuves suffisantes de leur aptitude en participant, depuis cinq ans au moins, à l'encadrement de colonies de vacances.

1002. — 7 février 1963. — M. Albrand expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un fonctionnaire du département de la Guadeloupe, qui jouissait d'un congé administratif en métropole, a dû, à l'expiration de son congé, rejoindre son poste, laissant en France sa femme et ses enfants pour raisons de santé et de scolarité. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner une suite favorable à la requête introduite, depuis déjà longtemps, par ce fonctionnaire, aux fins d'obtenir le retour de sa femme et de ses enfants dans leur département d'origine.

1003. — 7 février 1963. — M. Fanton demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne lui semblerait pas légitime d'accorder, tant aux entrepreneurs qu'aux artisans et salariés touchés par la vague de froid actuel, des délais pour s'acquitter, soit du tiers provisionnel, soit des impôts venus à échéance actuellement, compte tenu de la cessation à peu près complète de leurs activités depuis plusieurs semaines.

1004. — 7 février 1963. — M. Fanton expose à M. le ministre du travail qu'un décret du 20 octobre 1962 a modifié l'éventail des risques couverts par l'assurance volontaire, notamment pour les assurés volontaires assujettis par ailleurs à un régime obligatoire de vieillesse des non-salariés. Il lui demande s'il ne lui semble pas possible d'envisager de modifier le texte dont il s'agit, afin que les assurés volontaires assujettis par ailleurs à un régime obligatoire de vieillesse des non-salariés puissent continuer à voir couvrir le risque invalidité par le régime général de la sécurité sociale. Il ne semble pas qu'une telle mesure, dont l'application pourrait être limitée aux assurés volontaires, soit de nature à compromettre l'équilibre des caisses de la sécurité sociale.

1005. — 7 février 1963. — M. Girard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une entreprise dispose d'un parc important de wagons de particuliers, dont elle n'est pas propriétaire et qui ne constituent donc pas un élément de son actif. Elle utilise ces wagons seulement pour le transport régulier de certains de ses approvisionnements et ne les emploie, en aucun cas, pour l'expédition de produits finis. Compte tenu de ces circonstances particulières, il lui demande si l'entreprise est en droit d'exclure de son chiffre d'affaires, pour le calcul de son coefficient de déduction financière, les redevances dont elle peut bénéficier au titre du tarif 104 de la S. N. C. F. A l'appui d'une réponse affirmative, trois arguments semblent pouvoir être retenus : 1^o pour recevoir, décharger et réexpédier les wagons de particuliers, l'entreprise a dû acquérir des équipements spéciaux particulièrement onéreux ; 2^o elle reçoit toutes ses matières premières en port dû et elle doit, pour encaisser les redevances, verser d'abord à la S. N. C. F., à chaque réception, des taxes de transport beaucoup plus importantes que les redevances à percevoir ; 3^o le maintien de ces ristournes dans les bases de calcul du prorata de déduction financière aurait pour effet de créer une inégalité de traitement entre les entreprises, d'autant plus lourde que les firmes utilisatrices de wagons de particuliers sont amenées à des investissements spéciaux importants.

1006. — 7 février 1963. — M. Sanglier demande à M. le ministre des affaires économiques : la raison pour laquelle les contrôleurs des contributions directes n'adressent plus aux redevables, contrairement à l'obligation qui leur est faite par l'article 45, annexe III, du code général des impôts, un accusé de réception des déclarations en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. De ce fait, en cas de taxation d'office pour absence de déclaration, le redevable ne peut faire la preuve que celle-ci a été effectivement adressée dans les délais.

1007. — 7 février 1963. — M. Jamot expose à M. le ministre de l'industrie que depuis un certain temps, des firmes productrices de disques adressent au public, et particulièrement aux enfants mineurs, une publicité par laquelle elles offrent l'envoi d'un disque pour un prix minime. L'achat de ce disque vaut, sauf dénonciation dans les dix jours de la réception du disque, inscription à un club, et cette inscription comporte obligation d'acquiescer, à prix normal cette fois-ci, un certain nombre de disques par an. Il lui demande : 1^o s'il n'estime pas que le fait que cette publicité soit adressée particulièrement à des enfants mineurs, que le prix du premier disque proposé soit environ vingt fois supérieur au prix normal, que ce prix figure en gros chiffres dans toute la publicité alors que les conditions d'adhésion automatique au club, l'obligation d'achat d'un nombre minimum de disques par an et le prix de ces derniers n'y figurent qu'en caractères minuscules, constituent des manœuvres dolosives à l'égard du public, et par conséquent répréhensibles, et une concurrence déloyale à l'égard des détaillants en disques ; 2^o quelles dispositions il a l'intention de prendre pour remédier à ces procédés, qui semblent répréhensibles.

1008. — 7 février 1963. — M. Péronnet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il a la possibilité de consentir des facilités de paiement pour le versement du tiers provisionnel de l'impôt sur le revenu aux artisans et entrepreneurs du département de l'Allier. L'hiver rigoureux, qui sévit dans ce département, gêne considérablement les activités des entreprises artisanales qui éprouvent de ce fait des difficultés financières sérieuses.

1009. — 7 février 1963. — **M. Péronnet** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** les mesures qu'il envisage de prendre en faveur des fonctionnaires de l'enseignement, mis à la retraite à partir du 1^{er} octobre 1962, qui n'ont pas encore perçu le montant de leur pension.

1010. — 7 février 1963. — **M. Péronnet** demande à **M. le Premier ministre** s'il est exact que le Gouvernement prépare un remaniement des circonscriptions administratives du territoire métropolitain, suivant lequel disparaîtrait un certain nombre de départements, et si, dans cette éventualité, un tel projet serait soumis à la consultation des conseillers généraux et à la décision du Parlement.

1011. — 7 février 1963. — **M. Alduy** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** sur les difficultés particulières d'exploitation que rencontrent, à l'heure actuelle, les cinémas de village, et plus spécialement les exploitants de cinémas ambulants, en raison d'une fiscalité très lourde qui grève le prix des places. Dans le cadre de la politique gouvernementale actuelle, qui tend à lutter contre l'exode rural, il lui demande s'il n'estime pas opportun de soumettre au ministre des finances un projet tendant à assouplir la réglementation actuelle des taxes fiscales et parafiscales qui frappent ces petites exploitations qui, du fait de la concurrence certaine de la télévision, voient leurs recettes diminuées et ne pourront plus, dans ces conditions, assurer leur service.

1012. — 7 février 1963. — **M. Alduy** demande à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** : 1^o si une femme fonctionnaire stagiaire de l'Etat, qui se trouve, à l'heure actuelle, en « congé d'allaitement », renouvelable d'année en année pendant trois ans, en vertu de l'article 10 du décret du 13 septembre 1949, peut obtenir, à l'expiration de ce congé, le renouvellement de celui-ci pour élever un deuxième enfant né avant l'expiration du congé actuel ; 2^o ce qu'il faut entendre par le membre de phrase de l'article 10 du décret susvisé : « pour une durée qui ne saurait excéder un an mais renouvelable par périodes d'une année au maximum à concurrence d'une durée totale de trois ans » ; 3^o si, à défaut de précisions de l'article 10 du décret du 13 septembre 1949, la personne intéressée ne pourrait pas bénéficier des dispositions du dernier alinéa de l'article 1^{er} dudit décret, par assimilation à l'avis du Conseil d'Etat n^o 257050 du 5 mars 1962.

1013. — 7 février 1963. — **M. de Montesquou** expose à **M. le ministre de la construction** le manque de crédits accordés aux directions départementales de l'urbanisme et du logement pour les octrois de primes à la construction. Il lui demande s'il ne serait pas possible de faire établir, sur le plan national, des certificats ou des attestations de dépôt de dossier de permis de construire, attestant que le permis de construire a été délivré et que c'est par manque de crédits que la décision provisoire de primes ne peut être accordée. Cette attestation ou ce certificat pourrait permettre de constituer le dossier de demande de prêt au Crédit foncier de France ce qui donnerait la possibilité aux constructeurs de faire quand même exécuter les travaux de construction. Le Crédit foncier pourrait déterminer avec cette pièce le montant du prêt et débloquer les fonds comme pour un dossier normal.

1014. — 7 février 1963. — **M. de Montesquou** expose à **M. le Premier ministre** que les prestations aux personnes âgées et aux économiquement faibles sont ordonnancées et payées par **M. le ministre du travail**, chargé de la sécurité sociale. Il semble anormal que le ministre de la santé publique intervienne pour en fixer le plafond à 1352 F, alors qu'il ne paye rien. Peut-être est-ce dû au fait que cela entraîne l'assistance médicale gratuite, laquelle est encore payée par le ministre chargé de la sécurité sociale. Il y a là une dualité très préjudiciable au bon fonctionnement de l'aide sociale aux personnes âgées économiquement faibles qu'il y a lieu de déplorer. Il lui paraît de beaucoup préférable que, relevant du ministre du travail, chargé de la sécurité sociale, la demande de carte d'aide sociale aux économiquement faibles soit uniquement instruite par les services de la sécurité sociale, lesquels pourraient en même temps délivrer un carnet de soins, ce qui libérerait les personnes âgées de l'humiliation qu'il y a pour elles d'aller à la mairie quémander une feuille de soins, où elles ne sont pas toujours reçues amablement. De plus, leurs infirmités sont une gêne pour ce déplacement, et il leur faut recourir à la bonne volonté d'un voisin. La dispersion des services, dont relèvent les personnes âgées et économiquement faibles, est extrêmement préjudiciable au bon fonctionnement et à la rapidité des décisions et interventions, dont les vieillards font les frais. De plus, la délivrance de la carte sociale ne devrait point dépendre d'une commission préfectorale, qui se réunit trop rarement et où des interventions, pas toujours régulières, se produisent. Il y aurait l'assurance de plus d'équité si l'attribution de cette carte sociale était instruite et décernée par les services de la sécurité sociale, puisque le paiement est effectué par ses caisses. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réformer ces errements imputables à des « essais », qui remontent assez loin et à une époque où l'esprit social se cherchait. Aujourd'hui il est une institution d'Etat, justifiant un haut-commissaire rattaché au ministère du travail.

1015. — 7 février 1963. — **M. Grussenmeyer** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation particulièrement critique dans laquelle se trouvent les entrepreneurs du bâtiment qui, à la suite de la période de gel prolongée, ont dû arrêter toute activité depuis le 24 décembre 1962. Il lui demande s'il envisage de prendre sur le plan fiscal des dispositions de nature à pallier les charges exceptionnelles de ces entrepreneurs, et notamment de leur accorder des délais supplémentaires pour le paiement des impôts dont ils sont redevables.

1016. — 7 février 1963. — **M. Grussenmeyer** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation particulièrement critique dans laquelle se trouvent les entrepreneurs du bâtiment et leurs ouvriers qui, à la suite de la période de gel prolongée, ont dû arrêter toute activité depuis le 24 décembre 1962. Il lui demande s'il envisage d'accorder à ces entrepreneurs des délais supplémentaires pour le règlement des cotisations dont ils sont redevables envers les différents organismes d'assurances sociales, et de maintenir aux ouvriers, au-delà du délai fixé à quarante-huit jours, le bénéfice des allocations prévues en cas de chômage pour intempéries.

1017. — 7 février 1963. — **M. Dusseaux** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation des commerçants habilités à vendre les cartes marines éditées par le service central hydrographique du ministère des armées (marine). En effet, bien que la publication des cartes et ouvrages nautiques soit assurée par la marine nationale pour ses besoins propres, cette documentation est cédée aux organismes privés et aux particuliers à sa valeur de remplacement. L'administration des contributions indirectes estime que cette vente doit être soumise à la taxe locale, car il s'agit d'un monopole de fait et non d'un monopole de droit, seul critère permettant l'exemption de la taxe précitée. Il lui demande de lui faire connaître si c'est à bon droit que l'opération en cause, qui n'est pas faite dans un but commercial, est assujettie à cette taxe.

1018. — 7 février 1963. — **M. André Beauguitte** expose à **M. le Premier ministre** que la situation économique et sociale se trouve très gravement perturbée par la vague de froid qui sévit depuis plusieurs semaines dans notre pays. Celle-ci provoque la raréfaction d'un grand nombre de produits, principalement alimentaires et, par voie de conséquence, une sensible hausse des prix. De plus, les rigueurs de la température entraînent des dépenses de chauffage accrues, grevant très lourdement les budgets familiaux. En outre, l'activité commerciale se trouve ralentie et la trésorerie des entreprises est diminuée dans de notables proportions. Il lui demande, indépendamment même des mesures à prendre ultérieurement en faveur des travailleurs des villes et des champs, quelles dispositions il entend adopter pour : 1^o reporter le versement du tiers provisionnel fixé au 15 février ; 2^o mettre à l'étude un système de dégrèvements fiscaux adapté à chaque catégorie de contribuables ayant eu à souffrir des intempéries.

1019. — 7 février 1963. — **M. André Beauguitte** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que la situation économique et sociale se trouve très gravement perturbée par la vague de froid qui sévit depuis plusieurs semaines dans notre pays. Celle-ci provoque la raréfaction d'un grand nombre de produits principalement alimentaires et, par voie de conséquence, une sensible hausse des prix. De plus, les rigueurs de la température entraînent des dépenses de chauffage accrues, grevant très lourdement les budgets familiaux. En outre, l'activité commerciale se trouve ralentie et la trésorerie des entreprises est diminuée dans de notables proportions. Il lui demande, indépendamment même des mesures à prendre ultérieurement en faveur des travailleurs des villes et des champs, quelles dispositions il entend adopter pour : 1^o reporter le versement du tiers provisionnel fixé au 15 février ; 2^o mettre à l'étude un système de dégrèvements fiscaux adapté à chaque catégorie de contribuables ayant eu à souffrir des intempéries.

1020. — 7 février 1963. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la dégradation progressive et profonde de la fonction publique communale, non seulement par rapport aux secteurs privé et nationalisé, mais aussi vis-à-vis de la situation des fonctionnaires de l'Etat. En effet, alors que de nombreuses améliorations, certes insuffisantes, ont été apportées aux traitements des fonctionnaires de l'Etat et des départements, par le jeu d'augmentations indiciaires appréciables, de changements d'appellation de la fonction, de primes de rendement, etc., les agents communaux, à de rares exceptions près concernant des avantages infimes, attendent en vain que l'on se penche sur leur sort. Les décisions successives de la commission paritaire nationale sont restées lettre morte ; les assimilations de grade pour des emplois-pilotes, fixées en 1948 entre agents communaux et fonctionnaires homologués de l'Etat ou des départements, ne sont plus qu'un souvenir amer. Cette dégradation accélérée de la fonction communale a les plus graves conséquences pour l'administration de nos collectivités qui éprouvent de très grandes difficultés dans le recrutement de leur personnel et aussi pour le conserver, alors qu'elles ont à faire face à des tâches toujours plus multiples et complexes. Devant

cette situation injuste aux conséquences alarmantes, il lui demande, 1° quelles mesures il compte prendre : a) pour revaloriser d'urgence le classement indiciaire de l'ensemble des emplois communaux, compte tenu des décisions adoptées à l'unanimité par la commission paritaire nationale ; b) pour réaliser complètement la réforme des catégories C et D pour tous les emplois communaux intéressés ; 2° s'il n'envisage pas en particulier, comme il serait juste, logique et nécessaire, d'user des prérogatives que lui confère la loi du 28 avril 1962 modifiée, afin de faire appliquer les décisions susvisées de la commission paritaire nationale.

1021. — 7 février 1963. — **M. Emile-Pierre Halbout** expose à **M. le ministre du travail** le cas d'un ouvrier travaillant dans une mine de fer, qui, en plus de son activité salariée, exploite depuis dix-huit mois une terre d'une superficie de quatre hectares cinquante ares. L'intéressé s'est vu refuser par la caisse de sécurité sociale des mines l'attribution des prestations d'assurance maladie pour sa femme. Il lui demande s'il n'y a pas contradiction entre cette décision de la caisse et la jurisprudence de la cour de cassation, qui estime que « la coopération de l'un des époux à l'accroissement des biens communs ne constitue pas, en l'absence de rémunération, l'exercice personnel d'une activité professionnelle au sens de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale ».

1022. — 7 février 1963. — **M. Waldeck Rochet** expose à **M. le ministre de l'Industrie** qu'en raison de la pénurie de charbon et de fuel, des basses températures enregistrées dans leur logement, de nombreuses familles de salariés ainsi que des personnes âgées, malades ou infirmes, ont dû recourir exceptionnellement, pendant la période de grand froid, au chauffage au gaz ou à l'électricité. Il s'ensuit que les consommations relevées récemment chez les intéressés par les services d'Electricité de France et de Gaz de France marquent une progression très importante par rapport à la consommation habituelle. Ce sont donc des quittances atteignant parfois plusieurs dizaines de milliers d'anciens francs qui leur sont présentées au paiement en mars et en avril. Or, par suite de la modicité des ressources des personnes âgées, malades ou infirmes, de l'insuffisance du pouvoir d'achat des salaires et des traitements, des dépenses supplémentaires de tous ordres qu'a entraînées la rigueur de l'hiver, beaucoup d'entre eux se trouveront dans l'impossibilité d'acquitter des sommes aussi élevées, avec comme conséquence la cessation de la fourniture de gaz et de l'électricité. Le Gouvernement se doit de tenir compte d'une situation dont il porte la responsabilité par suite de sa carence en matière d'approvisionnement en charbon et en fuel, et de prendre des mesures en conséquence. Il lui demande les dispositions envisagées par le Gouvernement : 1° pour mettre en œuvre immédiatement ce qu'il a annoncé dans un communiqué de presse en ce qui concerne la fourniture gratuite de gaz et d'électricité pour les trois premiers mois de l'année 1963 aux personnes économiquement faibles ; 2° pour prendre en charge les dépenses de gaz et d'électricité afférentes aux mois de décembre 1962, janvier et février 1963, des personnes n'utilisant pas habituellement le chauffage au gaz ou à l'électricité : a) à concurrence de 75 p. 100 lorsque celles-ci n'ont pas été imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques en 1962 ; b) à concurrence de 50 p. 100 pour celles dont le revenu imposable en 1962 à l'impôt sur le revenu des personnes physiques a été inférieur à 1.300.000 anciens francs.

1023. — 7 février 1963. — **M. Radlus** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que la loi-cadre du 2 août 1961, relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs, bien que posant des principes d'action, est restée jusqu'à ce jour, c'est-à-dire plus de dix-huit mois après sa promulgation, pratiquement inopérante. Cela est dû au fait qu'aucun décret d'application n'est encore intervenu, de sorte que les organismes déjà créés ou à créer pour s'attaquer à la pollution de l'air sont menacés d'inefficacité. Il lui rappelle que, sous l'égide du Conseil de l'Europe, une conférence européenne sur la pollution de l'air doit se tenir à Strasbourg en décembre prochain. Notre pays devant occuper sa place à cette manifestation, il est nécessaire de faire cesser le plus rapidement possible l'état de carence dans lequel cette question est actuellement laissée par les ministères intéressés. Il lui demande si et pour quelle date la publication du règlement d'administration publique peut être espérée.

1024. — 7 février 1963. — **M. Joseph Rivière**, se référant à la réponse donnée par **M. le ministre des finances et des affaires économiques** à sa question écrite n° 15791 (*Journal officiel*, débats A. N. du 14 juillet 1962), lui expose que cette réponse n'apporte aucun apaisement aux boulangers qui se trouvent placés devant des difficultés très grandes en ce qui concerne le stockage des farines provenant de la mouture des blés d'échange. Il insiste sur le fait que depuis la publication du décret du 31 juillet 1939 les conditions de travail ont considérablement évolué. En 1939, il existait dans chaque commune un petit moulin qui fabriquait la farine pour toute la population (farine d'échange et farine de commerce) et procédait à la mouture pour le bétail de toutes les céréales récoltées dans le pays. A l'heure actuelle, ces petits moulins tendent à disparaître. Parallèlement les méthodes de travail des bénéficiaires de l'échange ont été modifiées, et pour gagner du temps les intéressés expédient aux moulins, parfois éloignés, non plus seulement quelques sacs de blé, mais toute la quantité utile à l'approvisionnement de la famille pendant une longue période. Par suite d'une tradition plus forte que tous les règlements, le producteur échan-

giste va décharger sa farine en bloc chez le boulanger. Ce dernier devrait se conformer à la réglementation en refusant de recevoir d'aussi fortes quantités en une seule livraison. Mais un commerçant peut difficilement prendre à l'égard de son client une attitude aussi rigide en se prévalant au surplus de textes officiels aussi mal adaptés aux circonstances présentes que le sont les dispositions du décret du 31 juillet 1939. Il lui demande si, dans ces conditions, il ne lui apparaît pas indispensable d'apporter à cette réglementation toutes modifications utiles, afin que les boulangers soient autorisés à panifier les farines des échangistes au moment où ils en reçoivent des livraisons importantes, sans avoir à rétablir immédiatement l'équilibre de son stock par l'achat de farine de commerce, ce stockage pléthorique constituant une véritable gêne pour le boulanger de campagne.

1025. — 7 février 1963. — **M. Chazalon** expose à **M. le ministre du travail** que, conformément à l'article 3 du livre 1^{er} du code du travail, l'acte d'apprentissage est établi en tenant compte des usages et des coutumes de la profession et sous le contrôle et la garantie des associations professionnelles en vue de l'apprentissage. Au cours d'une réunion en date du 16 septembre 1958 de la commission paritaire d'apprentissage, les membres employeurs et salariés ont donné leur accord à la conclusion de contrats de vendeuses dans les conditions suivantes : 1° durée du contrat : un an si l'apprenti a dix-sept ans et plus, deux ans dans le cas contraire ; 2° l'employeur doit s'engager à faire inscrire son apprenti aux cours professionnels organisés par la chambre de commerce ; 3° la rémunération mensuelle en fin de contrat doit atteindre 90 F. Un père de famille a conclu sur ces bases, pour une durée de deux ans, un contrat d'apprentissage de vendeuse dans un commerce de détail non alimentaire, pour sa fille âgée de moins de dix-sept ans. Le conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales, après avis de sa commission d'apprentissage, a estimé que le contrat ne pouvait être retenu que pour un an, en ce qui concerne l'attribution des prestations familiales et, en conséquence, il a supprimé ses prestations à la date du 31 octobre 1962. Il lui demande si la caisse d'allocations familiales a le droit ainsi que les moyens professionnels suffisants d'apprécier la validité d'un contrat d'apprentissage et, dans la négative, quelles sont les voies de recours dont dispose l'intéressé pour obtenir le rétablissement des prestations.

1026. — 7 février 1963. — **M. Charles Germain** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'en 1945 certains professeurs techniques adjoints de lycées, particulièrement bien notés, ont été nommés à des postes de directeurs de centres d'apprentissage avec la garantie d'un traitement au moins égal à celui de leur catégorie. C'est ainsi que, les traitements des directeurs des centres d'apprentissage étant alors légèrement inférieurs à ceux des professeurs techniques adjoints, une indemnité compensatrice leur a été versée. Par la suite, ces fonctionnaires ont été intégrés dans le cadre des directeurs de collèges d'enseignement technique, dont les traitements étaient à l'époque de l'intégration assimilés à ceux des professeurs techniques adjoints de lycée. Actuellement les professeurs techniques adjoints des lycées ont bénéficié d'une revalorisation indiciaire. Il lui demande quelles mesures sont envisagées à l'égard des professeurs techniques adjoints des lycées promus en 1945 au rang de directeurs de centres d'apprentissage et depuis lors intégrés dans le cadre des directeurs de collèges d'enseignement technique, afin que ceux-ci ne se trouvent pas dans une situation défavorisée par rapport à celle dont ils bénéficieraient s'il n'avaient pas accepté d'accéder au poste de directeur de centre d'apprentissage et d'assumer ainsi des responsabilités plus importantes.

1027. — 7 février 1963. — **M. Regaudie** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que les adhérents de la C. A. M. R. attendent depuis de nombreuses années la réforme de cette caisse. Il lui demande si, à cette occasion, il envisage de faire prendre en compte, pour le calcul de la retraite, l'année de stage et le temps passé par les intéressés sous les drapeaux.

1028. — 7 février 1963. — **M. Barberot** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, concernant les agents contractuels de l'Etat et, en particulier, ceux qui sont affectés à la direction générale des impôts : 1° si ces agents ont droit aux indemnités allouées aux fonctionnaires titulaires ; 2° en cas de congé pour maladie, s'ils peuvent, comme les fonctionnaires titulaires, percevoir l'intégralité de leur traitement pendant une période déterminée.

1029. — 7 février 1963. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'au moment-même où **M. le ministre de l'Industrie** prodiguait à la radio des déclarations rassurantes sur l'approvisionnement en charbon et en fuel, des informations précises provenant de nombreux départements sur la situation du chauffage dans les établissements publics contredisaient formellement ses affirmations. C'est ainsi que les autorités administratives du canton d'Aulnay-sous-Bois (Seine-et-Oise) ont, dans une circulaire, fait connaître le plan suivant, qu'on ne peut que qualifier de plan de détresse : 1° jusqu'à nouvel ordre et au moins pendant la semaine du 4 au 10 février 1963, il est possible d'assurer le chauffage des locaux qui bénéficient d'installations utilisant le mazout (température garantie de 10 à 12 degrés) ; 2° dans toutes les écoles dont les installations de chauffage utilisent le charbon l'état des stocks et les difficultés de réapprovisionnement obligent à adopter les dispositifs antigel. En conséquence, le débit des chau-

dières sera réglé de façon à assurer dans les locaux une température de 4 à 5 degrés seulement. Il lui demande : 1° s'il considère comme normal que des classes soient chauffées à une température atteignant celle définie dans le plan ci-dessus ; 2° à la suite de quelles carences l'approvisionnement en charbon et en fuel n'a pu être satisfaisant dans les écoles du canton d'Aulnay-sous-Bois.

1030. — 7 février 1963. M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'Industrie qu'au moment-même où il prodiguait à la radio des déclarations rassurantes sur l'approvisionnement en charbon et en fuel, des informations précises provenant de nombreux départements sur la situation du chauffage dans les établissements publics contredisaient formellement ses affirmations. C'est ainsi que les autorités administratives du canton d'Aulnay-sous-Bois (Seine-et-Oise) ont, dans une circulaire, fait connaître le plan suivant, qu'on ne peut que qualifier de plan de détresse : 1° jusqu'à nouvel ordre et au moins pendant la semaine du 4 au 10 février 1963, il est possible d'assurer le chauffage des locaux qui bénéficient d'installations utilisant le mazout (température garantie de 10 à 12 degrés) ; 2° dans toutes les écoles dont les installations de chauffage utilisent le charbon en grain, l'état des stocks et les difficultés de réapprovisionnement obligent à adopter les dispositifs antigel. En conséquence, le débit des chaudières sera réglé de façon à assurer dans les locaux une température de 4 à 5 degrés seulement. Il lui demande : 1° s'il considère comme normal que des classes soient chauffées à une température atteignant celle définie dans le plan ci-dessus ; 2° à la suite de quelles carences l'approvisionnement en charbon et en fuel n'a pu être satisfaisant dans les écoles du canton d'Aulnay-sous-Bois.

1031. — 7 février 1963. — M. Canca attire l'attention de M. le ministre de la construction sur les perturbations qui ne manqueraient pas de se produire si les effectifs du personnel étaient encore réduits dans ses services de la direction départementale de la Seine-Maritime. En effet, la situation actuelle dans l'arrondissement du Havre est la suivante : 1° l'état d'avancement de la liquidation atteint seulement 55 p. 100 (environ 4.800 comptes liquidés sur un total de 8.900) ; 2° de nombreuses études techniques doivent être reprises, notamment en matière de fondations spéciales si importantes au Havre ; 3° des dossiers de dommage de guerre clos par classement sont à rouvrir à la suite de la loi de finances ; 4° des programmes nouveaux seront engagés et des paiements importants seront opérés en 1963 ; 5° il reste enfin dans l'arrondissement du Havre environ 2.600 logements de construction provisoire dont l'entretien incombe à son administration. L'effectif du personnel de l'arrondissement a déjà été réduit en 1962 d'une vingtaine d'agents. Il est actuellement inférieur à soixante. La nouvelle réduction qui est envisagée porterait un grave préjudice aux sinistrés aussi bien qu'au personnel en fonction. Eu égard à la valeur reconnue des agents temporaires, de leur ancienneté généralement supérieure à dix-sept ans et de l'importance des tâches permanentes, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin : 1° de ne procéder à aucun licenciement ou mutation autoritaire tant que les effectifs n'auront pas fait l'objet d'une révision tenant compte des besoins réels ; 2° d'intégrer des temporaires par voie de reclassement au ministère de la construction dans les postes de titulaires vacants. Cette solution a déjà été adoptée dans le cadre des vérificateurs techniques. Le ministère sera amené, dans un bref délai, par suite de départs à la retraite, à recruter du personnel à l'extérieur. Il serait équitable que ce recrutement s'opère d'abord parmi un personnel qui, durant dix-sept ans, a donné pleine satisfaction ; 3° de créer des postes de contractuels réservés aux agents les plus âgés pour leur permettre d'atteindre la limite d'âge ; 4° de reclasser sur place dans d'autres administrations des agents appartenant aux petites catégories, conformément aux dispositions du décret du 15 juin 1960.

1032. — 7 février 1963. — M. Cornette expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les agents de l'éducation nationale ont, à juste titre, réclamé l'application du statut unique qui leur a été promis, et une révision de leur classement indiciaire ; que dans l'attente de ces réformes ils ont demandé l'attribution d'un acompte mensuel de 60 francs et la création de nouveaux postes nécessités par l'accroissement des tâches. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications de ces personnels.

1033. — 7 février 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société anonyme immobilière qui provient de la scission d'une société commerciale ne peut pas bénéficier des dispositions de l'article 47 (2° alinéa) de la loi du 28 décembre 1959 lorsque la scission a été placée sous le régime d'exonération prévu en matière d'impôt sur les sociétés par l'article 210 du code général des impôts (réponses aux questions écrites n° 4507, 6450 et 14383) Il lui demande : 1° si le bénéfice des dispositions en cause peut être demandé, toutes autres conditions étant habituellement remplies, lorsque la scission a été placée sous le régime de droit commun prévu à l'article 219 (3° alinéa) du code général des impôts ; 2° dans l'affirmative, si la fraction de la réserve de réévaluation qui doit être considérée comme incluse dans le capital de la société est la réserve de réévaluation correspondant à l'immeuble apporté à ladite société, majorée, le cas échéant, d'une fraction propor-

tionnelle de la réserve de réévaluation afférente aux éléments aliénés avant la scission ou une fraction proportionnelle de la totalité de la réserve de réévaluation qui existait au dernier bilan avant la scission.

1034. — 7 février 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société A... a effectué, au profit d'une société B..., un apport partiel d'actif, l'opération ayant été placée sous le régime des fusions. Avant qu'elle ait réparti entre ses actionnaires les actions reçues de la société B..., la société A... a fait apport de tout son actif, à titre de fusion, à la société Y..., laquelle envisage de procéder à la répartition des actions de la société B..., comprises dans l'apport dont elle a bénéficié. Il lui demande si la société Y... pourra bien, comme il le semble, effectuer cette répartition en franchise d'impôt, dans les mêmes conditions que la société A..., aux droits de laquelle elle a été substituée.

1035. — 7 février 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que selon la circulaire n° 2267 du 18 mai 1951, page 9, les sociétés qui possèdent des immeubles neufs entrant dans le champ d'application de l'article 210 ter du code général des impôts peuvent pratiquement déterminer leur bénéfice fiscal en retranchant de leur résultat comptable une somme égale à 25 p. 100 du montant des recettes provenant de la partie de ces immeubles bénéficiant de l'exonération ci-dessus. Il lui demande s'il peut lui confirmer que cette règle pratique peut être appliquée par une association passible de l'impôt sur les sociétés en vertu de l'article 206-5 du code général des impôts et que, par suite, une telle collectivité peut calculer son bénéfice fiscal en retranchant de ses revenus fonciers déterminés en faisant état de la totalité des recettes et de l'intégralité des dépenses, sans distinction entre les parties affectées à l'habitation, qui sont exonérées, et les parties commerciales non exonérées, une somme égale à 25 p. 100 des recettes provenant des parties exonérées, et cela quel que soit le résultat, positif ou négatif, obtenu.

1036. — 7 février 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société a racheté une partie de ses propres parts bénéficiaires et les a conservés dans son portefeuille sans les annuler. Les dividendes afférents à ces parts sont naturellement gardés par la société qui débite simplement le compte « Résultats à répartir », par le crédit du compte « Pertes et profits », de l'exercice au cours duquel la répartition intervient, d'une somme égale au montant des dividendes revenant aux parts rachetées. Il lui demande si, pour le calcul de son bénéfice fiscal, la société considérée peut retrancher de son bénéfice comptable le montant de ces dividendes, qui y sont compris, dès lors que l'actif net de la société ne se trouve nullement augmenté et qu'aucun prélèvement n'est effectué par les associés, de telle sorte qu'il n'apparaît pas de bénéfice taxable au sens de l'article 39-2 du code général des impôts.

1037. — 7 février 1963. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société régie par la loi du 28 juin 1938 va acquérir un terrain, actuellement recouvert de bâtiments affectés à un usage commercial et acquis depuis moins de sept ans. Ces bâtiments seront démolis et la société édifiera à la place un immeuble qui comportera uniquement des bureaux. Il lui demande si l'engagement pris par l'acquéreur de maintenir au terrain son affectation commerciale pourra être considéré comme respecté : 1° si tous les bureaux sont occupés par des sociétés ou des entreprises exerçant une activité industrielle ou commerciale ; 2° si certains des bureaux sont occupés par des personnes exerçant une profession libérale. Etant donné que, pour l'application des tarifs réduits prévus pour les acquisitions de terrains, les locaux occupés par un médecin, un architecte ou un avocat sont assimilés aux locaux commerciaux, il semblerait logique d'adopter la même assimilation pour l'application du prélèvement de 25 p. 100 institué par la loi de finances du 21 décembre 1961.

1038. — 7 février 1963. — M. Weber attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les difficultés de trésorerie rencontrées par un nombre important d'artisans du bâtiment, des maçons en particulier, qui, du fait des intempéries et de la période prolongée de gel, ont été dans l'impossibilité de travailler. Il lui demande s'il envisage de leur accorder des délais de paiement pour les impôts dont ils sont redevables, notamment en ce qui concerne le règlement du premier tiers provisionnel.

1039. — 7 février 1963. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les ascendants de militaires décédés des suites de blessures reçues ou de maladies contractées en service commandé ont droit à pension s'ils justifient, entre autres conditions, que leurs revenus imposables à l'impôt unique sur le revenu des personnes physiques n'excèdent pas une somme égale, par part de revenu au sens des articles 194 et 195 du code général des impôts, à celle en deçà de laquelle aucune cotisation n'est perçue en ce qui concerne les bénéficiaires des revenus du travail salarié (réf. : art. L. 67 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre). Il lui demande si une ascendante, dont les revenus impo-

sables au titre de l'année 1961 s'élevaient à 4.472 francs, se décomposant comme suit : revenus des propriétés bâties : 1.523 francs ; pension de réversion de fonctionnaire : 2.949 francs, et qui est imposée sur le revenu des personnes physiques pour une somme de 109,50 francs du fait de ses revenus immobiliers, peut prétendre au maintien de sa pension. Il est à noter que si ses revenus avaient eu pour origine sa seule pension, elle n'aurait pas été imposée étant légalement bénéficiaire d'un abattement à la base d'une part et demie.

1040. — 7 février 1963. — M. Roger Evrard appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation financière des caisses régionales de chômage et intempéries résultant de la période de froid exceptionnel qui sévit actuellement sur notre pays. En effet les entreprises des travaux publics et du bâtiment ainsi que les ouvriers craignent que ces caisses ne puissent faire face aux règlements qu'elles ont à assumer en raison de cette situation. Il lui demande si l'Etat peut garantir les paiements que ces caisses seront appelées à effectuer.

1041. — 7 février 1963. — M. Roger Evrard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation financière particulièrement critique dans laquelle vont se trouver les entreprises des travaux publics et du bâtiment touchées par la période de froid exceptionnellement longue. En effet, du fait de la période d'arrêt ou de ralentissement de leur activité, ces entreprises ont été obligées, d'une part, de faire l'avance de fonds au titre du « chômage et intempéries » ; d'autre part, elle ne peuvent présenter de « situations mensuelles » de travaux à leurs clients, et en particulier à l'Etat. Il lui demande s'il compte faire en sorte : 1° que des instructions soient données à la Banque de France pour examiner avec toute la bienveillance souhaitable les cas des entreprises ainsi touchées ; 2° que des avances sur travaux de l'Etat soient consenties après accord et visa des services accrédités (ponts et chaussées, génie rural, etc.) ; 3° que des délais de paiement soient accordés pour le versement des cotisations relevant de la sécurité sociale et des allocations familiales.

1042. — 7 février 1963. — M. André Halbout attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les contribuables qui devaient remettre à l'administration fiscale, avant le 1^{er} février 1963, leur déclaration et dont les comptables qui n'ont pu se déplacer aussi rapidement qu'ils le voulaient en raison des circonstances atmosphériques ont été, de ce fait, dans l'impossibilité de faire à temps les travaux qu'elle exigeait. Il lui demande s'il envisage de donner des instructions pour qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre de ces contribuables n'ayant pu présenter ladite déclaration dans le délai prescrit.

1043. — 7 février 1963. — M. Grussenmeyer demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui faire connaître l'avenir réservé aux professeurs qui, chargés de cours agricoles, enseignent actuellement dans les cours post-scalaires agricoles. Il lui demande en particulier si les intéressés auront, lors de la mise en place des établissements d'enseignement agricole, la possibilité d'exercer dans les collèges d'enseignement général ou dans les collèges agricoles.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

316. — M. Radius demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement français, qui a signé le 21 mai 1962 l'accord créant le centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes, envisage de faire ratifier cet accord prochainement par le Parlement. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — L'accord portant création du centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes a été signé à Paris le 21 mai 1962. Le ministère des affaires étrangères a depuis cette date engagé la procédure préliminaire à l'approbation de cet accord qui sera soumis prochainement au Parlement, conformément aux dispositions de l'article 53 de la Constitution.

AFFAIRES ALGERIENNES

210. — M. Dejean attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes sur la situation des médecins de l'assistance médicale en Algérie, qui totalisent maintenant vingt à trente années de services comptant pour la retraite en qualité de fonctionnaires relevant de la direction de la santé de l'ancien gouvernement général. Il lui demande : 1° quelle autorité liquidera les droits à pension de ceux d'entre eux qui sont repelés en métropole et sur quel budget, français ou algérien, seront payés les arrérages des pensions ; 2° si l'ordonnance du 30 mai 1962 sur les fonctionnaires de l'Etat pourra leur être appliquée en vue de l'attribution éventuelle d'une retraite proportionnelle ; 3° au cas où l'administration algérienne ne prendrait pas ces fonctionnaires en charge, quelles dispositions ont été prises pour transférer leurs dossiers en France, tendant à leur mise à la disposition du ministère de la santé publique et de la population. (Question du 20 décembre 1962.)

Réponse. — 1° Comme l'ensemble des fonctionnaires et agents titulaires des corps d'Algérie et du Sahara et par application de l'ordonnance n° 62-401 du 11 avril 1962, article 1^{er}, les médecins de l'assistance médico-sociale de l'Algérie doivent être intégrés dans un cadre d'Etat et cette intégration aura notamment pour conséquence de placer les intéressés sous le régime général des retraites dans les mêmes conditions que tous les fonctionnaires de l'Etat ; 2° l'ordonnance du 30 mai 1962 ne prévoit que trois formules de dégageant des cadres : a) le congé spécial ; b) l'admission à la retraite d'ancienneté anticipée avec bonification d'annuités et jouissance immédiate sous réserve de remplir les conditions pour pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté ; c) la radiation des cadres sans pension, mais avec octroi d'une indemnité. Ces trois formules sont en principe applicables aux médecins de l'assistance médico-sociale d'Algérie. En matière de droit à pension proportionnelle les intéressés seront après intégration soumis aux règles applicables à tous les fonctionnaires de l'Etat, et prévues au code des pensions ; 3° en vue de l'intégration dans un cadre d'Etat, les dossiers individuels des intéressés seront transférés au ministère de la santé publique et de la population, par les soins de l'ambassade de France à Alger qui a été invitée à rassembler tous les dossiers des fonctionnaires ayant appartenu aux anciens cadres de l'Algérie.

307. — M. Weinman signale à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes que le troisième trimestre des retraites des pensionnés dépendant de la caisse générale des retraites de l'Algérie n'a pas été versé par celle-ci. Un certain nombre de rapatriés dont les ressources étaient constituées par leur pension, et qui ne sont pas considérés comme pensionnés de l'Etat français, la caisse en cause se trouvant placée sous l'autorité de l'Etat algérien, sont, de ce fait, dans une situation économique très difficile, s'agissant pour la plupart de personnes âgées. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que le paiement des retraites soit repris le plus rapidement possible, l'Etat français se substituant au besoin à l'Etat algérien en cas de défaillance de celui-ci. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — Si les faits signalés par l'honorable parlementaire ne présentent pas un caractère de généralité, il est cependant exact qu'un nombre important de rapatriés n'ont pas perçu leur pension à son échéance normale et que des droits sont restés non honorés. Sur cette question il convient de rappeler que, conformément à l'article 15 de la déclaration de principe du 19 mars 1962, relative à la coopération économique et financière « sont garantis les droits acquis à la date de l'autodétermination en matière de pension ou d'invalidité auprès d'organismes algériens ». Le Gouvernement français est donc en droit de penser que les autorités algériennes sont engagées à tout mettre en œuvre pour que les garanties susvisées soient normalement honorées. L'expérience de la fin de l'an dernier ayant toutefois démontré que des retards particulièrement préjudiciables aux intéressés étaient déjà survenus, le Gouvernement est bien décidé à apporter une attention toute particulière à ce problème. D'ores et déjà des études sont activement poussées entre les différents ministères français compétents pour rechercher les moyens de garantir les droits des intéressés, au besoin, si cela s'avérait nécessaire, au moyen d'une prise en charge assurée par la France. Il sera fait part à l'honorable parlementaire des mesures pratiques qui seront adoptées à cet effet.

312. — M. Davoust expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes que plusieurs milliers d'enseignants français sont actuellement en poste sur le territoire de la République algérienne et que, par leur dévouement et leur abnégation, ils montrent aux populations musulmanes le visage humain et pacifique de notre pays et constituent un élément essentiel de la coopération qui s'amorce. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour assurer à ce personnel enseignant en Algérie la situation matérielle et morale qui leur est due. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes se félicite de l'occasion qui lui est donnée de rendre une nouvelle fois hommage aux qualités de dévouement et d'abnégation dont font preuve des milliers d'enseignants français actuellement en service en Algérie. Le souci constant du Gouvernement a été et demeure d'assurer à l'ensemble de ces personnels, qu'ils appartiennent aux établissements relevant de l'office universitaire et culturel français ou au secteur de la coopération culturelle, des garanties morales et matérielles. Ces préoccupations ont, à l'origine, inspiré les protocoles conclus le 28 août 1962 et des dispositions complémentaires prises depuis cette date. En ce qui concerne les fonctionnaires et agents non titulaires servant au titre de la coopération culturelle et sans reprendre dans le détail les mesures prévues dans les textes des protocoles qui figurent au Journal officiel de la République française du 30 août 1962, il faut retenir que ces agents bénéficient : 1° des libertés et franchise universitaires ; 2° des vacances scolaires normales ; 3° du repos dominical ; 4° des congés nécessaires en vue de participer aux concours universitaires ; 5° de congés de maladie ; 6° de congés de maternité. Par ailleurs, ils sont inspectés par les autorités françaises et algériennes normalement habilitées en vue de leur assurer, dans leur cadre d'origine, le respect de leurs droits et intérêts de carrière. Les enseignants régis par le protocole cité ne peuvent faire l'objet d'une mutation comportant changement de résidence sans leur consentement exprimé par écrit. Par ailleurs, ils ne peuvent encourir d'autres sanctions administratives que la remise motivée à la disposition du Gouvernement français. En outre, dans le cadre de la coopération culturelle, le régime des traitements et des indemnités des enseignants s'analyse de la façon suivante : A. — Sont à la charge de l'Etat algérien : 1° le traitement ; 2° les

indemnités générales et particulières (permanentes et occasionnelles); 3° les prestations familiales. B. — Sont à la charge du Gouvernement français: 1° pour un engagement de deux ans: a) une prime mensuelle de coopération technique représentant 20 p. 100 du traitement de base; b) une prime de départ égale à quatre mois de traitement de base; c) plus un mois pour l'agent marié; d) plus un mois par enfant à charge; e) enfin, une prime complémentaire de 10 p. 100 du traitement de base perçu pendant les deux années, celle-ci étant payée à l'expiration du contrat de deux ans; 2° pour un engagement d'un an: a) la prime mensuelle de coopération technique de 20 p. 100; b) la moitié de la prime de départ ci-dessus. Il faut noter, par ailleurs, que l'agent a droit pour se rendre de sa résidence à son lieu d'affectation: 1° au remboursement des frais de transport pour lui-même, son conjoint et ses enfants; 2° au remboursement des frais de transport, d'emballage et d'assurance de son mobilier sur production de facture et selon un plafond fixé. Il faut, enfin, préciser qu'à l'expiration du contrat, les agents recrutés postérieurement au 1^{er} juillet 1962 ont droit au remboursement des frais de transports et de rapatriement. Dans un souci de simplification et pour éviter toutes difficultés liées à la dualité des services chargés d'une part du paiement des traitements et, d'autre part, des avances et primes de coopération, il vient d'être décidé en accord avec les représentants du Gouvernement algérien que la France assurera le paiement de la totalité des sommes dues, des règlements globaux intervenant mensuellement entre les Trésors intéressés.

528 — M. Moynet demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes quelles démarches ont été entreprises par le Gouvernement pour se préoccuper du sort des quelque trois mille personnes enlevées en Algérie depuis mars 1962. Il souhaiterait savoir, notamment, si des camps existent toujours en Algérie, et le résultat des enquêtes qui auraient pu être menées à ce sujet. (Question du 14 janvier 1963.)

Réponse. — Le sort des Français disparus ou victimes d'enlèvements en Algérie ainsi que celui des suppléants de l'armée française n'a cessé de faire l'objet de démarches pressantes du Gouvernement français. Ces questions ont notamment été au centre de conversations menées à Alger du 22 au 26 janvier par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes. Les décisions arrêtées d'un commun accord entre les deux gouvernements ont pour objet de mettre fin aussi rapidement que possible à ces douloureux problèmes. La Croix-Rouge internationale va être appelée à jouer un rôle capital dans les recherches envisagées. Le Gouvernement algérien s'est engagé à lui faciliter sa tâche par tous les moyens à sa disposition. Les divers camps de détention possibles ont été signalés au Gouvernement algérien qui se livre actuellement à des vérifications très serrées sur toutes les informations qui lui sont apportées.

566. — M. Duviillard expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes le douloureux problème des nombreux Français qui ont été arrêtés après la proclamation de l'indépendance algérienne et qui se trouvent encore internés dans des camps. Il lui demande: 1° quelles sont les mesures qu'a prises, ou qu'envisage de prendre, le Gouvernement pour mettre rapidement fin à la situation de nos malheureux compatriotes; 2° s'il est au courant du sort réservé à ceux qui sont ou qui ont été détenus, à raison de 1.500 à 2.000, par la villaya IV aux environs de Tilsit-sur-Mer. (Question du 16 janvier 1963.)

Réponse. — Le sort des Français disparus ou victimes d'enlèvements en Algérie ainsi que celui des suppléants de l'armée française n'a cessé de faire l'objet de démarches pressantes du Gouvernement français. Ces questions ont notamment été au centre des conversations menées à Alger du 22 au 26 janvier par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes. Les décisions arrêtées d'un commun accord entre les deux gouvernements ont pour objet de mettre fin aussi rapidement que possible à ces douloureux problèmes. La Croix-Rouge internationale va être appelée à jouer un rôle capital dans les recherches envisagées. Le Gouvernement algérien s'est engagé à lui faciliter sa tâche par tous les moyens à sa disposition. Les divers camps de détention possibles ont été signalés au Gouvernement algérien qui se livre actuellement à des vérifications très serrées sur toutes les informations qui lui sont apportées.

EDUCATION NATIONALE

143. — M. Feix expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la circulaire du 28 septembre 1962 (organisation scolaire, bureau 01), ayant pour objet l'application du décret n° 62-375 du 2 avril 1962 relatif aux transports scolaires, soulève à juste titre les protestations de nombreuses associations de parents d'élèves, dont celle de l'association de parents d'élèves du lycée technique nationalisé et du collège d'enseignement technique jumelé d'Argenteuil (Seine-et-Oise). En effet, ladite circulaire accorde pour la campagne 1962-1963 la priorité absolue au financement des circuits spéciaux (transports du type A) et prescrit que les subventions allouées au titre des transports scolaires effectués par les services réguliers (transports du type B) ne pourront être payés que dans la limite des crédits restant disponibles après financement des circuits spéciaux. Il lui demande: 1° les raisons pour lesquelles: a) il n'a pas prévu dans son budget les crédits nécessaires au financement des transports scolaires, qu'ils soient du type A ou du type B; b) il a accordé une priorité absolue aux circuits spéciaux; c) il a établi une discrimination entre les élèves résidant en zone

rurale et les élèves résidant en zone urbaine; 2° le nombre des circuits spéciaux destinés au transport: a) des élèves fréquentant des établissements publics; b) des élèves fréquentant des établissements privés, confessionnels ou non; 3° pour chacune de ces deux catégories le nombre d'élèves empruntant ces circuits et bénéficiant de la subvention de transport scolaire; 4° le nombre d'élèves, fréquentant des établissements publics, ayant sollicité en vain une subvention au titre des transports scolaires du type B. (Question du 18 décembre 1962.)

Réponse. — 1° Les services de transports scolaires ont pris, à la rentrée 1962, une extension considérable, qu'il était impossible de prévoir au moment de l'élaboration des demandes de crédits pour 1963. L'arrivée des dossiers d'agrément de circuits à partir du 15 juillet a permis de constater ce mouvement croissant et dès septembre, à la suite d'une enquête générale sur les prévisions de fonctionnement des transports scolaires pour l'année 1962-1963, les besoins en crédits supplémentaires ont pu être chiffrés et transmis aux finances. L'intervention du décret du 2 avril 1962, qui, tout en limitant l'octroi de subventions pour transports aux disponibilités budgétaires, en a très largement étendu le nombre des bénéficiaires possibles, a contribué à accroître les dépenses sans qu'aucun crédit supplémentaire ait été encore inscrit, pour son application. 2° La priorité absolue accordée aux circuits spéciaux s'explique par l'insuffisance des crédits destinés aux transports scolaires, entraînant la nécessité de déterminer certains critères. Les circuits spéciaux doivent être, en règle générale, organisés partout où l'insuffisance ou l'absence de transports normaux prive les élèves résidant à l'écart des zones d'implantation d'établissements scolaires, des possibilités de suivre l'enseignement souhaité. Les organisateurs de circuits spéciaux n'ont d'autre ressource que les subventions de l'Etat et des collectivités locales. Les circuits spéciaux sont par ailleurs agréés par le préfet ou le ministre, cet agrément valant engagement de subvention. Il n'est donc pas possible de limiter le financement de cette catégorie de transports, pour laquelle des engagements formels ont été pris, et qui répondent aux objectifs de démocratisation de l'enseignement, particulièrement en milieu rural, poursuivis par l'éducation nationale. Cette priorité n'a d'ailleurs jamais été accordée dans le souci d'exclure tout financement des lignes régulières. Pour le premier trimestre, environ 50 p. 100 des dépenses prévues pour cette catégorie ont pu être couverts, et les crédits supplémentaires promis permettront de faire face à une plus grande part des dépenses. 3° La discrimination entre les élèves résidant en zone rurale et ceux qui résident en zone urbaine est inscrite dans les textes qui régissent les transports scolaires. Les élèves résidant en zone urbaine étaient totalement exclus du bénéfice de subventions pour transport jusqu'à l'intervention du décret du 2 avril 1962. Ce texte étend le bénéfice des subventions aux élèves résidant en zone urbaine à l'extérieur des agglomérations; dans la limite des crédits budgétaires, il n'a pas été encore possible de l'appliquer intégralement. 4° Nombre des circuits spéciaux: 4.144 circuits, transportant 200.000 élèves environ, fonctionnent cette année. En règle générale, les circuits sont organisés pour desservir l'ensemble des établissements situés sur leur parcours, en respectant la règle de fréquentation de l'établissement le plus proche du domicile pour chaque élève. Il n'existe pas de circuits desservant uniquement des établissements privés, à l'exception de quelques établissements placés sous contrat d'association, donc assimilés aux termes de la loi du 31 décembre 1959 aux établissements publics. Il n'est pas possible de donner le nombre des élèves de l'enseignement public et privé transporté avant réception des états de liquidation des dépenses du premier trimestre de l'année scolaire. 5° De même, le nombre des élèves ayant sollicité une subvention au titre des transports scolaires du type B ne pourra être connu qu'après liquidation du premier trimestre de l'année scolaire 1962-1963 et suivant les statistiques fournies par les préfets.

275. — M. François Perrin expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas suivant: Mlle B., licenciée ès lettres, est professeur dans une institution ayant conclu un contrat d'association à compter du 15 septembre 1960. Cette personne a perçu, dans le courant de l'année 1962, son traitement pour la période du 15 septembre 1960 au 31 décembre 1961. Depuis, elle n'a rien perçu au titre de l'année 1962, alors qu'elle aurait dû percevoir au moins 12.000 nouveaux francs. Il lui demande les raisons qui motivent un tel retard dans le règlement des traitements de cette catégorie de professeurs. (Question du 27 décembre 1962.)

Réponse. — Le ministre de l'éducation nationale demande au parlementaire de bien vouloir préciser l'établissement dans lequel Mlle B. exerce ses fonctions afin qu'une enquête sur les raisons motivant les retards signalés puisse être entreprise par ses services dans les meilleurs délais.

298. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, à l'occasion de la poursuite de l'examen du projet de décret relatif au statut particulier de censeurs — corps qui sera nouveau dans les établissements d'enseignement technique (étude qui semble d'ailleurs se prolonger hors prévisions, eu égard notamment à la réponse du 7 avril 1962 parue au Journal officiel, débats Assemblée nationale, à la question n° 14360) — sur les dispositions du décret du 13 février 1963 (et ses compléments) portant règlement des écoles nationales professionnelles, devenues récemment lycées techniques d'Etat, où les personnels titulaires d'E.N.P. actuellement en fonctions n'ont jamais cessé, en fait et en droit, d'avoir les mêmes attributions. Il lui demande, en particulier, si les surveillants généraux d'école nationale professionnelle (mention figurant sur l'arrêté de leur délégation ministérielle), ayant reçu une titularisation à ce titre qui les désigne, en fait et en droit, sans discrimination d'ordre, comme adjoints directs des

chefs d'établissements, pourront, en vertu, par surcroît, des principes figurant dans les textes de la dernière ordonnance ayant trait au statut général de la fonction publique, être régulièrement intégrés dans ce corps nouveau de censeurs après inscription d'office sur une liste d'aptitude, suivie par l'attribution du poste de base, ou de tout autre poste (suivant teneur du décret adopté dans sa forme définitive), de l'avis de la commission administrative paritaire nationale alors compétente. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — Il y a lieu de préciser qu'il n'a jamais existé une catégorie de surveillants généraux d' « école nationale professionnelle ». Dans les écoles nationales professionnelles qui sont devenues lycées techniques d'Etat, on distinguait et on distingue encore, en tenant compte de leurs titres, les surveillants généraux du 1^{er} ordre, pourvus du professorat de l'enseignement technique, et les surveillants généraux du 2^e ordre, qui ne sont pas titulaires du professorat. Seuls les surveillants généraux du 1^{er} ordre pourront éventuellement bénéficier d'une inscription d'office sur une liste d'aptitude aux fonctions de censeur, à la faveur d'un nouveau statut particulier des censeurs.

472. — M. Buot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les fonctionnaires, les professeurs et les professeurs adjoints doivent justifier d'une activité professionnelle dans l'industrie privée d'au moins cinq ans lorsqu'ils font acte de candidature à un emploi dans les établissements de l'enseignement technique. Ils ne peuvent donc guère entrer en fonctions avant leur vingt-neuvième année et, de ce fait, figurent dans les catégories qui subissent l'abattement du sixième pour le calcul de leur retraite. Ces retraites, pour la plupart d'entre eux, ne sont ainsi que de 50 p. 100 à 60 p. 100 du traitement de fin de carrière. Il lui demande s'il ne serait pas équitable, pour ce calcul de retraite, de valider les années passées obligatoirement dans le secteur privé préalablement à leur recrutement, en permettant aux intéressés le rachat des cotisations correspondantes. (Question du 10 janvier 1963.)

Réponse. — Le ministère de l'éducation nationale a pris l'initiative d'un projet de loi autorisant la validation pour la retraite, dans les conditions fixées par le paragraphe 3 de l'article L.8 du code des pensions civiles et militaires de retraite, et jusqu'à concurrence de cinq années, des services accomplis dans leur activité professionnelle, après l'âge de vingt et un ans, par les fonctionnaires du corps enseignant, pour le recrutement desquels des conditions de pratique professionnelle sont exigées. Ce texte n'a pas encore été proposé à la sanction du Parlement, faute d'avoir réuni l'accord des différents ministres cosignataires. Des négociations sont poursuivies par le ministère de l'éducation nationale en vue de l'adoption de cette mesure.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

185. — M. Davoust demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si un receveur municipal peut refuser le paiement d'une dépense votée par le conseil municipal, inscrite au budget, faisant l'objet d'une délibération approuvée par l'autorité de tutelle ; 2° si, à la suite d'un ordre de paiement délivré par le maire, le percepteur peut à nouveau refuser le paiement, en motivant le refus par le fait que la dépense n'est pas prévue par des textes législatifs ou réglementaires précis ; 3° s'il estime qu'il est normal que le maire et l'autorité de tutelle soient impuissants devant de tels faits, alors qu'une lettre du ministre de l'intérieur statuant sur le fait invoqué et estimant le bien fondé de la délibération du conseil municipal a été remise au percepteur et que celui-ci persiste toujours dans son refus de paiement ; 4° sur quels textes le maire peut s'appuyer pour obliger un percepteur à appliquer les instructions ministérielles. (Question du 19 décembre 1962.)

Réponse. — Aux termes de l'article 1000 de l'instruction générale sur la comptabilité publique du 20 juin 1859 (décret du 31 mai 1962, art. 520), un comptable communal doit, sous la sanction de sa responsabilité pécuniaire, refuser le paiement des dépenses en cas d'absence ou d'insuffisance de crédits, d'opposition au paiement dûment signifiée, d'insuffisance des disponibilités communales et d'insuffisance ou d'irrégularité dans les pièces justificatives. En outre, selon l'article 1003 de la même instruction, il doit, s'il craint que l'ordonnateur ait été ou se soit trompé sur la régularité d'une opération, suspendre le paiement. L'inscription de la dépense au budget voté par le conseil municipal, l'approbation de l'autorité de tutelle et le mandatement ne couvrent pas l'irrégularité dont la dépense se trouverait, par ailleurs, entachée. Dans les éventualités évoquées à l'article 1000, l'absence du droit de réquisition rend le refus de paiement insurmontable. Par contre, dans la perspective de l'article 1003, il suffit au maire de confirmer son ordre de payer, sans même avoir à le motiver, pour que la comptable procède, sur le champ, au règlement, la responsabilité de l'opération appartenant alors, s'il y a lieu, à l'ordonnateur. L'existence d'instructions du ministre de l'intérieur, dans le cas signalé par l'honorable parlementaire, laisse supposer qu'il s'agit d'une affaire délicate au sujet de laquelle il serait intéressant que des informations complémentaires puissent être communiquées.

233. — M. Moynet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation d'une entreprise qui exerce l'activité de négociant en gros et qui livre également sur commandes préalables certains articles à des commerçants détaillants appartenant à une chaîne dont elle est elle-même adhérente. Sur

les affaires qu'elle traite en qualité de groupement de fait d'achats en commun, elle acquitte conformément aux dispositions de l'article 1573 (6°) du code général des impôts la taxe locale sur la différence entre son prix d'achat et son prix de vente, différence qui est égale à une cotisation fixe et proportionnelle. Il lui demande si, pour l'application de la règle du prorata finacier prévu aux articles 69 A 2 et 69 F 2 de l'annexe III du code général des impôts, cette entreprise doit retenir pour les affaires traitées au titre de groupement d'achats le montant total du prix réclamé aux maisons ou seulement le montant des cotisations fixes et proportionnelles qui sont seules soumises à la taxe locale. Cette dernière solution semblerait devoir être appliquée puisque, bien que l'article 69 A 2 de l'annexe III du code général des impôts mentionne pour le calcul du rapport les « recettes », l'administration admet les entreprises à retenir les sommes correspondant aux affaires telles qu'elles figurent sur les déclarations mensuelles exception faite pour les affaires taxables à la taxe sur la valeur ajoutée après réfaction. (Question du 21 décembre 1962.)

Réponse. — Dans la mesure où, en sus de ses propres opérations de négoce, l'entreprise visée dans la question assure la gestion d'un véritable groupement d'achats en commun constitué entre commerçants, elle n'est redevable à ce titre de la taxe locale (ou par option de la taxe sur la valeur ajoutée) que selon les modalités prévues à l'article 1573 (6°) citées par l'honorable parlementaire. Dans cette hypothèse, seules les sommes effectivement soumises à l'impôt en vertu dudit article doivent entrer en ligne de compte pour la détermination du pourcentage de déduction financière de cette entreprise, à l'exclusion de celles qui représentent le prix des marchandises livrées aux adhérents du groupement.

JUSTICE

124. — M. Lecocq soumet à l'attention de M. le ministre de la justice la situation suivante. Les loyers commerciaux ne peuvent être augmentés tous les trois ans que si l'indice des prix a varié de plus de 15 p. 100. Or, quand il en est autrement, le propriétaire donne congé pour la première ou la deuxième période d'un bail (3, 6, 9), avec offre d'un nouveau bail pour échapper au droit d'éviction, la variation de l'indice des prix n'intervenant pas pour un nouveau bail. De toute évidence, il s'agit là d'un moyen habile de tourner la loi, afin de la rendre inopérante. Il ne semble pas que telle ait pu être la pensée du législateur et que la volonté de celui-ci ait été d'établir deux poids et deux mesures. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'existe pas une solution susceptible de faire respecter la loi et d'éviter ainsi discussions et procédure. (Question du 18 décembre 1962.)

Réponse. — L'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1960, modifié par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956 restreint pendant le cours du bail les possibilités de révision du montant du loyer. Les dispositions de cet article ne sont pas applicables en cas de renouvellement du bail. La raison en est que le renouvellement d'un bail commercial ne s'opère pas nécessairement aux mêmes clauses et conditions que celles du contrat venu à expiration. Il n'est pas exclu cependant que le bailleur donne congé à l'expiration d'une période triennale dans le seul but d'obtenir une modification du prix du loyer. C'était là sans doute une conséquence prévisible des restrictions édictées par la loi du 12 mars 1956 en matière de révision, mais en l'état actuel de la législation, il n'existe pas de moyen permettant d'éviter de telles dénonciations de bail.

342. — M. Le Gallo demande à M. le ministre de la justice de lui faire connaître : 1° le nombre total de magistrats dépendant de son autorité, en service, à la date du 1^{er} janvier 1963 ; 2° la répartition de ces magistrats (en distinguant ceux du siège et ceux du parquet) suivant les juridictions (cour de cassation, cours d'appel, tribunaux de grande instance, tribunaux d'instance) ou les services (administration centrale du ministère de la justice) ; 3° le nombre de magistrats français en service à la même date : a) en Algérie ; b) en Tunisie ; c) au Maroc ; d) dans les anciens territoires d'outre-mer, pour les magistrats qui relevaient de l'ancien cadre de la France d'outre-mer ; 4° le nombre de magistrats : a) à la suite ; b) en surnombre ; c) en attente d'affectation ; d) en position de détachement. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — 1° Au 1^{er} janvier 1963, 4.195 magistrats étaient en service dans les juridictions de la République et à l'administration centrale. Ce chiffre comprend les magistrats titulaires d'emplois (3.706), les magistrats à la suite (228) et les magistrats en surnombre (261) ; 2° la répartition de ces magistrats est la suivante : cour de cassation : siège, 82, parquet, 36 ; cours d'appel : siège, 559 ; parquet, 202 ; tribunaux de grande instance : siège, 1.694 ; parquet, 684 ; tribunaux d'instance : siège 791 ; territoires d'outre-mer : siège, 31 ; parquet, 15 ; administration centrale : 121 ; soit 3.157 magistrats du siège et 1.038 magistrats affectés au parquet ou à l'administration centrale du ministère de la justice ; 3° A la même date, 135 magistrats servaient en Algérie, 2 en Tunisie, 105 au Maroc et 334 dans les anciens territoires d'outre-mer ayant accès à l'indépendance. Ces 334 magistrats appartenaient à l'ancien cadre d'outre-mer à l'exception de 9, issus de la magistrature métropolitaine ; 4° au 1^{er} janvier 1963, le nombre de magistrats à la suite, servant dans les juridictions de la République, était de 228 et 261 magistrats avaient été nommés en surnombre. A la même date, les magistrats rapatriés n'ayant pas encore reçu d'affectation se répartissaient comme suit : a) magistrats d'Algérie placés en congé d'attente d'affectation : 164 ; b) magistrats d'Algérie maintenus par ordre : 16 ; c) magistrats d'outre-mer maintenus par ordre : 62.

Enfin, le nombre de magistrats en position de détachement — à l'exclusion de ceux servant en Algérie, en Tunisie, au Maroc et dans les anciens territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance — s'élevait à 64.

RAPATRIES

475. — M. Alduy demande à M. le ministre des rapatriés quelles mesures il compte prendre pour régulariser la situation des rapatriés titulaires d'une pension de la caisse générale des retraités en Algérie. En effet, cette caisse ne paie plus les arrérages de pension dus aux retraités, et ne donne aucune suite aux nombreuses réclamations qui lui sont adressées. Les dispositions de l'article 43 de l'instruction F. 1. 32 et n° 46281 du 23 juin 1962 ne peuvent être que provisoires et ne sauraient remplacer le paiement pur et simple des pensions. Ces mesures ne sont d'ailleurs pas applicables aux rapatriés rentrés en métropole avant le 1^{er} juillet 1961 et qui, de ce fait, se trouvent sans aucune ressource. (Question du 10 janvier 1963.)

Réponse. — En réalité, le C. G. R. A. dont relevaient les anciens fonctionnaires de l'Algérie et les collectivités locales algériennes a connu des difficultés de fonctionnement entre mars et octobre 1962, notamment en raison du manque de personnel. Il n'y a donc pas véritablement carence de cet organisme, désormais algérien, qui doit, aux termes des accords d'Evian, continuer à assurer le service des pensions. Dans la plupart des cas en effet, les intéressés, lorsqu'ils ont fait connaître leur nouvelle résidence, ont perçu, du moins à partir d'octobre, les arrérages échus de leur pension. Cependant, et en raison de son régime, cette caisse qui fonctionne selon le système de la répartition, risque prochainement de n'être plus en mesure d'assumer ses obligations. C'est pourquoi notre département, par lettre du 5 octobre 1962 a appelé l'attention du ministère des finances sur cette situation, demandant notamment soit l'institution d'une garantie par l'Etat des pensions ou rentes constituées par les agents français affiliés à la C. G. R. A., soit l'organisation d'un système d'avances sur arrérages échus pour ceux d'entre eux qui ne pourraient obtenir le paiement de leur pension. Dans sa réponse en date du 31 octobre 1962 le ministre des finances s'est borné à indiquer que l'ambassadeur de France à Alger avait été invité à suggérer aux autorités algériennes compétentes une procédure de règlement offrant au Trésor français des garanties suffisantes pour lui permettre d'assurer le paiement, en métropole, des pensions assignées sur l'agent comptable de cet organisme. Ces démarches ne paraissant pas avoir abouti, il paraît nécessaire de proposer au ministère des finances le règlement de ce problème, compte tenu des principes suivants. Il serait souhaitable, en premier lieu, de ne pas attendre le règlement financier du problème — susceptible d'être négocié entre l'Etat algérien et l'Etat français — pour que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent. Les retraités en cause qui sont titulaires de droits acquis ne doivent pas, en effet, supporter les conséquences de difficultés entre deux Etats au sujet du règlement d'un problème de compensation financière. Compte tenu de ce principe, qui a inspiré le décret n° 62-340 du 17 mars 1962 fixant les règles applicables au paiement des avantages de vieillesse et d'invalidité dues aux ressortissants des régimes de sécurité sociale en Algérie, il conviendrait de prévoir le rattachement à un ou plusieurs organismes payeurs métropolitains des titulaires de pensions auparavant servies par des organismes algériens. C'est ainsi que les retraités de la fonction publique ayant cotisé à la caisse générale des retraités de l'Algérie pourraient être rattachés soit au ministère des finances (direction de la dette publique), soit à la caisse des dépôts et consignations, qui leur verseraient, en cas de carence de la C. G. R. A., des avances sur les pensions qui leur sont dues. De même, les retraités des collectivités locales pourraient être rattachés à la caisse des dépôts qui d'ailleurs gère la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

636. — M. Thillard expose à M. le ministre des rapatriés que les repliés d'Algérie qui sont pensionnés de guerre voient depuis quelques semaines leur allocation de subsistance suspendue et se trouvent réduits à vivre sur leur seule pension, même lorsque cette dernière est de l'ordre de 200 à 300 francs par mois. Il lui demande si la suppression de l'allocation de subsistance aux pensionnés de guerre résulte d'une interprétation normale des textes existants et dans l'affirmative, les dispositions qu'il se propose d'adopter pour mettre fin à ces situations qui, de toute évidence, n'ont pas été désirées par le législateur. (Question du 19 janvier 1963.)

Réponse. — En application de la réglementation, l'attribution de l'allocation de subsistance aux titulaires de pensions de guerre devait intervenir dans les conditions suivantes : 1° les personnes âgées de plus de 60 ans non demanderesse d'emploi ou de réinstallation ne pouvaient prétendre au bénéfice de l'allocation dès lors qu'elles percevaient une pension ; 2° lorsque les titulaires d'une pension étaient demandeurs d'emploi, le ministère des rapatriés avait prévu l'attribution de l'allocation au taux correspondant, diminué du montant de la pension. Toutefois, l'application de l'instruction du ministère des finances en date du 23 juin 1962 a entraîné la suppression de l'allocation de subsistance à tous les retraités et pensionnés énumérés dans cette circulaire (et au nombre desquels figurent les pensionnés de guerre). Pour remédier à cette situation, le ministre des rapatriés vient d'obtenir l'accord du ministre des finances pour que les titulaires de retraites ou pensions reçoivent l'allocation de subsistance après déduction du montant de la retraite ou pension dans les cas suivants : 1° personnes âgées de plus de 60 ans non demanderesse d'emploi ou de réinstallation ; 2° personnes de moins de 60 ans demanderesse d'emploi ou de réinstallation. L'allocation différentielle sera payée avec effet du jour où le versement a été suspendu.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

88. — M. Le Theule demande à M. le ministre de la santé publique et de la population si le fait, pour certaines caisses de sécurité sociale, d'exiger la communication des ordonnances médicales — et souvent de ne pas les restituer — lui paraît compatible avec le secret professionnel que les malades sont en droit d'exiger des médecins et des pharmaciens, car la révélation à un personnel administratif de certaines affections est de nature à causer un préjudice moral considérable au patient qui en est atteint, surtout si un employé chargé de son dossier se trouve connaître personnellement le malade, sa famille ou ses relations. Il appelle l'attention du ministre sur le caractère strictement personnel d'une ordonnance médicale et sur l'intérêt physique et moral qu'ont certains malades de ne pas s'en départir. (Question du 12 décembre 1962.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle la réponse suivante : le règlement intérieur des caisses primaires de sécurité sociale prévoit dans son article 17 « sur le vu de l'ordonnance acquittée, l'intéressé est remboursé sur la caisse dans la limite des frais réellement exposés et sous réserve de la participation légale ». Il est donc obligatoire à l'assuré de communiquer au service intéressé de la caisse primaire l'ordonnance dûment acquittée par le pharmacien. Mais par circulaire n° 75 S. S. du 24 mars 1949, M. le ministre du travail a rappelé à MM. les directeurs régionaux de la sécurité sociale « que les ordonnances sont la propriété des maladies et que ceux-ci peuvent en demander la restitution à leur caisse ». D'autre part, l'article 24 du règlement d'administration publique du 29 décembre 1945 prévoit « conformément aux dispositions de l'article 378 du code pénal, les agents des caisses de sécurité sociale sont, le cas échéant, astreints au secret professionnel ». Enfin, la communication d'une ordonnance aux caisses de sécurité sociale ne nous paraît pas violer le secret médical car la prescription des médicaments faite par le médecin ne révèle pas la nature de l'affection dont l'assuré est atteint. En effet, beaucoup de produits pharmaceutiques peuvent être prescrits pour une même affection et nombreuses sont les affections pour lesquelles les mêmes spécialités sont prescrites. Dans l'exemple toujours cité des maladies vénériennes, il est bien certain que les médicaments utilisés le sont aussi et très largement dans nombre d'autres maladies.

87. — M. Le Theule demande à M. le ministre de la santé publique et de la population s'il ne lui paraît pas opportun de mettre fin à l'obligation inutilement irritante et vexatoire d'apposer les vignettes des produits pharmaceutiques sur les ordonnances médicales. Cette mesure était prise, en effet, à la suite de certains abus de la part d'officines pharmaceutiques qui n'hésitaient pas à considérer une ordonnance médicale comme un bon à valoir sur n'importe quel produit. Or, ces cas assez rares auraient dû plutôt donner lieu à des mesures préventives, non contre l'ensemble des malades, mais contre certains pharmaciens complaisants ou indécents de qui, jouissant d'un privilège, la société est en droit d'exiger une conscience élevée de leur devoir professionnel, sous peine de sanctions pouvant, après avis de leur conseil de l'ordre, aller jusqu'à la suspension, voire au retrait du diplôme. Il appelle son attention sur la gêne et la perte de temps et d'argent qu'impose aux assujettis cette obligation des « vignettes » tenant à considérer uniformément tous les malades comme suspects de fraude, alors que les cas de fraude n'ont pu se produire que du fait de certains pharmaciens. (Question du 12 décembre 1962.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire appelle les remarques suivantes : le contrôle de l'utilisation des médicaments spécialisés intéresse à la fois le domaine de la santé publique, en tant qu'il concerne les conditions de délivrance de ces produits par les officines pharmaceutiques, et celui des organismes de sécurité sociale ou des collectivités publiques appelés à prendre en charge les frais afférents à la fourniture des médicaments en cause. Il n'est pas douteux que l'emploi de la vignette instaurée par le décret du 7 août 1952 (art. R. 5147 et R. 5148) du code de la santé publique, en interdisant la substitution de produits divers (notamment d'articles d'hygiène) aux médicaments prescrits par l'ordonnance médicale, a tari une source d'abus qui, pour être limitée dans sa portée, n'en était pas moins choquante sur le plan de la moralité professionnelle et, de surcroît, génératrice de dépenses injustifiées pour les organismes de prise en charge. L'intérêt de la vignette pharmaceutique ne réside toutefois pas seulement dans cette mesure ; elle permet aux services administratifs des caisses de sécurité sociale d'identifier plus aisément le médicament dont le remboursement est demandé. La généralisation de l'emploi de la nouvelle vignette définie par le décret du 12 janvier 1961 devrait faciliter le travail de contrôle des organismes intéressés, compte tenu des indications que doit comporter cette nouvelle vignette (désignation complète du produit, numéro d'inscription sur la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux, taux de remboursement). Au demeurant, il convient de ne pas perdre de vue que l'insti-tution de la vignette pharmaceutique remonte actuellement à plus de dix ans et qu'elle est, en quelque sorte, entrée dans les mœurs. Les difficultés dues à l'ignorance ou à la négligence des assurés sociaux sont relativement peu nombreuses si on les rapporte au nombre considérable des décomptes effectués par les caisses de sécurité sociale en matière de frais pharmaceutiques. Il me paraît inopportun d'envisager une suppression de la vignette, alors que les administrations intéressées se sont efforcées d'améliorer, au travers de toute une série de mesures, les conditions de fonctionnement du système. L'on concevrait, d'ailleurs, assez mal cette

suppression à un moment où les pouvoirs publics, devant l'accroissement alarmant des dépenses pharmaceutiques supportées par les organismes de protection sociale, s'attachent à rechercher les moyens, sinon de réduire ces charges, tout au moins d'en freiner l'augmentation.

93. — M. Le Theule demande à M. le ministre de la santé publique et de la population s'il ne lui paraît pas opportun d'inviter les fabricants de médicaments d'urgence, tels que la trinitrine, à conditionner de faibles quantités de ces produits pharmaceutiques, qui pourraient être délivrés exceptionnellement sans ordonnance aux cardiaques pris de malaise et dépourvus de papiers médicaux, afin de leur éviter un accident grave tel que l'infarctus du myocarde, et cela bien que ledit remède soit inscrit au tableau B, et sous la condition qu'il ne contienne pas de substance inscrite au tableau A. (Question du 12 décembre 1962.)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la population signale à l'honorable parlementaire que la trinitrine (ou trinitroglycérine) n'étant pas un stupéfiant, est seulement inscrite au tableau A (toxiques) des substances vénéneuses. Les médicaments spécialisés à base de trinitrine, actuellement dans le commerce, sont présentés dans un conditionnement comprenant de 50 à 60 dragées, tirées à trois dixièmes de milligramme de substance active, et renfermant une quantité totale de substance toxique supérieure à celle fixée par les tableaux d'exonération; en conséquence, ces médicaments spécialisés ne peuvent être délivrés que sur présentation d'une ordonnance médicale, renouvelable si le médecin prescripteur l'a indiqué sur l'ordonnance. Toutefois, l'arrêté du 22 janvier 1957 fixant les tableaux des exonérations à la réglementation des substances vénéneuses destinées à la médecine humaine, a prévu le cas de la trinitrine. Aux termes de cet arrêté, les préparations renfermant par unité de prise une quantité de quatre dixièmes de milligramme de trinitrine et dans la limite maximale de quatre milligrammes dans le récipient remis au public, font l'objet d'une exonération. Par conséquent, une spécialité pharmaceutique renfermant treize dragées dosées à trois dixièmes de milligramme peut être délivrée sans ordonnance. Ces conditions de délivrance répondent au désir exprimé par l'honorable parlementaire. S'il appartient au fabricant de se livrer à l'exploitation de spécialités répondant à ces dosages, il y a lieu cependant d'attirer l'attention sur le caractère exceptionnel de ces préparations dont l'emploi ne saurait être généralisé sans présenter certains inconvénients.

TRAVAIL

135. — M. Fanton demande à M. le ministre du travail les mesures qu'il compte prendre à la suite des inadmissibles désordres qui ont marqué le 13 décembre 1962 les élections au conseil d'administration des caisses de sécurité sociale et qui ont eu pour conséquences de nombreuses abstentions de la part des salariés qui n'avaient ni les moyens ni la possibilité d'attendre plusieurs heures le moment d'émettre leur vote dans des conditions d'ailleurs souvent inadmissibles quant au secret du scrutin. (Question du 18 décembre 1962.)

Réponse. — Les élections des administrateurs d'organismes de sécurité sociale se sont déroulées le 13 décembre 1962 dans des conditions qui, pour l'ensemble de la France, ont été satisfaisantes; il convient, à cet égard, de rendre hommage à l'effort consenti par les services municipaux qui ont eu à faire face à une très lourde tâche due, notamment, au fait que les élections sociales faisaient suite à trois scrutins politiques rapprochés. Les seuls incidents qui méritent d'être signalés sont ceux qui se sont produits dans le 8^e arrondissement de Paris. En effet, l'organisation des élections à la sécurité sociale en fonction du lieu de travail des électeurs, peut soulever des difficultés particulières dues à la forte disproportion entre la population et le nombre d'électeurs sociaux; c'est ainsi par exemple que, dans le 8^e arrondissement, le nombre des électeurs sociaux est d'environ six fois supérieur à celui des électeurs inscrits pour les consultations politiques. Or une circonscription administrative étant structurée en tenant compte de la population résidentielle, l'administration n'est pas toujours à même de disposer, dans le cadre qui lui est imparti, de locaux suffisants pour une implantation rationnelle des sections de vote. En tout état de cause, il convient de noter que, pour le 8^e arrondissement, même si les abstentions ont été plus élevées que dans l'ensemble de la région parisienne, elles n'ont pas affecté en pratique les résultats globaux de la circonscription. Mais des insuffisances ayant été relevées dans l'organisation matérielle du scrutin, les mesures nécessaires ont été prises à l'égard des personnels responsables.

322. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que les coefficients généralement appliqués aux agents des organismes de sécurité sociale apparaissent à travail égal comme étant trop souvent différents suivant les régions. Il lui demande: 1^o si un agent qui effectue le même travail, dans les mêmes conditions que ses collègues d'un autre département peut prétendre au bénéfice des mêmes coefficients, échelons, etc., et partant, des mêmes qualifications professionnelles; 2^o si un agent peut, éventuellement, demander à sa direction à être classé à un coefficient correspondant à l'emploi réellement exercé par lui; 3^o dans le cas contraire, quelles sont les conditions qui permettraient de pouvoir déterminer lesdits coefficients, échelons, etc., compte tenu des divers décrets, arrêtés ou conventions collectives qui ont dû régler ou régissent les conditions de travail des employés de la sécurité sociale; 4^o si le classement de ces agents est laissé à la seule discrétion des directeurs départementaux des caisses pri-

maires ou des directions régionales; 5^o s'il ne serait pas souhaitable, en tout état de cause, qu'à travail égal il soit appliqué aux mêmes emplois la même qualification professionnelle et les mêmes coefficients, échelons, etc.; 6^o s'il existe un statut définissant les conditions de travail des agents des caisses primaires de sécurité sociale; 7^o en cas de différend, quelle est la juridiction qui, éventuellement, pourrait être amenée à en connaître et si le conseil de prud'hommes du lieu de l'emploi est compétent pour trancher, le cas échéant, les litiges qui pourraient s'élever entre un agent et la caisse primaire ou la direction régionale. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire que les caisses de sécurité sociale, d'allocations familiales et leurs unions sont des organismes de droit privé, autonomes, qui gèrent directement leur personnel dans le cadre d'une convention collective nationale de travail. Conformément à l'article 9, 2^o, du décret n^o 60-452 du 12 mai 1960, les conseils d'administration de ces organismes ont notamment pour rôle « de voter les budgets de la gestion administrative, de l'action sanitaire et sociale, de la prévention et, le cas échéant, des établissements gérés par l'organisme. A chacun de ces budgets, est annexé un état limitant pour l'année le nombre d'emplois par catégorie, de telle sorte que le nombre des agents de chaque catégorie ne puisse dépasser le nombre des emplois ». D'autre part, l'article 14-II du même décret dispose que le directeur de chaque organisme de sécurité sociale « a seul autorité sur le personnel et fixe l'organisation du travail dans les services. Dans le cadre des dispositions qui régissent le personnel, et sauf en ce qui concerne les agents de direction et les agents comptables, il prend seul toute décision d'ordre individuel que comporte la gestion du personnel, et notamment norme aux emplois, procède aux licenciements, règle l'avancement, assure la discipline ». Les agents des organismes de sécurité sociale sont classés conformément aux dispositions précitées, sur décision du directeur de la caisse et dans la limite des emplois figurant à l'état limitatif voté par le conseil d'administration, au coefficient prévu par la convention collective nationale de travail pour les fonctions qu'ils exercent réellement. Les décisions ainsi prises par les conseils d'administration et les directeurs des organismes de sécurité sociale n'ont d'effet que si, dans les délais prévus par l'article L. 171 du code de la sécurité sociale et l'article 4 du décret n^o 59-923 du 30 juillet 1959, elles n'ont pas fait l'objet de la part de l'administration de tutelle, des mesures prévues par l'article L. 171 précité, rendu applicable aux décisions du directeur par l'article 11 du décret n^o 60-452 du 12 mai 1960 et le décret n^o 61-33 du 11 janvier 1961. D'autre part, la jurisprudence admet la compétence des tribunaux judiciaires à l'égard des différends individuels relatifs aux contrats de travail conclus entre les caisses de sécurité sociale et leur personnel. Dès lors, trois cas peuvent se présenter: a) en application de l'ordonnance n^o 58-1276 du 22 décembre 1958 portant modification de certaines dispositions du livre IV du code du travail, qui a eu notamment pour objet d'étendre la compétence des conseils de prud'hommes aux professions autres qu'industrielles, commerciales et agricoles (ce qui est le cas en l'espèce), les différends de cet ordre peuvent être soumis au conseil de prud'hommes dans la mesure, toutefois, où cette juridiction comprend une section des professions diverses et où la rubrique « caisses primaires et régionales de sécurité sociale et leur personnel » est inscrite au décret d'institution. Des enquêtes sont actuellement effectuées par certaines préfectures en vue de la création de ces sections. b) à défaut de conseil de prud'hommes, ou à défaut de conseil de prud'hommes comprenant une section compétente pour la profession considérée, le juge d'instance peut, conformément à l'article 79 du décret n^o 58-1282 du 22 décembre 1958, être saisi des différends de l'espèce; dans ce cas, la demande est formée, instruite et jugée suivant la procédure prud'homale; c) enfin, les cadres, lorsqu'ils sont demandeurs, ont toujours la faculté de porter leurs différends devant les tribunaux qui, en l'absence de conseil de prud'hommes, auraient qualité pour en connaître (art. 81 du décret n^o 58-1282 du 22 décembre 1958 précité). Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la juridiction compétente ratione materiae est également le tribunal d'instance, en application des articles 4 et 18 du décret n^o 58-1284 du 22 décembre 1958. Il importe de préciser toutefois que ces indications ne peuvent avoir que la valeur d'un avis et que les tribunaux sont seuls juges de leur droit commun. Enfin le décret n^o 59-139 du 7 janvier 1959 prévoit en son article 8, premier alinéa, que: « Dans toute instance engagée par un agent d'un organisme de sécurité sociale contre son employeur et portant sur un différend né à l'occasion d'un contrat de louage de services, le demandeur est tenu à peine de nullité, d'appeler à l'instance le directeur régional de la sécurité sociale qui pourra présenter devant la juridiction compétente telles conclusions que de droit ».

324. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que, à défaut de convention collective ou d'accords de salaires, les employeurs ne sont tenus à régler les salaires de leur personnel que dans les conditions édictées par le décret du 23 août 1950 sur le salaire national minimum interprofessionnel garanti (S. M. I. G.). Il lui demande: 1^o si les employeurs doivent néanmoins régler les salaires de leur personnel compte tenu des divers coefficients d'emplois parus lors des accords dits Parodi ou Croizat, qui fixaient également la valeur du point, et sur quelles bases; 2^o si, d'après la loi du 11 février 1950, lesdits accords ne sont pas devenus caducs quant à la valorisation des salaires et des moyens de calcul qui déterminent ces derniers; 3^o si, en tout état de cause, ce n'est pas le S. M. I. G. qui seul est, dans ces conditions, applicable, nonobstant la qualification professionnelle du salarié. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — Depuis l'intervention de la loi du 11 février 1950 qui a rétabli le principe de la libre discussion des salaires dans le secteur privé, les éléments de rémunération sont fixés de gré à gré par le contrat de travail, compte tenu, le cas échéant, des barèmes de salaires minima ou réels — taux de base ou valeur du point et coefficients hiérarchiques — prévus, en fonction des emplois et des qualifications, par des conventions collectives ou accords de salaires librement négociés, à l'intérieur des différentes branches d'activité, par les organisations professionnelles patronales et ouvrières intéressées. Toutefois, cette même loi du 11 février 1950 comportait deux dispositions de sauvegarde à l'égard des travailleurs: d'une part, l'institution d'un salaire minimum national interprofessionnel garanti et, d'autre part, le maintien en vigueur, jusqu'à l'intervention de conventions collectives tendant à les modifier, des arrêtés ministériels relatifs aux salaires élaborés sous le régime de la réglementation antérieure, arrêtés auxquels se réfère l'honorable parlementaire. En ce qui concerne le salaire minimum national interprofessionnel garanti, dont le taux, depuis le décret du 23 août 1950, a été revalorisé à maintes reprises, l'objectif recherché n'était pas de fixer par voie réglementaire le point de départ de la hiérarchie des salaires, mais, dans un souci de protection sociale, d'assurer une garantie minimum de rémunération aux catégories de travailleurs les plus défavorisées. En ce qui concerne, d'autre part, les anciens arrêtés ministériels relatifs aux salaires, si leurs dispositions, sur le plan strictement juridique, restent applicables en l'absence d'accord paritaire, il est bien évident que les taux de salaires résultant desdits arrêtés se sont trouvés en fait largement dépassés par l'évolution générale des rémunérations et du coût de la vie. Il convient toutefois d'observer qu'un nombre assez important de textes conventionnels fixent un salaire de base pour l'ouvrier ou l'employé sans qualification et font référence, pour la détermination des salaires afférents aux diverses qualifications professionnelles, aux classifications et aux coefficients hiérarchiques résultant des anciens arrêtés ministériels.

334. — M. Mainguy expose à M. le ministre du travail que la prise en charge par la sécurité sociale d'un traitement orthodontique est limitée par l'article 42 C de la Nomenclature générale des actes professionnels, modifié par l'arrêté du 4 juillet 1960, dans les conditions suivantes: « la responsabilité de la sécurité sociale est limitée aux traitements commencés avant neuf ans révolus ». Il lui demande quelle est la doctrine généralement admise par les services de la sécurité sociale lorsque certaines dents lésées par le traitement orthodontique font éruption après l'âge de neuf ans. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — L'article 42 de la Nomenclature générale des actes professionnels des médecins et autres praticiens précise que la responsabilité de la sécurité sociale en matière d'orthopédie dentofaciale est limitée aux traitements commencés avant neuf ans révolus. Par une interprétation très large de ce texte il a paru possible d'admettre que les traitements d'orthopédie dentofaciale pouvaient être régulièrement pris en charge lorsqu'ils sont commencés avant que l'enfant ait atteint son dixième anniversaire, même s'ils doivent se continuer au-delà. Les caisses ont également été autorisées à prendre en charge, dans des cas tout à fait exceptionnels, par assimilation, en application des dispositions de l'article 4 de la Nomenclature, des traitements spéciaux d'orthopédie dentofaciale chez des sujets ne remplissant pas les conditions d'âge prévues, lorsque la nature des lésions et la morphologie du malade permettent presque à coup sûr d'espérer l'efficacité du traitement. Toutefois, l'application de l'article 42 de la Nomenclature donnant lieu à de nombreuses difficultés, la commission permanente de la Nomenclature générale des actes professionnels sera appelée, au cours de sa prochaine réunion plénière, à donner son avis sur une modification éventuelle des dispositions actuelles.

382. — M. Fourmond expose à M. le ministre du travail qu'en application de l'article L. 443 du code de la sécurité sociale, le salaire servant de base au calcul de la pension est le salaire annuel moyen correspondant aux cotisations versées au cours des dix dernières années d'assurance accomplies avant l'âge de soixante ans, ou avant l'âge servant de base à la liquidation si ce mode de calcul est plus avantageux pour l'assuré. Or, il arrive fréquemment qu'un assuré ayant travaillé pendant de nombreuses années comme ouvrier qualifié et ayant versé des cotisations sur un salaire relativement élevé, se trouve contraint, en raison de son état physique, d'abandonner le poste qu'il occupait et de prendre un emploi subalterne. Pendant les dernières années de son activité professionnelle précédant sa mise à la retraite, l'intéressé ne perçoit alors qu'un salaire bien inférieur à celui qu'il avait précédemment et sa pension de retraite se trouve considérablement diminuée. Si l'on considère, au contraire, le régime des pensions civiles et militaires de retraite, on constate que, d'une part, les traitements vont sans cesse en croissant, suivant l'ancienneté de l'intéressé et que, d'autre part, la pension est basée sur les derniers émoluments soumis à retenue afférents à l'emploi et classe ou grade et échelon occupé effectivement depuis six mois au moins par le fonctionnaire ou militaire au moment de son admission à la retraite. La pension des agents de la fonction publique est donc toujours calculée sur le traitement le plus élevé perçu par l'intéressé au cours de son activité. Les travailleurs du secteur privé se trouvent considérablement défavorisés, à ce point de vue, par rapport aux travailleurs du secteur public. Une modification du mode de calcul des pensions de vieillesse de la sécurité sociale, et notamment l'adoption d'une nouvelle méthode de liquidation ne prenant pas comme base le salaire annuel moyen des dix dernières années

d'activité s'impose. Une telle modification figurait d'ailleurs parmi les recommandations de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse qui, d'après la réponse donnée à la question écrite n° 15459 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 28 juin 1962), ont été soumises à l'examen du conseil supérieur de la sécurité sociale et du comité national de la vieillesse. Il lui demande quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à ce problème et s'il peut lui donner l'assurance que des mesures seront prises prochainement par le Gouvernement en vue de remédier à la situation signalée ci-dessus. (Question du 8 janvier 1963.)

Réponse. — La détermination du salaire servant de base au calcul des pensions de vieillesse du régime général de sécurité sociale, soulève des problèmes complexes en raison de la diversité des situations dans lesquelles se trouvent les salariés du secteur privé. Si les agents de la fonction publique poursuivent des carrières régulières dans des conditions sensiblement analogues dans toutes les administrations et si, par conséquent, il est possible d'adopter des règles simples pour la liquidation de leurs pensions, il n'en est pas de même pour les salariés de l'industrie et du commerce. La prise en compte du salaire moyen des dix dernières années avant l'âge de soixante ans ou avant l'âge de liquidation de pension, si ce mode de calcul est plus avantageux, donne satisfaction à un très grand nombre d'assurés sociaux. La même règle pénalise cependant certains salariés, notamment ceux qui sont payés en fonction de leur rendement. Mais avant d'en changer, il est nécessaire de s'assurer qu'une modification de la législation ne présente pas en définitive plus d'inconvénients que d'avantages pour les assurés du régime général. La commission d'étude des problèmes de la vieillesse a suggéré de prendre en compte le salaire moyen de l'ensemble de la carrière. L'adoption de cette recommandation améliorerait peut-être la situation des salariés auxquels l'honorable parlementaire fait allusion, mais elle provoquerait aussi des réclamations parmi les très nombreux assurés dont la carrière a progressé régulièrement et qui perdraient en partie les avantages que leur procure la législation en vigueur. Il n'est même pas évident que les travailleurs payés au rendement y trouvent finalement un avantage substantiel parce que les premières années de leur activité professionnelle, généralement peu rémunérées, seraient prises en compte dans le calcul du salaire moyen. Enfin, la tâche des services chargés de la liquidation des pensions, dont les méthodes de travail ont été organisées depuis près de vingt ans en fonction de la législation actuelle, serait compliquée et il en résulterait des retards dans l'attribution des pensions. Le conseil supérieur de la sécurité sociale préconise la prise en compte du salaire moyen des dix meilleures années. Cette solution serait la plus généreuse de celles qu'on peut concevoir, mais même en ne retenant que le salaire moyen des dix meilleures années consécutives, la modification de la législation dans ce sens soulèverait de nombreuses difficultés d'application dans la pratique. Il serait nécessaire de reconvertir en francs constants les salaires perçus par chaque assuré pour toutes les années d'activité de sa vie professionnelle. La détermination de la meilleure période de salaire poserait des problèmes délicats aussi bien pour le service liquidateur que pour l'assuré lui-même. L'administration étudie toutes ces hypothèses dans le souci d'aboutir à une solution qui concilie les aspirations contradictoires des divers groupes de salariés, sans alourdir inconsidérément la tâche, déjà très lourde, des services chargés de la liquidation des pensions.

462. — M. Marcel Guyot expose à M. le ministre du travail que l'article 286 du code de la sécurité sociale fixe à 20 p. 100 la participation des assurés sociaux aux frais d'appareillage. Cette participation est réduite ou supprimée, notamment: a) lorsque les frais engagés par l'assuré le sont à l'occasion de tout acte ou série d'actes affectés à la nomenclature générale des actes professionnels d'un coefficient égal ou supérieur à 50; b) lorsque dans les conditions fixées par le règlement d'administration publique le bénéficiaire a été reconnu, après avis du contrôle médical, atteint d'une affection de longue durée nécessitant un traitement régulier et notamment l'hospitalisation ou lorsque son état nécessite le recour à des traitements thérapeutiques particulièrement onéreux. Toutefois, la dispense du ticket modérateur n'est accordée en cas d'affection de longue durée que sur décision du conseil d'administration de la caisse de sécurité sociale compétente. Selon l'arrêté ministériel du 27 juin 1955 cette dispense n'est prononcée qu'en cas d'hospitalisation ou de cessation de travail d'une certaine durée de l'intéressé. Il s'ensuit qu'un assuré social qui a été atteint en 1956 d'une poliomyélite lui ayant laissé des séquelles graves et qui a réussi à se reclasser dans le cadre de la loi du 23 novembre 1957 relative aux handicapés physiques ne peut obtenir le remboursement intégral d'un appareillage nécessitant un entretien constant d'une valeur d'environ 3.000 F 1963, sauf s'il se fait hospitaliser ou s'il cesse son travail. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin de corriger semblable anomalie et afin d'admettre que les frais d'appareillage d'un assuré social ayant été atteint d'une affection de longue durée telle que la poliomyélite, soient remboursés intégralement à cet assuré, sans qu'il soit mis dans l'obligation d'interrompre l'activité professionnelle dans laquelle il a pu se reclasser. (Question du 10 janvier 1963.)

Réponse. — L'article L. 286 du code de la sécurité sociale, qui prévoit que la participation de l'assuré est fixée à 20 p. 100, précise que cette participation est réduite dans les cas et suivant les modalités fixés par arrêtés ministériels. L'arrêté du 27 juin 1955, pris en application des dispositions qui précèdent, a prévu en son article 1^{er}, paragraphe 3, que les assurés sociaux étaient dispensés de la participation de 20 p. 100 pour eux-mêmes ou leurs ayants droit à l'occasion de l'acquisition des appareils figurant au chapitre V (objets de gros appareillage) du titre V (prothèse et orthopédie) du tarif interministériel pour le règlement de certaines pres-

tations sanitaires. Il n'est donc pas nécessaire, contrairement à ce qu'expose l'honorable parlementaire, que l'intéressé soit hospitalisé ou qu'il doive cesser son travail pour être exonéré de toute participation aux frais d'appareillage que nécessite son état. Il est précisé, en outre, que cette exonération joue aussi bien pour les réparations de l'appareil initialement fourni que, le cas échéant, pour le renouvellement de celui-ci. Le droit au remboursement intégral de ses frais, dans la limite, naturellement, du tarif de responsabilité des organismes de sécurité sociale, lui est ouvert dès lors qu'il remplit les conditions requises pour prétendre au bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie, au moment de la demande de réparation ou de renouvellement de l'appareil, et sous la seule réserve que ces opérations soient reconnues justifiées par la commission d'appareillage du centre auquel l'intéressé doit être inscrit.

567. — M. Herman expose à M. le ministre du travail que la famille d'un assuré social perd tout droit aux prestations de l'assurance maladie six mois après le décès du chef de famille, si la mère n'est pas elle-même salariée. Certes, il faut se féliciter des améliorations apportées récemment à cette situation par le décret du 30 octobre 1962 portant de un à six mois le délai ci-dessus; et l'article de la loi de finances sur les pensions de réversion des veuves dont le mari est décédé avant soixante ans; l'attribution de la pension entraînant la réouverture de droits à l'assurance maladie. Mais ces progrès font encore mieux ressortir la situation difficile des veuves qui ont perdu leurs droits. A l'expiration de six mois, nombreuses sont celles qui n'ont pas encore pu trouver un emploi et dont les enfants ne sont pas parvenus à un âge leur permettant de venir en aide à leur famille. Il lui demande s'il n'envisage pas : a) soit de maintenir le bénéfice de l'assurance maladie à la famille jusqu'au moment où la mère aura trouvé un emploi; b) soit de permettre aux veuves de bénéficiaire réellement de la possibilité, actuellement existante, de s'affilier à l'assurance volontaire, en créant à leur profit une classe de cotisation spéciale inférieure à la classe I. (Question du 16 janvier 1963.)

Réponse. — a) Le décret n° 62-1266 du 30 octobre 1962, qui permet, sous certaines conditions, le maintien du droit aux prestations en nature de l'assurance maladie au profit de la veuve et des ayants droit à charge de l'assuré décédé, a réalisé une importante amélioration de la situation des veuves non salariées. Il n'est pas possible, actuellement, d'envisager le maintien des prestations au profit des intéressés, pendant une période d'une durée supérieure à six mois, dans le cas où la veuve ne demande pas son inscription à l'assurance volontaire; b) le décret n° 62-1246 du 20 octobre 1962 portant modification des articles 98 à 105 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 a, effectivement, étendu le bénéfice de l'assurance sociale volontaire au conjoint survivant ou, à défaut de conjoint survivant, aux enfants, tels que définis au 2° de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale, d'un assuré social décédé qui relevait, de son vivant, soit du régime général de la sécurité sociale, soit d'un des régimes spéciaux visés à l'article L. 3 dudit code. La demande doit être, en principe, formulée dans le délai de six mois qui suit la date du décès du chef de famille. Toutefois, et compte tenu de la durée du maintien des droits aux prestations au profit de la veuve et des enfants de l'assuré décédé, l'administration a admis, par circulaire n° 1/SS du 2 janvier 1963, que les demandes d'adhésion à l'assurance sociale volontaire soient acceptées après l'expiration du délai de six mois qui suit la date du décès de l'assuré à condition, toutefois, que, d'une part, la demande soit faite moins d'un an après la date du décès et que, d'autre part, les cotisations soient acquittées à compter du trimestre civil qui suit l'expiration de la période ouvrant droit à indemnisation au titre du décret susvisé du 30 octobre 1962. Il n'est pas prévu, néanmoins, que les cotisations exigibles puissent être établies sur des bases inférieures à la catégorie correspondant à 25 p. 100 du plafond annuel fixé pour le calcul des cotisations de sécurité sociale du régime général.

572. — M. Arthur Ramette expose à M. le ministre du travail que l'article 1^{er} du livre 1^{er} du code de la sécurité sociale stipule que « l'organisation de la sécurité sociale garantit les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain ». Or, l'ordonnance du 18 juillet 1958 a apporté une restriction à la volonté initiale du législateur puisque l'octroi des indemnités journalières aux assurés sociaux, dont la ou les maladies n'entrent pas dans le cadre des affections de longue durée, est limité à 360 indemnités journalières pour une période de trois années consécutives. Ces dispositions atteignent injustement des assurés sociaux handicapés physiquement par suite d'un état de santé déficient causé notamment par des affections cliniques entraînant de fréquents arrêts de travail de courte durée. Les intéressés subissent ainsi un préjudice moral et pécuniaire qui s'ajoute à l'altération de leur santé et à ses conséquences directes. Il lui demande si le Gouvernement envisage d'abroger les dispositions de l'ordonnance du 18 juillet 1958 concernant les conditions d'application de l'article L. 289 du livre 1^{er} du code de la sécurité sociale. (Question du 17 janvier 1963.)

Réponse. — Selon les dispositions de l'article L. 289 du code de la sécurité sociale, antérieurement à sa modification par l'ordonnance du 18 juillet 1958, l'indemnité journalière de l'assurance maladie pouvait être accordée jusqu'à la fin de la troisième année d'interruption de travail. En cas d'arrêts de travail successifs, ce délai maximum de trois ans était calculé à compter du premier jour du premier arrêt de travail. Un nouveau délai de trois ans

ne pouvait être ouvert que lorsque la durée de la reprise du travail avait été d'une année au moins. Il est apparu que ces dispositions étaient de nature à léser les assurés qui demandent les indemnités journalières à l'occasion d'arrêts de travail de courte durée, mais qui, cependant, se trouvent n'avoir jamais repris leur activité pendant une année complète entre deux périodes de maladie successives. C'est la raison pour laquelle est intervenue l'ordonnance du 18 juillet 1958. Ce texte maintient les dispositions antérieures en ce qui concerne les affections donnant lieu à l'application de l'article L. 293 du code de la sécurité sociale, à savoir les maladies de longue durée : tuberculose, maladies mentales, cancer, poliomyélite, ainsi que les maladies nécessitant des soins continus ou un arrêt de travail ininterrompu d'une durée de plus de six mois. Quant aux autres maladies, qui présentent moins de gravité et n'exigent habituellement que des arrêts de travail d'une durée relativement courte, il est prévu que l'indemnité journalière est servie de telle sorte que, pour une période quelconque de trois années consécutives, l'assuré reçoive au maximum, au titre d'une ou plusieurs maladies, 360 indemnités journalières. Ces dispositions n'ont donc aucunement pour but ou pour résultat de restreindre les droits des assurés, mais au contraire leur permettent, en toute hypothèse, de bénéficier d'un nombre raisonnable de journées indemnisées. Il n'apparaît pas possible, en conséquence, de les abroger pour revenir aux textes antérieurement applicables : une telle mesure constituerait en effet une régression.

602. — M. Houël expose à M. le ministre du travail que la direction des établissements Vermorel-Bronzavia, à Villefranche-sur-Saône a signifié leur mise à pied, pour une durée illimitée et sans motif valable, à huit délégués C. G. T. et C. F. T. C. du comité d'entreprise, portant ainsi un grave préjudice moral, matériel et financier à ces représentants élus des travailleurs de l'entreprise. Ces mises à pied, qui ont jusqu'alors un caractère de licenciement, sont prononcées arbitrairement en violation de l'article 16 de la loi du 16 avril 1946 et de l'article 22 de l'ordonnance du 22 février 1945. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° pour faire respecter la loi et dans son esprit et dans sa lettre, par la direction des établissements Vermorel-Bronzavia; 2° pour que soit rendue effective la décision de l'inspection du travail, refusant les demandes d'autorisation de licenciement et plus particulièrement pour mettre en demeure la direction de l'entreprise d'avoir à réintégrer, dans les plus brefs délais, les délégués sanctionnés; 3° pour que soient réparés les préjudices subis par les intéressés, pendant la période de mise à pied, jusqu'à leur réintégration; 4° pour que de tel faits, motivés uniquement par le désir inavouable de la direction de cet établissement d'attenter directement à l'existence légale des sections syndicales C. G. T. et C. F. T. C. de l'entreprise, ne se reproduisent plus. (Question du 18 janvier 1963.)

Réponse. — La situation évoquée par l'honorable parlementaire a été suivie avec une attention particulière par les services de l'inspection du travail. Il résulte des premiers éléments d'information communiqués à son sujet que la procédure réglementaire de protection des représentants du personnel a été effectivement mise en œuvre en ce qui concerne les huit membres du comité d'entreprise de la société précitée, qui a adressé à l'inspecteur du travail une demande d'autorisation de licenciement le 8 janvier 1963. Après avoir procédé à l'enquête contradictoire prévue par le décret du 7 janvier 1959, l'inspecteur a rendu une décision de refus d'autorisation de licenciement, à laquelle s'attachent les effets prévus par la loi et confirmés par la jurisprudence.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

294. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation défavorisée qui est celle des agents de travaux des ponts et chaussées du point de vue de leur indice de traitement, de la prime pour services rendus, de l'indemnité de panier, de l'indemnité versée par les communes, de l'indemnité kilométrique et de la dotation de vêtements. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre, sans attendre le projet de réforme à long terme qui serait envisagé par son département ministériel, pour améliorer le sort de cette catégorie de personnel. (Question du 3 janvier 1963.)

Réponse. — Si l'on considère les améliorations qui sont intervenues dans la situation administrative des agents de travaux des ponts et chaussées, il est difficile d'admettre que ces personnels se trouvent dans une situation défavorisée. Au 1^{er} janvier 1950, ils ont été admis au bénéfice du statut général des fonctionnaires. Les indices de traitement des agents de travaux ont depuis cette date évolué comme suit : en 1950 : 135/200 ; en 1955 : 140/210 ; au 1^{er} octobre 1956 : 140/225 ; depuis le 1^{er} janvier 1960 : 150/255 pour les agents de travaux brevetés dont le grade a été créé dans le cadre de la réforme des services des ponts et chaussées ; depuis le 1^{er} janvier 1962 : 165/235 pour 75 p. 100 de l'effectif des agents de travaux ; à cette même date : 185/255 pour 25 p. 100 de l'effectif des agents de travaux et pour 75 p. 100 des agents de travaux brevetés ; à cette même date : 195/235 pour 25 p. 100 des agents de travaux brevetés. Quant au régime indemnitaire des agents de travaux, il convient de le reviser pour tenir compte de l'évolution des conditions de travail de ce personnel liée à la réforme des services des ponts et chaussées ; une étude est actuellement en cours à ce sujet. Enfin, il y a lieu de rappeler que les agents de travaux qui étaient au régime de travail de quarante-huit heures par semaine sont passés au régime hebdomadaire des quarante-cinq heures en 1956.

349. — M. Balmigère expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que les habitants de la ville d'Agde (Hérault) viennent d'apprendre avec surprise que la S. N. C. F. se préparait à supprimer l'arrêt des trains P. A. à 1 h 37 et A. P. à 4 h 09 dans leur gare. Cette mesure est envisagée pour le mois de mai 1963. Or ces deux express sont utilisés par de nombreux agathois ainsi que les touristes qui par milliers fréquentent, en été, les plages d'Agde. En plus, une telle décision est en contradiction avec la promesse faite par le Gouvernement de favoriser la création d'une nouvelle station balnéaire à Agde. Il lui demande s'il envisage d'intervenir auprès de la direction de la S. N. C. F., pour qu'elle renonce à son projet de suppression de l'arrêt des deux trains, et pour qu'au contraire elle prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer dans les meilleures conditions la desserte de la gare d'Agde. (Question du 4 janvier 1963.)

Réponse. — L'accroissement continu du trafic ferroviaire à destination de l'Espagne nécessite une réorganisation des liaisons qui comportera, notamment, la création des nouveaux trains « Hispania Express » entre Genève et Port-Bou et vice versa. Ainsi, au cours de l'été prochain, cinq trains réguliers assurant des relations internationales et qui seront éventuellement doublés en cas d'affluence, se suivront à court intervalle sur la section Narbonne—Nîmes. La longueur de leur parcours, la nécessité de respecter les horaires imposés par les administrations étrangères pour le passage aux frontières nécessite leur accélération, réclamée d'ailleurs par la clientèle. Aussi certains arrêts des trains A. P. et P. A. devront être supprimés. Il en sera ainsi pour celui d'Agde qui est, en moyenne, assez peu utilisé du fait de l'incommodité des heures de passage dans cette localité, particulièrement pour les touristes (1 h 37 dans le sens Ouest-Est et 4 h 09 dans le sens inverse). Il n'apparaît donc pas que la mesure projetée puisse nuire à l'essor de la station balnéaire d'Agde, d'autant plus que cette ville continuera d'être desservie par sept trains rapides ou express par jour, dans chaque sens, et qu'en outre la création de liaisons nouvelles en favorisera encore l'accès. C'est ainsi que le report, de Narbonne à Toulouse, de l'origine de l'express n° 415 procurera une seconde relation de matinée, Toulouse—Agde—Avignon qui donnera à Nîmes la correspondance sur un nouveau train allant à Marseille. D'autre part, la mise en service d'un autorail de première classe entre Bordeaux et Toulouse permettra aux voyageurs arrivant à Agde à 21 h 16 de ne partir de Bordeaux qu'à 16 heures au lieu de 14 h 15. La desserte d'Agde sera donc, dans l'ensemble, avantagée par la réorganisation du service ferroviaire qui interviendra au prochain service d'été.

539. — M. Philibert expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que l'application de l'ensemble des textes, qui ont constitué ce qu'il est convenu d'appeler la réforme des ponts et chaussées, a non seulement démontré l'insuffisance des effectifs prévus pour les nouveaux grades créés, mais également donné lieu à des erreurs flagrantes. Ces erreurs sont dues soit à une interprétation erronée des textes, soit à des oublis ou omissions; ainsi des agents ont vu leur promotion rejetée parce que leur affectation, dont ils n'étaient en rien responsables, ne paraissait pas aux critères prévus par les textes, alors que justement cette affectation tenait à leur valeur exceptionnelle; pour d'autres agents, réunissant les conditions de diplôme et de fonctions exigées, le fait de n'avoir pas été retenus pour un grade plus élevé a entraîné le non-examen de leur candidature pour les grades inférieurs; ainsi, des agents de valeur supérieure se sont vu pénalisés. Il lui demande s'il envisage pas, tout au moins pour les cas les plus flagrants, la publication d'une liste complémentaire, dans le cadre des mesures transitoires, à titre de rattrapage. (Question du 15 janvier 1963.)

Réponse. — La réforme des ponts et chaussées prévoit, dans une première étape, un effectif de techniciens tel que les services disposeront de moyens très supérieurs à ceux dont ils bénéficiaient avant cette réforme. Dans une deuxième étape, celle-ci envisage une augmentation des effectifs élargissant encore les possibilités des services. Pour ce qui concerne les nominations directes dans les nouveaux grades au titre de la constitution initiale du corps, c'est une commission centrale qui, sur la base des listes régionales d'aptitude établies par les inspecteurs généraux de circonscription d'inspection général, a été chargée de dresser les listes nationales d'aptitude. Quant aux diverses conditions à remplir, elles résultaient des dispositions du décret du 4 avril 1961, s'agissant précisément d'une réforme à caractère fonctionnel pour ce qui concerne notamment l'accès aux nouveaux grades au titre des dispositions transitoires. Il n'est pas exact d'ailleurs que le fait pour un agent de ne pas avoir été retenu pour un niveau de grade déterminé ait entraîné le non-examen de sa candidature par la commission centrale pour un niveau de grade inférieur. Des listes complémentaires d'aptitude aux divers niveaux de grade au titre des années 1960, 1961 et 1962 ne peuvent être envisagées pour les grades de chef de section principal, de secrétaire technique et de dessinateur d'études, les agents inscrits par la commission centrale représentant la totalité des postes à pourvoir par nomination directe. Par contre, dans la limite des contingents acceptés par les ministres de tutelle pour les nominations directes aux divers niveaux de grade, des nominations directes peuvent encore intervenir pour le deuxième niveau de grade et pour la filière des assistants techniques du premier niveau de grade. Une liste d'aptitude pour le grade de chef de section et une pour le grade d'assistant technique seront donc dressées par la commission centrale pour l'année 1963. Des propositions en ce sens viennent d'être demandées aux services.

605. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre des travaux publics et des transports l'émotion et les inquiétudes qui se sont emparées des populations cévenoles en apprenant l'existence d'un projet de suppression de la ligne des chemins de fer départementaux (C. F. D.) reliant Sainte-Cécile-d'Andorge (Gard) à Florac (Lozère). Cette suppression créerait une gêne certaine pour les populations intéressées aussi bien pour le transport des voyageurs que pour celui des marchandises; elle n'est pas davantage souhaitable du point de vue touristique et humain. Il lui demande: 1° s'il est exact qu'existe un tel projet; 2° dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour consulter les élus locaux et les populations intéressées avant de rendre cette suppression effective. (Question du 18 janvier 1963.)

Réponse. — 1° L'exploitation du chemin de fer secondaire d'intérêt général de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge, dont le trafic est en constante régression, accuse des déficits importants et croissants. Cette situation, sur laquelle la commission de vérification des comptes des chemins de fer a appelé l'attention de l'administration, conduit à envisager la substitution de services routiers aux services ferroviaires. La question est actuellement à l'étude auprès des services du ministère des travaux publics et des transports et il n'est pas possible de préjuger les résultats de cette instruction. 2° Aucune décision concernant la fermeture de la ligne de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge ne sera prise, le cas échéant, avant que le conseil général de la Lozère n'ait été consulté sur cette mesure, conformément à la réglementation en vigueur.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

19. — 7 décembre 1962. — M. de Poulpique attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le problème du conditionnement du lait à la ferme. Ce conditionnement nécessite l'emploi d'un matériel spécial comprenant une remplisseuse et une soudeuse. Il est à noter que les avantages de l'entraide en agriculture, définis par l'article 20 de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole du 8 août 1962, s'appliquent à la mise en commun non seulement du travail mais encore des moyens d'exploitation. Il serait très intéressant pour les groupements d'exploitants laitiers de se voir exonérés des impôts commerciaux. Des raisons sanitaires militent en faveur de l'extension du conditionnement à la ferme, car cela permettrait un plus strict contrôle des livraisons qui se révéleraient défectueuses, chaque ferme adoptant un numéro ou un signe de reconnaissance. Il conviendrait qu'il soit précisé que, pour pouvoir être subventionné, le matériel de conditionnement doit comporter un système d'estampille (par exemple numéro ou signe distinctif par ferme). Le vœu de la loi, sur l'entraide, et des producteurs est de développer les possibilités de commercialisation directe des produits agricoles. En conséquence, l'idée de comprendre le conditionnement laitier dans la notion des moyens d'exploitation agricole devrait être retenue, et l'inscription de ce matériel figurant dans la liste des matériels agricoles subventionnés au titre de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 portant réforme fiscale. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures dans ce sens.

43. — 7 décembre 1962. — M. Ziller expose à M. le ministre de la construction: qu'il ressort de l'arrêté du 1^{er} mars 1962 que l'administration préfectorale est chargée du contrôle des ascenseurs dans les immeubles d'habitation. Il lui demande s'il existe des dispositions législatives ou administratives au sujet: 1° du contrôle des cages d'escaliers et des dispositifs de sécurité en ce qui concerne les fenêtres vitrées situées à la hauteur des marches, ce qui présente un danger certain, en cas de glissement dans les escaliers; 2° des travaux de réparation et d'entretien ainsi que de remplacement d'un ascenseur construit avant 1920.

245. — 27 décembre 1962. — M. Gernez rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques sa question écrite n° 16957 en date du 15 septembre 1962, par laquelle il lui demandait s'il était possible pour un contribuable, membre d'une profession libérale, qui a été victime d'un vol de fonds important, de déduire, lors de la déclaration de ses revenus, le montant du préjudice subi. Il lui demande s'il compte en reprendre les termes et lui répondre dans les meilleurs délais.

247. — 27 décembre 1962. — M. Lamps attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation anormale qui est présentement faite aux anciens sous-chefs de district des eaux et forêts du cadre chérifien (cadre de la partie active) reclassés en métropole dans le corps d'extinction de géomètre dessinateur (cadre de la partie sédentaire). Ce reclassement avait été effectué en 1957 pour des raisons d'opportunité immédiate, en raison de la non-concordance des indices de traitement servis au Maroc avec ceux des

carrières correspondantes de la partie active de l'administration. Positive à l'époque où elle a été décidée, cette opération s'avère à l'heure actuelle extrêmement désavantageuse pour les intéressés. En effet, l'emploi de géomètre dessinateur est un emploi sédentaire dont la limite d'âge est fixée à soixante-cinq ans, ce qui va rapidement créer de grandes difficultés au moment des départs en retraite. De telles difficultés se posent d'ailleurs à l'heure actuelle pour quelques fonctionnaires de cette catégorie qui n'avaient pas accompli quinze ans de la partie active et qui, de ce fait, se trouvent gravement lésés dans le règlement de leur retraite anticipée. D'autre part, l'emploi de géomètre dessinateur ne figure pas dans la nomenclature des échelles-types de la catégorie C, dont il n'a ni le déroulement de carrière, ni les indices. Il s'ensuit qu'à chaque harmonisation ou revalorisation des traitements des fonctionnaires appartenant à cette catégorie (le cas s'est déjà présenté plusieurs fois et devient particulièrement net avec les dispositions figurant dans les décrets du 26 mai 1962, les géomètres dessinateurs, ex-sous-chefs du Maroc, voient leur situation se dégrader, car ils sont écartés du bénéfice de ces mesures. Cela est d'autant plus anormal que les intéressés occupent des postes de la partie active et que, postérieurement à leur réintégration en métropole, un grade de sous-chef a été créé. Or, des propositions favorables à un règlement de cette affaire — qui concerne une cinquantaine de fonctionnaires, et dont les répercussions financières sont négligeables — ont été faites à plusieurs reprises par le ministère de l'Agriculture au département des finances qui, jusqu'ici, ne semble pas y avoir donné suite. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour donner une légitime satisfaction aux intéressés.

248. — 27 décembre 1962. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la région de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) est considérée par le corps médical français comme étant celle où les asthmatiques de tout âge peuvent, sinon guérir leur terrible mal, du moins le stabiliser dans des conditions exceptionnelles. Aussi la création d'un lycée d'altitude d'Etat à Font-Romeu a-t-elle été recommandée à plusieurs reprises par les services médicaux scolaires. Non seulement, il rendrait de grands services à toute une génération d'élèves asthmatiques, mais il permettrait à des professeurs atteints du même mal d'exercer leur profession dans de meilleures conditions, alors qu'ils sont obligés d'enseigner dans des régions de brouillard comme celles de Lyon, de Lille ou de Paris. Il lui demande comment et quand le Gouvernement compte réaliser un lycée d'altitude à Font-Romeu.

250. — 27 décembre 1962. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, au fur et à mesure qu'augmentent les effectifs scolaires dans l'enseignement secondaire, le nombre d'élèves obligés d'interrompre en totalité ou en partie leurs études, du fait de maladies diverses, augmente parallèlement. Parmi ces élèves, figurent ceux qui ont des déficiences des organes respiratoires. Le manque d'établissements scolaires appropriés fait que ces jeunes gens et ces jeunes filles doivent être traités dans des centres hospitaliers, ou d'après des thérapeutiques chimiques. Non seulement cela revient fort cher aux parents et aux organismes sociaux dont ils dépendent, mais les élèves doivent arrêter leurs études. C'est le cas, notamment, pour les jeunes asthmatiques. Cependant, il est prouvé que des cures d'altitude répétées, si elles ne provoquent pas dans tous les cas des guérisons définitives, n'en atténuent pas moins le mal au point de l'empêcher d'évoluer. Aussi il semble que la formule des lycées d'altitude soit devenue la formule la plus rationnelle pour permettre à un grand nombre d'élèves déficients de poursuivre leurs études, tout en se soignant. Il lui demande: 1° combien il existe en France d'élèves des deux sexes fréquentant les établissements d'enseignement secondaire, atteints de maladies des voies respiratoires, qui nécessitent des soins appropriés; 2° combien il existe en France d'établissements scolaires ayant un caractère sanitaire, ou susceptibles d'être classés lycées d'altitude; 3° quelles sont les catégories d'élèves malades qu'ils reçoivent; 4° où sont situés ces établissements, et combien d'élèves peuvent-ils recevoir: a) en internat; b) en demi-internat.

251. — 27 décembre 1962. — M. Musmeaux demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes les dispositions que compte prendre le Gouvernement afin de payer les indemnités dues aux fonctionnaires français envoyés d'office en Algérie et que ne prend pas en charge le Gouvernement algérien.

252. — 27 décembre 1962. — M. Waldeck Rochet demande à M. le ministre de l'éducation nationale: a) si des textes réglementaires (décisions, instructions ou circulaires) donnent le droit à un directeur d'école publique, déchargé de classe, de percevoir un pourcentage sur les heures supplémentaires (leçons particulières, études) des maîtres de son établissement; b) dans l'affirmative lesquels.

253. — 27 décembre 1962. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre du travail qu'une nouvelle entreprise de la Courneuve vient de décider de licencier une partie de son personnel. Arguant de la concurrence étrangère, en particulier

des Etats-Unis, d'Italie et du Japon, les Etablissements Métayer-Marine suppriment leur département « marine » et remplacent leur activité industrielle par une activité commerciale. Désormais, des importations remplaceront une partie de la production de cette entreprise et l'autre partie sera concentrée en province. 25 travailleurs, parmi lesquels plusieurs se trouvent depuis trente ans au service de l'entreprise, sont licenciés. Il lui demande: 1° s'il envisage de s'opposer à la fermeture de ces ateliers; 2° dans la négative, les mesures qu'il compte prendre afin: a) d'assurer le réemploi des ouvriers, compte tenu de leur qualification professionnelle et des avantages sociaux qu'ils avaient obtenus dans l'entreprise considérée, avant d'autoriser tout licenciement; b) de faire verser à ces travailleurs une importante indemnité de licenciement.

257. — 27 décembre 1962. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer que, pour la troisième fois en neuf années, la municipalité communiste du Moule (Guadeloupe) a été arbitrairement dissoute par décret. Le dernier décret de dissolution, en date du 26 octobre 1962, invoque de prétendus dissensions qui auraient existé au sein du conseil et entravé l'administration de la commune. Pourtant, du 24 mars 1959, date de son installation, au 11 octobre 1962, jour de sa dernière réunion, le conseil municipal du Moule a tenu 27 séances et voté 345 délibérations, toutes à l'unanimité. Aucun procès-verbal de carence pour manque de quorum, refus de statuer ou tout autre motif ne figure au registre des délibérations. Au surplus, le 18 novembre 1962, lors des élections législatives, le candidat communiste a obtenu dans la commune du Moule, les urnes étant aux mains de l'administration et de la délégation spéciale, 76, 79 p. 100 des suffrages exprimés. Tout en s'élevant contre le décret du 26 octobre, qui n'est fondé sur aucun motif sérieux, il lui demande les dispositions que compte prendre le Gouvernement afin d'assurer la régularité du scrutin pour les élections municipales du Moule, dont la date a été fixée au 30 décembre 1962.

259. — 27 décembre 1962. — M. Cermolacce expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que le décret du 9 octobre 1929 avait assimilé les agents de gardiennage des services extérieurs de la marine marchande aux agents de l'Etat de la 4^e catégorie. En conséquence de cette assimilation, la parité de leurs traitements et accessoires de traitement avait été faite avec les fonctionnaires de cette catégorie. Etaient compris dans la 4^e catégorie: les agents subalternes des douanes, les gardiens de la paix, les postiers et, en ce qui concerne plus particulièrement le personnel de la marine marchande, les gardes maritimes et les agents du gardiennage. Le décret n° 3240 du 9 décembre 1943 a supprimé cette assimilation, alors que normalement les agents de gardiennage auraient dû conserver la même parité que les gardes maritimes. Sans contester les fonctions d'autorité exercées par ces derniers, il faut cependant reconnaître que les responsabilités assumées par les agents du gardiennage sont aussi grandes: telle, notamment, la fonction de vague-mestre avec ses risques et responsabilités d'encaissement de mandats et lettres chargées. Eu égard au nombre peu élevé de ces agents, et de leur situation précaire, il lui demande s'il n'entre pas dans ses intentions: 1° de faire procéder à un nouveau classement indiciaire des intéressés; 2° de faire bénéficier ces agents des dispositions du décret n° 62-753 du 4 juillet 1962 portant attribution d'une indemnité de risques et de sujétions.

261. — 27 décembre 1962. — M. Barniaudy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les instituteurs détachés dans les centres d'enseignement par correspondance ne bénéficient ni du logement de fonction, ni de l'indemnité compensatrice. Ils supportent, en outre, des frais élevés (voyage et séjour) pour leurs déplacements bi-mensuels de leur département d'origine au C. R. E. C. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en faveur de ce personnel.

262. — 27 décembre 1962. — M. Jaillon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de la note administrative du 28 juin 1961 (B. O. C. D. 1961, II, 1950) ceux des contribuables étrangers non résidents qui, sous le régime antérieur à la loi du 28 décembre 1959, auraient été, en raison de leur nationalité, fondés à profiter des avantages pour charges de famille, doivent, nonobstant les stipulations de l'article 197-III du code général des impôts, bénéficier, pour le calcul de l'impôt, du même traitement que celui qui est réservé aux contribuables de nationalité française se trouvant dans une situation identique. Mais ce texte, constituant une mesure de tempérament, ne saurait manifestement avoir pour effet d'aggraver la situation d'un contribuable qui aurait avantage à une stricte application des dispositions de l'article 197-III susvisé, par exemple un célibataire sans personne à charge. Une interprétation différente aboutirait, d'ailleurs, à traiter de façon plus favorable les contribuables nationaux d'un Etat n'ayant pas conclu de convention avec la France, puisque, d'après la note administrative elle-même, les mesures dérogatoires dont il s'agit ne leur seraient pas applicables. Il lui demande s'il peut lui confirmer que cette interprétation est bien celle qu'il convient de donner aux instructions données à cet égard dans la note administrative du 28 juin 1961.

264. — 27 décembre 1962. — **M. Emile-Pierre Halbout** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire — ainsi que pour l'année 1958, pour le calcul de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive — l'administration est fondée à refuser aux contribuables la déduction des intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition d'un office de notaire, sous le prétexte que ces emprunts ne sont pas mentionnés dans l'acte d'acquisition, le prix ayant été payé comptant, étant fait observer que la preuve peut être apportée que lesdits emprunts ont été contractés pour permettre à l'intéressé d'effectuer le paiement comptant, et cela notamment par le rapprochement des dates.

265. — 27 décembre 1962. — **M. Emile-Pierre Halbout** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'article 1371 du code général des impôts prévoit la réduction à 1,40 p. 100 du droit de mutation à titre onéreux pour l'acquisition notamment des terrains nus et des immeubles inachevés, sous la condition que l'acte d'acquisition contienne l'engagement par l'acquéreur d'effectuer, dans le délai de quatre ans à compter de la date de l'acte, les travaux nécessaires pour, selon le cas, édifier un immeuble ou terminer les immeubles en cours de construction, et que les locaux ainsi créés ou achevés soient affectés à l'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale. D'autre part, l'article 1372 du même code prévoit la même réduction du droit de mutation à titre onéreux pour les acquisitions d'immeubles affectés à l'habitation au jour du transfert de propriété. Il lui demande si l'administration de l'enregistrement est en droit de refuser le bénéfice de cette réduction de droit lorsqu'il s'agit de l'acquisition par un particulier d'une parcelle de terrain à bâtir d'une superficie de 1.570 mètres carrés, dépendant d'un lotissement autorisé par arrêté préfectoral, et sur laquelle l'acquéreur a, avec l'accord du vendeur, commencé l'édification d'une maison exclusivement à usage d'habitation, non encore achevée avant la réalisation de l'acte de vente, sous le prétexte que la construction n'en est pas seulement au stade des fondations, étant précisé que la construction a été commencée après l'obtention d'un permis de construire, et que, dans l'acte de vente, l'acquéreur a pris l'engagement de terminer cette maison dans un délai de quatre ans du jour de l'acte.

266. — 27 décembre 1962. — **M. Jean Moulin** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'à sa connaissance aucune grande réalisation n'a encore été entreprise au titre des programmes d'équipement des zones spéciales d'action rurale, et que cette situation est due principalement à l'insuffisance des crédits affectés, jusqu'à présent, à ces opérations. Il est cependant indispensable que les projets établis soient mis en œuvre dans les plus brefs délais possibles. Il lui demande s'il peut lui donner l'assurance que toutes dispositions utiles ont été ou seront prises — notamment en ce qui concerne les crédits nécessaires — en vue de hâter l'équipement de ces régions.

269. — 27 décembre 1962. — **M. Vanier** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les chambres de commerce attachent une grande importance aux statistiques douanières des produits importés, permettant aux producteurs nationaux de se tenir informés de la concurrence étrangère dans leur branche respective et, éventuellement, de connaître ceux des produits importés qu'ils pourraient fabriquer eux-mêmes. Les statistiques publiées font état des importations par référence aux articles du tarif des douanes, mais ceux-ci offrent souvent un caractère trop générique et ne peuvent fournir des indications suffisantes quant à leur nature des produits, *a fortiori* lorsque les articles du tarif comportent les mots « autres ». Il lui demande s'il est possible: 1° de publier des statistiques très dépouillées, comportant les précisions résultant des spécifications figurant sur les factures présentées à la douane; 2° de permettre aux producteurs intéressés de prendre connaissance de ces renseignements auprès des services compétents.

270. — 27 décembre 1962. — **M. Bignon** demande à **M. le ministre du travail** si le bénéfice du fonds de solidarité nationale est accordé aux titulaires de la carte d'économiquement faible pour les cas d'incapacité totale physique, suites de blessures de guerre, quel que soit le pourcentage d'invalidité de leur pension.

272. — 27 décembre 1962. — **M. Davoust**, se référant à la réponse fait le 5 juin 1962 à sa question n° 15375, expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que de très nombreux maîtres de l'enseignement privé sous contrat rencontrent encore des difficultés dans le règlement de leurs rémunérations. Il souligne que l'attestation d'emploi délivrée par un directeur d'école, conformément à la circulaire n° 124 S. S. du 23 novembre 1961, est jugée insuffisante par certaines directions de sécurité sociale, qui exigent en plus la production du contrat individuel avec mention du salaire mensuel. Or, beaucoup d'instituteurs ne possèdent pas, malgré leurs réclamations, ce document. Il lui demande à nouveau quelles mesures il compte prendre pour que cesse cette situation extrêmement préjudiciable aux intéressés.

273. — 27 décembre 1962. — **M. Moynet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas d'une société A et d'une société B ayant fait apport à une société C de leurs fonds de commerce. Chacune des sociétés A et B a affecté à l'amortissement des titres de la société C la plus-value résultant de leur apport. Plus de deux ans après cette opération, la société C envisage d'absorber les sociétés A et B dans les conditions prévues par les articles 115 et 210 du code général des impôts. Les titres de la société C seront expressément apportés par les sociétés A et B, et il sera procédé par la société C à leur annulation entraînant une réduction de capital. En contrepartie des apports, il sera procédé à une augmentation de capital. Ce processus est utilisé pour éviter l'imposition qu'entraînerait la distribution des actions de la société C aux actionnaires des sociétés A et B (en ce sens: réponse ministérielle à la question n° 8083, J. O. Débats A. N. 464, 1953, p. 4805). Il lui demande: si au moment de l'opération de fusion, les plus-values affectées par les sociétés A et B à l'amortissement des titres de la société C deviennent imposables au nom des sociétés absorbées ou au nom de la société absorbante ou si, au contraire, ces plus-values continuent à bénéficier de l'exonération prévue par l'article 40 du code général des impôts et, dans ce dernier cas, les conditions du maintien du bénéfice de cette exonération. Il semblerait en effet que, dans ce cas particulier, aucun profit n'étant réellement réalisé, les plus-values demeurent exonérées sous la seule réserve que les plus-values qui seraient ultérieurement dégagées par la société C à l'occasion de la cession des éléments qu'elle a reçus au jour de sa constitution des sociétés A et B soient calculées non pas par rapport à la valeur d'apport, mais par rapport à la valeur pour laquelle ces éléments figuraient dans les sociétés A et B.

274. — 27 décembre 1962. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le propriétaire d'un immeuble d'habitation ayant obtenu, en 1961, une subvention du fonds national d'amélioration de l'habitat afin d'effectuer de grosses réparations dans une construction ancienne divisée en plusieurs logements, s'est vu réclamer, par les services fiscaux, le rattachement de ladite subvention au total de ses revenus imposables, alors même qu'il apportait la preuve, par la production des factures des divers corps de métiers intéressés, que l'intégralité de la subvention avait été absorbée par les dépenses entraînées par la remise en état de l'immeuble. Il lui demande si les services précités sont en droit de refuser de considérer ces dépenses comme des charges déductibles, dès lors qu'ils demandent, par ailleurs, l'imposition de la totalité de la subvention du fonds national d'amélioration de l'habitat.

276. — 27 décembre 1962. — **M. Becker** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** pour quelles raisons l'article 4 de la loi de finances pour 1962, n° 61-1396 du 21 décembre 1961 relatif au prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values des terrains à bâtir, est applicable à partir du 1^{er} novembre 1961, soit avec un effet rétroactif de plus d'un mois. Ce dernier point est grave car il ne semble pas qu'une loi puisse avoir dans la légalité française un effet rétroactif.

277. — 27 décembre 1962. — **M. de Préaumont** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'une société anonyme a cédé en cours d'exploitation des éléments d'actifs immobilisés, et a pris l'engagement de remployer les fonds dans les trois ans, conformément à l'article 10 du code général des impôts. Elle a, pour exécuter ce remploi, souscrit des parts d'une société à responsabilité limitée, dont elle possède plus de 20 p. 100. Ces parts figurent dans son bilan pour une valeur bien inférieure au prix de souscription, puisqu'elles doivent être portées à la valeur comptable de l'élément cédé. La société à responsabilité limitée envisage d'absorber par voie de fusion l'actif et le passif de la société anonyme. A l'actif, figurent des parts de la société absorbante qui seront annulées, une société ne pouvant posséder ses propres actions. Il lui demande si l'opération de fusion donnera seulement ouverture au droit d'apport de 0,80 p. 100 et au droit d'apport majoré de 1,20 p. 100 pour la partie de la valeur des parts attribuées à la société anonyme absorbée, dépassant la valeur nominale du capital de cette dernière société, et si le remploi sera toujours considéré comme ayant été effectué par l'acquisition antérieure des parts de la société à responsabilité limitée, bien qu'annulées par le fait de la fusion.

278. — 27 décembre 1962. — **M. Maurie Schumann** signale à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en vertu des dispositions de l'article 3 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955, les spectacles organisés par les associations déclarées à but non lucratif sont exonérés de la taxe sur les spectacles, pourvu que le droit d'entrée ne soit pas supérieur à 0,50 nouveau franc. Le coût des différents services ayant considérablement augmenté depuis sept ans, il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de relever la limite susindiquée.

280. — 27 décembre 1962. — M. Drouot-L'Hermine demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne lui est pas possible d'envisager le relèvement du maximum du dépôt dans les caisses d'épargne, lequel est actuellement de 10.000 nouveaux francs, et de le porter à 30.000 nouveaux francs, en considération de l'évolution économique et sociale qui se manifeste heureusement en France. Le relèvement du plafond des dépôts, qui servirait d'abord les épargnants, aurait le très grand avantage de permettre aux caisses d'épargne de France d'aider d'une manière beaucoup plus efficace les efforts d'équipement entrepris par les départements et les communes, alors qu'actuellement il leur est impossible de faire face à plus de la moitié des demandes. L'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne depuis quelques années doit être encouragé, et la seule façon de le faire efficacement est l'augmentation du plafond de ces dépôts.

281. — 27 décembre 1962. — M. Heitz expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 58-218 du 4 mars 1958 a fixé à 10.000 nouveaux francs, par livret, le plafond des dépôts dans les caisses d'épargne. Ce chiffre ne correspond plus aux réalités économiques et sociales actuelles. Les collectivités locales doivent réaliser des investissements très lourds et éprouvent des difficultés de plus en plus grandes pour assurer le financement de la part qui est à leur charge. Etant donné le rôle essentiel que les caisses d'épargne jouent dans ce domaine, il serait indispensable de leur donner la possibilité de répondre aux demandes d'emprunt des administrateurs locaux. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas opportun de faire procéder au relèvement à 30.000 nouveaux francs du plafond des dépôts dans les caisses d'épargne et s'il n'envisage pas de soumettre à cet effet au vote du Parlement un projet de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 10 du code des caisses d'épargne. Cette proposition semble, au demeurant, correspondre à son sentiment puisque, le 22 mai 1962, au cours du débat de l'Assemblée nationale sur le plan de développement économique et social, il mentionnait « la liberté des épargnants quant au volume et au placement de leur épargne » comme l'une des « libertés économiques fondamentales ».

283. — 27 décembre 1962. — M. Robert Ballanger attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques : a) sur la hausse importante sur les pellicules photo-cinéma qui a été annoncée par l'ensemble des fabricants alors que des détaillants ont des marges inférieures à la hausse envisagée ; b) sur l'inquiétude des négociants en photo et cinéma devant le péril qui menace la fabrication nationale des appareils photographiques par suite de la politique commerciale actuelle qui, selon eux, aura pour résultat inéluctable de favoriser la conquête totale du marché français par le matériel étranger. Il lui demande : 1° les raisons de la hausse envisagée, qui paraît en contradiction avec le protocole du 12 juin 1961, précisant les conditions de rémunération des services apportés par les négociants dans le commerce des produits photographiques et cinématographiques substandard ; 2° les dispositions qu'il compte prendre afin de préserver l'industrie nationale des appareils photographiques.

287. — 27 décembre 1962. — M. Weber expose à M. le ministre du travail que l'assuré social, qui remplit les conditions d'âge, d'immatriculation et de salariat requises, a droit à une pension d'invalidité lorsque sa capacité de travail ou de gain se trouve réduite des deux tiers (art. L. 304 du code de la sécurité sociale). L'intéressé a droit, sans limitation de durée, aux prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance maternité. Il lui demande : 1° si ces dispositions sont applicables aux militaires ou gendarmes ayant accompli plus d'un an de services au-delà de la durée légale, rayés des contrôles d'activité, pour invalidité non imputable au service et n'ayant pas droit, de ce fait, à une pension au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ou au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite ; 2° dans l'affirmative, à qui incombe dans ce cas le paiement : a) des prestations maladie et maternité ; b) de la pension d'invalidité ; 3° dans la négative, s'il ne conviendrait pas de compléter la législation sur ce point.

292. — 3 janvier 1963. — M. Georges Bourgeois expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société anonyme d'économie mixte, dont la majorité du capital est détenue par des collectivités locales, a souscrit, avec la garantie du département, divers emprunts auprès de compagnies d'assurances et de capitalisation, destinés aux industriels sollicitant son intervention dans le cadre de son programme d'expansion régionale, et qu'elle verse à ce titre aux dites compagnies des intérêts dont la charge incombe, sans bénéfice pour ladite société d'économie mixte, aux industriels susvisés. Il lui demande : 1° si en l'état actuel de la législation, les intérêts en cause ne pourraient pas bénéficier de l'exonération de la T. P. S. a) soit par extension des dispositions de l'article unique de la loi n° 58-233 du 7 mars 1958 inséré au C. G. I. sous les articles 271, 43° et 1575-2, 35°, exonérant des taxes sur le chiffre d'affaires les intérêts des prêts consentis par les sociétés d'assurances et de capitalisation aux départements, communes, syndicats de communes, organismes d'H. L. M. et le crédit immobilier, aux motifs que, d'une part, le capital de la société intéressée appartient essentiel-

lement au département, et que c'est corrélativement celui-ci qui devient le principal assujéti aux taxes réclamées, ce qui est contraire à l'esprit de la loi précitée, et que, d'autre part, l'activité de la société d'économie mixte telle qu'elle a été définie par ses statuts est à certains égards comparable à celle des organismes de crédit immobilier nommément désignés par la loi précitée ; b) soit par application des dispositions de la note des 6 et 13 janvier 1962 exonérant de la T. P. S. les intérêts versés par les entreprises emprunteuses aux groupements professionnels, organes de développement régional et banques spécialisées, au titre du service des emprunts contractés par les seconds pour le compte des premiers auprès de différents bailleurs de fonds, aux motifs que, comme dans le cas visé par la note précitée, les intérêts versés par les entreprises emprunteuses à la société d'économie mixte sont égaux à ceux remboursés par celle-ci à ses bailleurs de fonds, et en particulier aux compagnies d'assurances et de capitalisation ; 2° si, au cas où il ne lui semblerait pas possible de faire application des dispositions susvisées, il n'y aurait pas lieu, vu l'intérêt général de la question pour les collectivités locales, de soumettre au Parlement un projet de loi, ou de prendre un décret exonérant formellement des taxes sur le chiffre d'affaires les sociétés d'économie mixte créées avec la participation des dites collectivités locales, à raison des emprunts contractés par elles, dans le cadre de leur objet social auprès des compagnies d'assurances et de capitalisation ; 3° si, au cas où aucune des solutions susvisées ne lui semblait applicable ou réalisable, il n'y aurait à tout le moins pas lieu pour l'administration, compte tenu de l'intérêt général pour les collectivités intéressées, de ne pas imposer rétroactivement les intérêts dus aux compagnies d'assurances à raison des emprunts déjà contractés, mais d'en limiter l'exigibilité aux emprunts futurs pour lesquels la mise de ladite taxe à la charge des industriels sera possible par l'inclusion d'une clause spéciale, ce qui n'est pas le cas pour les emprunts actuels.

293. — 3 janvier 1963. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre des armées que, par un arrêté du 23 décembre 1958, le tribunal administratif de Rennes annula le licenciement, prononcé en 1956, et ordonna la réintégration d'une employée civile, de l'E. R. G. M. Cette réintégration ayant été refusée, l'intéressée intenta un procès en dommages et intérêts et le tribunal administratif de Rennes, par un arrêt du 11 octobre 1961, condamna le ministre des armées à lui verser une indemnité de 7.075 NF. Depuis, et malgré de nombreuses démarches, elle n'a pu obtenir le paiement de cette indemnité. Il lui demande : 1° les raisons du retard apporté par son département ministériel au règlement de cette affaire ; 2° à quelle date la requérante sera mise en possession des sommes qui lui sont dues.

296. — 3 janvier 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'après avoir reçu le rapport de M. le préfet et de M. l'inspecteur d'académie de Seine-et-Oise en ce qui concerne les besoins en locaux scolaires, son département ministériel a pris l'avis du district parisien. Cet organisme n'a, dans son avis, tenu compte que des groupes de 500 logements, ignorant délibérément les constructions en retard pour les ensembles terminés, les groupes qu'il nomme « diffus », ainsi que les problèmes posés par les constructions rurales. Dans ces conditions, il apparaît qu'il manque, dans le financement, les crédits nécessaires à la construction de 107 classes promises et non financées pour le 1° degré en 1962. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la décision nécessaire au financement soit prise pour la construction de ces 107 classes en Seine-et-Oise.

297. — 3 janvier 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'intérieur que l'arrêté du 9 octobre 1962 n'apporte que des relèvements indiciaires dérisoires (5 à 10 points bruts) aux sapeurs-pompiers professionnels. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas de réunir la commission nationale paritaire du conseil supérieur de la protection civile, afin de faire de nouvelles propositions pour leur reclassement ainsi que pour l'octroi du régime d'insalubrité pour les retraites et pour la définition d'une durée de travail hebdomadaire en rapport avec celle des autres catégories de travailleurs ; 2° s'il compte étendre aux sapeurs-pompiers le bénéfice de l'accès à l'échelle supérieure prévu par le décret du 26 mai 1962 pour les agents de l'Etat et par l'arrêté du 2 novembre 1962 pour certains personnels communaux dès qu'ils ont atteint les deux derniers échelons de leur grade.

299. — 3 janvier 1963. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la rigueur actuelle de l'hiver et les dépenses supplémentaires qu'elle entraîne sont particulièrement ressenties par les personnes âgées, les aveugles et les grands infirmes, qui n'ont pour vivre que leur maigre allocation. Il lui demande si, en raison de ces circonstances, il ne lui semble pas souhaitable d'allouer à ces catégories particulièrement défavorisées de la population une prime exceptionnelle de 300 nouveaux francs payable immédiatement.

300. — 3 janvier 1963. — M. Lamps expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les personnels techniques et administratifs contractuels de l'institut national de la recherche agronomique ont réclamé, en 1961, la parité avec les

personnels techniques et administratifs du C. N. R. S., tant pour le statut que pour l'attribution de la prime de participation à la production scientifique. Le comité de la recherche scientifique a prévu les crédits nécessaires à ces améliorations pour 1962. De plus, un crédit est inscrit au projet de budget pour 1963, mais il serait souhaitable que les textes d'application soient rapidement publiés. Il demande: 1° à quelle date seront publiés les textes d'application de ces mesures; 2° si, comme l'attendent légitimement les personnels intéressés, elles prendront effet à dater du 1^{er} janvier 1962.

301. — 3 janvier 1963. — M. Nilès, se référant aux assurances qu'il a données le 23 juillet 1962 à l'Assemblée nationale, demande à M. le ministre de la santé publique et de la population à quelle date il a l'intention de déposer le projet de loi codifiant, pour les aveugles et grands infirmes, les obligations alimentaires dans le sens actuellement prévu pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux personnes âgées.

302. — 3 janvier 1963. — M. Nilès expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans son rapport, la commission d'études des problèmes de la vieillesse a évalué actuellement à environ 2.400 nouveaux francs par an les besoins d'un vieillard et a estimé, en conséquence, que la garantie d'un tel revenu minimum devrait être assurée à toutes les personnes âgées (et donc aux aveugles et grands infirmes) dont les ressources sont inférieures à ce niveau. Toutefois, ladite commission a cru devoir suggérer que cet objectif soit réalisé selon les étapes suivantes: 1° en 1962, à 1.320 nouveaux francs à compter du 1^{er} janvier ou à 1.440 nouveaux francs à compter du 1^{er} juillet; 2° en 1963, à 1.600 nouveaux francs; 3° en 1964, à 1.900 nouveaux francs; 4° en 1965, à 2.200 nouveaux francs. Or, si le taux de l'allocation minimum a été fixé pour 1962 à 1.320 nouveaux francs par an, il ne l'a été qu'à compter du 1^{er} avril. De plus, l'examen des fascicules budgétaires montre qu'aucun crédit n'est prévu afin que l'allocation minimum aux vieillards et, par suite, l'allocation aux aveugles et grands infirmes soit relevée sensiblement en 1963, et même plus modestement portée à 1.600 nouveaux francs par an. Tenant compte de la situation de plus en plus difficile des aveugles et grands infirmes, il lui demande s'il a l'intention de déposer un amendement au projet de loi de finances afin que les intéressés perçoivent une allocation minimum de 1.600 nouveaux francs par an à dater du 1^{er} janvier 1963.

304. — 3 janvier 1963. — M. Deliaume expose à M. le ministre des rapatriés que l'arrêté du 8 juin 1962 prévoit des prêts spéciaux aux rapatriés d'Algérie en vue de leur reclassement dans l'agriculture métropolitaine. Dans chaque département, un syndicat agricole de migration reçoit les rapatriés, consulte leurs dossiers, présente des exploitations susceptibles de les intéresser, lie vendeurs et acquéreurs par des engagements sous signatures privées, devant être convertis en actes authentiques après acceptation du plan de financement proposé par la commission économique régionale compétente. Des dossiers ont ainsi été constitués par la S. A. F. E. R. de la Gironde, dans lesquels les délais prévus pour avoir connaissance de la décision de la commission et le financement des prêts par la caisse régionale de crédit agricole se trouvent largement dépassés, sans que ces organismes aient fait connaître leur décision, pour laquelle ils exigent de très nombreux renseignements, parfois difficiles à fournir. Dans ces conditions, une situation très délicate se trouve créée entre les vendeurs, qui ne savent pas si et quand ils peuvent compter sur la réalisation de leurs ventes, et les acquéreurs, qui n'ont aucune assurance de pouvoir prendre possession des exploitations qui les intéressent. Il semble que dans certains départements du Sud-Ouest de tels dossiers aient obtenu, dans un meilleur délai, l'accord des administrations compétentes et que le financement des prêts ait reçu un commencement d'exécution. Il lui demande pour quelles raisons la loi de reclassement des rapatriés ne reçoit pas la même application dans tous les départements, et quelles causes semblent freiner, en Gironde spécialement, le financement des prêts qui doivent être consentis par la caisse régionale de crédit agricole, situation qui jette un certain trouble parmi les rapatriés et les personnes qui ont accepté de conclure, souvent sans autre garantie que celle de l'intervention de la S. A. F. E. R., des transactions avec eux.

305. — 3 janvier 1963. — M. Krieg expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'une grève du personnel assurant le chauffage des lycées et le service de la demi-pension est prévu pour le vendredi 4 janvier 1963 dans les établissements scolaires du second degré de la région parisienne. Outre les troubles habituels qu'apportent dans les lycées la suspension de ces services chaque fois que pareils faits se produisent, leurs répercussions risquent d'être infiniment plus graves cette fois. Les rigueurs d'un hiver inhabituel vont en effet rendre toute classe normale impossible dans des locaux qui, n'ayant pas été chauffés durant toutes les vacances de Noël, seront glaçaux et inutilisables. Il lui demande quelles mesures il a prises ou compte prendre pour pallier cette situation, et en particulier si des instructions seront données à la direction des lycées et collèges

touchés par ces faits de grève, pour que les absences pouvant être constatées parmi les élèves le 4 janvier 1963 ne soient pas relevées, leurs parents pouvant à très juste titre estimer préférable de ne pas les envoyer en classe afin de ne pas risquer de les voir tomber malades.

306. — 3 janvier 1963. — M. Chérasse expose à M. le ministre des armées que la constitution d'un conseil supérieur de l'état militaire a été suggérée depuis plusieurs années, pour assurer l'information et la défense des militaires retraités et d'active, dans l'optique des intérêts de leur carrière. Cette approbation ayant été donnée en 1960 à la fédération nationale des anciens militaires de carrière, il lui demande si une suite y a été donnée.

310. — 3 janvier 1963. — M. Le Theule expose à M. le ministre des armées, que depuis l'intervention du décret n° 47-1457 prévoyant l'attribution d'une indemnité compensatrice aux fonctionnaires qui font l'objet d'une promotion à un grade comportant un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient antérieurement, différents règlements sont intervenus, qui restreignent de façon très considérable le jeu de l'indemnité compensatrice. A l'appui de cette déclaration, M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique (réponse à la question écrite n° 16164, *Journal officiel*, débats A. N., du 25 août 1962) précisait: « Le décret n° 57-175 du 16 février 1957 modifié, relatif à l'organisation des carrières des catégories C et D, dispose que les fonctionnaires promus ou recrutés par application des règles statutaires normales à l'un des grades ou emplois classés C et D sont maintenus dans leur nouveau grade à l'échelon auquel ils étaient parvenus dans leur précédent grade. Cette mesure a pour effet de procurer dans tous les cas un gain indiciaire qui peut atteindre 75 points dans les deux échelles M. E. 1 et M. E. 2 et 45 points dans les autres. C'est ainsi également qu'aux termes du décret n° 61-204 du 27 février 1961 relatifs aux dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B, les fonctionnaires nommés dans l'un des corps auxquels s'applique ce décret soit au choix, soit à la suite du concours ou de l'examen professionnel sont classés à l'échelon de leur nouveau grade qui comporte un traitement égal ou à défaut, immédiatement supérieur au traitement perçu, en dernier lieu, dans leurs corps d'origine. » Ainsi, dans la fonction publique, le jeu de l'indemnité différentielle n'intervient pratiquement plus à l'heure actuelle, que lors de l'accès aux corps classés dans la catégorie A, et ne concerne que des fonctionnaires qui accéderont rapidement aux échelles lettres. Il lui demande si, compte tenu de ces considérations, il ne lui paraît pas nécessaire: 1° de revoir la question des indices de solde des sous-officiers promus officiers au titre du dixième, les seuls agents de l'Etat qui terminent leur carrière comme lieutenants ou capitaines à un indice de traitement analogue à celui des agents de la catégorie B (classe exceptionnelle, chef de section ou de division) après être restés au régime de l'indemnité différentielle pendant cinq ans; 2° de modifier, en conséquence, les décrets et arrêtés du 6 septembre 1961.

311. — 3 janvier 1963. — M. Le Theule expose à M. le ministre des armées qu'il a été informé que la parité de traitement gendarmerie-police, heureusement rétablie au profit de la première en septembre 1961, aurait à nouveau été rompue par un décret (non publié) de novembre 1962. Selon ce décret: le grade de brigadier-chef, en voie d'extinction, serait rétabli avec l'indice terminal brut 435, alors que jusqu'ici le brigadier-chef bénéficiait, à titre personnel, de l'indice brut 420; l'indice supérieur de grade de brigadier serait porté de 400 à 415; celui du sous-brigadier et du gardien de paix de 370 à 380 avec possibilité d'accéder, à titre exceptionnel, à l'indice 390. Il lui demande si cette information est exacte et, dans l'affirmative, quelles mesures il envisage de prendre pour ramener la condition du personnel de la gendarmerie à la parité avec celle de la police.

313. — 3 janvier 1963. — M. Davoust demande à M. le ministre de l'intérieur si les dispositions de la circulaire ministérielle du 24 novembre 1942, relative aux modalités d'établissement de la rémunération des secrétaires de mairie intercommunaux, sont toujours valables.

314. — 3 janvier 1963. — M. Radius expose à M. le ministre des affaires étrangères que la convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que le protocole additionnel à cette convention sont entrés en vigueur respectivement les 3 septembre 1953 et 18 mai 1954. Des 16 pays membres du conseil de l'Europe, quatorze ont ratifié ces deux textes, un quinzième, un dernier venu, Chypre, qui n'a adhéré que le 24 mai 1961, a signé la convention le 16 décembre 1961. La France se trouve ne pas avoir ratifié à ce jour cette convention ainsi que le protocole additionnel. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait urgent de procéder à cette ratification, et à quelle date le Gouvernement compte faire venir en discussion devant le Parlement le projet de loi relatif à ces textes.

317. — 3 janvier 1963. — M. de La Malène expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: un ancien fonctionnaire civil de l'administration militaire a été obligé de cesser toute activité par suite de cécité et de surdité (invalidité 100 p. 100). Mis à la retraite d'office à compter du 1^{er} juin 1961, il devait bénéficier en outre de l'allocation dite « tierce personne » que la commission de réforme avait reconnue nécessaire. A l'heure actuelle les services refusent de verser à l'intéressé cette allocation sauf s'il abandonne ses droits de fonctionnaire et s'il opte pour le régime de sécurité sociale. Il lui demande s'il s'agit là d'une interprétation correcte de la législation et de la réglementation en vigueur et, au cas où la réponse serait affirmative, s'il n'envisage pas de modifier cette réglementation dans un sens qui serait plus conforme à la justice et à la raison.

318. — 3 janvier 1963. — M. Chapuis expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en cas de licitation l'enregistrement retient le taux de 4,20 p. 100 et non de 16 p. 100 pour les terrains ou dépendances cédés avec le logement dont ils constituent l'accessoire. Il lui demande si un taux autre que 4,20 p. 100 peut être retenu pour un petit jardin qui a toujours été l'accessoire du logement cédé, qui ne s'en trouve séparé que par une route, alors qu'il en a toujours été ainsi et que toujours le terrain n'a été considéré que comme une dépendance directe et immédiate de l'habitation.

320. — 3 janvier 1963. — M. Chapuis rappelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'importance des statistiques douanières des produits importés, non seulement au point de vue de la balance des comptes et de la politique douanière en général, mais encore parce qu'il y a là, pour les producteurs nationaux, le moyen de se tenir informés de la concurrence étrangère dans leur branche respective et ainsi de mieux orienter leur fabrication. Autrefois les producteurs français pouvaient trouver au ministère du commerce des statistiques très complètes comportant toutes les précisions résultant des spécifications figurant sur les factures présentées à la douane, alors qu'aujourd'hui les statistiques publiées se bornent à faire état des importations par référence aux articles du tarif des douanes, que les désignations douanières ont très souvent un caractère très général, et que souvent les articles du tarif sont d'autant plus imprécis qu'ils se terminent par les mots « et autres produits ». Il lui demande s'il ne serait pas possible que, sans aboutir à la publication de statistiques détaillées, celles-ci puissent cependant être tenues, pour que les producteurs intéressés puissent en prendre connaissance sur place au ministère, notant que si cette tenue de statistique créait une charge supplémentaire, elle serait certainement très largement compensée par les services qu'elle rendrait à notre industrie nationale.

321. — 3 janvier 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que des employés français de maisons françaises installées en Guinée, et y travaillant pour le compte de celles-ci, ne peuvent plus, depuis le décret du 1^{er} mars 1960, transférer en France leurs économies, ni même les sommes nécessaires à la subsistance de leurs familles demeurées dans notre pays. Il lui demande: 1° si l'on peut espérer que, dans un proche avenir, la situation ne va pas s'améliorer, étant donné les perspectives favorables à une reprise des relations normales entre notre pays et l'Etat Guinéen; 2° si, en attendant cette normalisation des rapports entre les deux pays, les maisons en question ne pourraient pas faire aux familles dont il s'agit des prêts à récupérer lorsque, comme il faut l'espérer, des accords interviendront entre la France et la Guinée, et que leurs employés, travaillant dans ce pays, pourront, à nouveau, transférer des fonds de Guinée en France; 3° s'il ne s'agirait pas là d'une mesure d'humanité exceptionnelle et toute provisoire qui, dans les circonstances actuelles, peut seule permettre de maintenir la présence française en Guinée et d'éviter le découragement bien compréhensible de nos compatriotes car il ne semble pas que la mesure envisagée puisse être interprétée comme contraire à la réglementation des changes; 4° dans la négative, quels sont les moyens qui pourraient être envisagés pour permettre de résoudre ce problème angoissant pour nos nationaux travaillant en Guinée et pour leurs familles demeurées en France.

323. — 3 janvier 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un hôtelier, par lettre adressée à un de ses clients, a établi un prix forfaitaire de pension, lequel comprenait: la chambre, le petit déjeuner, les deux principaux repas, les taxes et le service. Il lui demande: 1° si cet hôtelier a toujours la possibilité de transformer le prix forfaitairement établi, compte tenu des modifications qui peuvent être apportées à l'arrivée du client, à savoir: la chambre est différente, un café simple est servi au client à la place d'un déjeuner complet, des repas ne sont pas pris, etc.; 2° si le fait de remettre à son client une facture, qui ne serait pas la traduction littérale du prix initialement prévu par la proposition de location, est de nature à faire constater, lors d'un contrôle, qu'il y a discordance dans la recette prévisible, qui aurait dû être comptabilisée; 3° si le règlement ayant été

effectué par chèque, ce mode de paiement peut représenter la preuve indiscutable d'une recette réelle, à l'exception de toute autre conception qui voudrait que la recette qui aurait dû être passée en écriture soit celle de la proposition et non pas celle du paiement, lequel est, cependant, le reflet des fournitures réellement faites au client.

325. — 3 janvier 1963. — M. Arthur Richards, se référant à la réponse du 9 mai 1962 à sa question n° 13647, demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° si, dans le cas considéré d'un commerçant en instance de divorce et pour lequel la procédure suivante a été suivie en justice (ordonnance de non-conciliation, permis de citer qui forme pratiquement la date de la demande en divorce, référé pour apposition de scellés, apposition des scellés, levée des scellés et inventaire fait par notaire), cette instance doit être considérée, aux termes du code général des impôts, comme bloquant la communauté; 2° si, dans ces conditions, il est possible de dire, du point de vue fiscal, que tous les biens de la communauté étant bloqués, cette situation peut être assimilée aux mesures conservatoires dont il est fait état dans la réponse précitée n° 13647.

327. — 3 janvier 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la suite de la réponse qui a été donnée à sa question écrite n° 16356 (*Journal officiel* du 8 septembre 1962) relative à une situation fiscale consécutive à une attribution préférentielle ordonnée par un tribunal dans une affaire de divorce, l'acquiescement réciproque des parties en cause a, depuis, rendu le jugement définitif. L'attributaire a, d'autre part, acquitté les droits d'enregistrement sur la soule. Il lui demande: 1° si, du fait qu'un jugement est intervenu et a juridiquement consacré une sentence destinée à suppléer au consentement des parties et consécutive, par cela même, d'un véritable contrat, il est possible de traduire explicitement que l'attributaire est devenu, dès ce moment, sans contestation possible, le véritable propriétaire des biens attribués avec toutes ses conséquences juridiques; 2° si, dans ces conditions, ladite soule ayant été acquittée dans les délais impartis entre les mains du notaire chargé de la liquidation de la communauté, l'attributaire est en droit de demander, dès maintenant, au conservateur des hypothèques, la transcription des biens attribués, ou bien s'il doit attendre que la liquidation ait été effectivement terminée; 3° dans l'affirmative, si un acte de notoriété établi par le notaire est suffisant ou, dans la négative, quel est le document qui devrait être éventuellement produit pour obtenir la certification du titre de propriété correspondant à la dévolution décidée par le jugement; 4° dans la négative, et alors qu'il faudrait attendre la liquidation définitive comment il serait possible de concevoir qu'ayant acquitté et la soule représentant le prix et les droits de mutation, une interdiction légale, contraire au droit de propriété, pourrait empêcher la transcription, puisqu'il y a eu paiement chez le notaire.

328. — 3 janvier 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que l'article 14 du livre II du code du travail mentionne que les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de dix-huit ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour, coupés par un ou plusieurs repos dont la durée ne peut être inférieure à une heure, et pendant lesquels le travail est interdit. Il lui demande: 1° si, compte tenu de ce qui précède, le temps de présence d'un apprenti doit tenir compte des temps d'équivalence prévus par la loi, c'est-à-dire 42, 45, 46, 48, 50 heures, etc. considérées comme de temps de travail effectif (art. 6 du livre II du code du travail); 2° si l'horaire de l'établissement est, en tout cas, celui qui doit régler le temps de présence de l'apprenti dans l'entreprise; 3° dans le cas contraire, comment déterminer ce dernier; 4° lorsque, pour les besoins du service, même occasionnellement, l'apprenti est appelé à faire des heures supplémentaires en même temps que son maître d'apprentissage — et dans la limite de l'amplitude de travail légal — dans quelles conditions l'employeur peut les récompenser; 5° si le jour de repos hebdomadaire doit obligatoirement être celui du dimanche ou si, au contraire, il peut être donné par roulement; 6° si, en toutes occasions, le travail de nuit est interdit aux apprentis entre vingt-deux heures et cinq heures du matin; 7° si le repos des enfants doit avoir une durée minima de onze heures consécutives, cela supposant un temps d'amplitude de: 24 — 11 = 13 heures, pendant lesquelles l'apprenti travaillera et prendra ses repas et des repos.

329. — 3 janvier 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la commission départementale des contributions directes, chargée de résoudre certains différends entre l'administration et les commerçants, est composée de neuf membres: quatre représentants des règles financières quatre commerçants, sous la présidence d'un conseiller du tribunal administratif. Il lui demande: 1° si, à l'occasion d'une instance devant cette juridiction rapide, peu coûteuse et facile, doit obligatoirement figurer un membre de la profession en cause, pris parmi les commerçants désignés pour siéger à ladite commission départementale; 2° dans la négative, s'il ne serait pas équitable que, précisément, un membre de la profession dont le dossier est soumis à la commission départementale des impôts directs y figure, afin que les questions difficiles, qui peuvent se présenter puissent être mieux comprises et appréciées par l'ensemble des membres de la commission.

330. — 3 janvier 1963. — **M. Michel Jacquet** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** que l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires, prévoit, dans le chapitre intitulé « Mutations » (art. 48), que : « les affectations prononcées doivent tenir compte des demandes formulées par les intéressés et de leur situation de famille dans la mesure compatible avec l'intérêt du service ». Il lui demande, en ce qui concerne les mutations des fonctionnaires de la catégorie « A », quels critères relèvent l'autorité compétente pour procéder à certaines affectations dans l'intérêt du service. Il lui demande notamment : 1° dans tel cas où l'administration estime que la situation de famille des fonctionnaires intéressés ne doit pas être un élément déterminant de son choix, si l'ancienneté et la notation de chaque candidat sont prises en considération, 2° au cas où la notion de l'intérêt du service n'est pas précisée et reste subjective, si certaines mutations ne risquent pas d'apparaître comme peu équitables.

337. — 3 janvier 1963. — **M. Aiduy** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** les raisons pour lesquelles, malgré des engagements précis pris par l'administration au cours de nombreux pourparlers avec les syndicats représentant les intérêts de la section « agents de services de l'éducation nationale », la revision judiciaire promise à ces agents, en raison de leurs sujétions particulières, n'a pu être encore établie, ainsi que le statut unique. En effet, la réforme actuelle des cadres C et D, telle qu'elle a été annoncée, ne peut leur donner satisfaction. Il serait souhaitable en vue d'obtenir une réelle amélioration des conditions de travail, de prévoir une augmentation dans l'enseignement technique, où les besoins se font le plus sentir.

338. — 3 janvier 1963. — **M. Aiduy** rappelle à **M. le ministre des travaux publics et des transports** sa question écrite n° 13137 (réponse au *Journal officiel*, débats A. N. du 12 mai 1962) concernant l'admission des agents de la S. N. C. F. anciens combattants au bénéfice de la double campagne prévu par les lois du 11 avril 1924 et 20 septembre 1948. En effet, après les déclarations gouvernementales faisant connaître l'état florissant des finances françaises, cette mesure pourrait être acceptée sur le plan financier, aucun impératif budgétaire ne pouvant être retenu quand il s'agit d'un droit à accorder à une catégorie d'agents de la fonction publique particulièrement méritants. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire aboutir cette requête légitime.

340. — 3 janvier 1963. — **M. Palmero** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** de lui faire connaître dans quel esprit est appliquée la circulaire ministérielle n° 201 du 8 septembre 1961, concernant l'ouverture du droit à indemnisation des déportés et internés, et notamment s'il est exact qu'un régime différent est établi entre les déportés d'Allemagne et ceux d'Italie.

341. — 3 janvier 1963. — **M. Le Gall** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en matière de rénovation urbaine, aux termes de l'article 56 de l'ordonnance du 30 décembre 1958, les mutations de propriété faites entre les propriétaires participant aux opérations de rénovation urbaine et l'organisme de rénovation sont enregistrées gratis. Aucune disposition ne paraît exister pour les mutations de propriété consenties par les propriétaires refusant de participer auxdites opérations, étant précisé que ces mutations — en particulier les cessions amiables — interviennent directement au profit de l'organisme de rénovation, sans le concours de la collectivité locale, qui cependant poursuit l'expropriation pour le compte dudit organisme. Il lui demande si les dispositions de l'article 1.148 du code général des impôts sont applicables, et, à défaut, quelle est la situation de ces actes au regard de l'enregistrement.

343. — 3 janvier 1963. — **M. Paquet** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** d'une part, que l'article 4 du décret n° 53-1181 du 2 décembre 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 53-701 du 9 août 1953 relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction ne limite pas le montant de la subvention ou du prêt complémentaire qui peut être attribué à un salarié pour la construction d'un logement répondant aux normes « économique et familial » ou « habitational à loyer modéré » ; d'autre part, que l'article 157 du code général des impôts stipule que « n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du revenu net global... les sommes remises à titre gratuit au contribuable par son employeur dans les conditions prévues à l'article 272 du code de l'urbanisme et de l'habitation dans la limite de 20 p. 100 du prix de l'acquisition ou du coût de la construction du logement, sans pouvoir toutefois excéder un plafond de 300.000 AF majoré de 30.000 AF par personne à la charge du contribuable en dehors de son conjoint ». Il attire son attention sur le fait que, si le montant du versement n'est pas limité pour l'employeur, par contre l'octroi d'une subvention d'une certaine importance aboutit pour le salarié à une majoration de ses impositions. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de supprimer cette anomalie fiscale, soit en supprimant la limitation édictée par l'article 157 du code général des impôts, soit en portant le plafond des subventions ou prêts accordés par l'employeur à la somme de 10.000 NF.

344. — 3 janvier 1963. — **M. Odru** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si les subventions de l'Etat relatives à la reconstruction du groupe scolaire, 155 à 161, avenue Parmentier, et à l'agrandissement de l'école de garçons, 9, rue Martel, à Paris (10^e), se trouvent bien inscrites comme cela avait été promis dans le budget de son ministère pour 1963.

346. — 3 janvier 1963. — **M. Niles** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur les difficultés croissantes des aveugles et grands infirmes et lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre, de concert avec ses collègues des autres départements ministériels intéressés, afin que : 1° l'éducation des aveugles et grands infirmes soit gratuite et obligatoire dans le respect de toutes les opinions ; 2° des métiers appropriés aux temps modernes soient enseignés et des débouchés assurés aux intéressés par l'application de la loi du 23 novembre 1957 relative aux handicapés physiques ; 3° un programme de logements d'I. L. M. soit établi en fonction de l'infirmité, lequel devrait comporter l'attribution d'une priorité réelle, notamment pour les appartements sis au rez-de-chaussée ; 4° les avantages accordés aux aveugles en ce qui concerne le guide et le demi-tarif transport soient étendus aux grands infirmes.

350. — 3 janvier 1963. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre du travail** que la société Pétro-Fouga, à Béziers, a été admise au bénéfice du règlement judiciaire il y a plus d'un an ; 130 ouvriers et employés à peine, sur près de 500, sont actuellement employés dans l'usine, dont l'avenir semble encore très incertain. On vient d'apprendre, en effet, que le passif de cette société atteindra 3 milliards pour un actif de quelques centaines de millions d'anciens francs. Or, parmi les créanciers privilégiés, figurent 420 membres du personnel ouvriers, employés, cadres, à qui sont dues des sommes allant de 120.000 à 300.000 anciens francs, correspondant à des congés payés et à des indemnités de licenciement. Leur total dépasse 137 millions d'anciens francs, dont 62 de créances privilégiées. Ainsi, non seulement des travailleurs ont été privés de leur emploi, mais ils vont, en raison de la situation financière de la société, perdre l'argent qui leur est dû. Par contre, les dirigeants de Pétro-Fouga, qui n'ont engagé aucun capital leur appartenant dans l'affaire, continuent à diriger des usines en plein essor. En raison de l'émotion soulevée (parmi les créanciers privilégiés figurent 420 membres du personnel de l'usine), il lui demande : 1° quelles mesures ont été prises pour que toute la lumière soit faite sur les circonstances qui ont conduit la société Pétro-Fouga à une telle situation alors que ses dirigeants avaient reçu une aide très importante en fonds publics ; 2° quelles mesures sont envisagées pour que les ouvriers licenciés puissent percevoir les sommes qui leur sont dues ; 3° dans quelles conditions la société qui gère actuellement cette usine a pu faire effectuer des heures supplémentaires, alors qu'elle n'a pas rempli ses engagements concernant le réembauchage du personnel.

351. — 3 janvier 1963. — **M. Billoux** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que le vent violent qui a soufflé à 170 km à l'heure dans la nuit du 15 au 16 décembre 1962 sur le littoral et dans le département des Alpes-Maritimes a causé des dégâts considérables aux exploitations agricoles et horticoles ainsi qu'aux habitations. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre d'urgence afin : 1° d'allouer les crédits nécessaires à la répartition de secours aux sinistrés ; 2° d'accorder aux exploitants agricoles des prêts à long terme à un faible taux d'intérêt ; 3° d'exonérer des impôts directs les exploitants sinistrés pour les années 1963 et 1964 ; 4° de faire rembourser aux exploitants la taxe sur la valeur ajoutée qu'ils ont acquittée sur l'équipement dont ils se sont rendus acquéreurs (serres, etc.).

353. — 3 janvier 1963. — **M. Billoux** expose à **M. le ministre des armées** que le vent violent qui a soufflé à 170 km à l'heure dans la nuit du 15 au 16 décembre 1962 sur le littoral et dans le département des Alpes-Maritimes a causé des dégâts considérables aux exploitants agricoles et horticoles. Pour déblayer les lieux sinistrés, pour remettre en état leurs installations dévastées, les exploitants manquent de main-d'œuvre. Ceux qui ont un fils sous les drapeaux (200 environ) souhaitent vivement qu'une permission exceptionnelle d'un mois soit accordée d'urgence à leur enfant. Il lui demande s'il entre dans ses intentions de faire droit à la requête de ces familles sinistrées.

358. — 4 janvier 1963. — **M. Davoust** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation d'une société anonyme dont les activités s'exercent dans les trois branches distinctes. 1° édition d'un hebdomadaire (vente, abonnement et publicité) pour 50 p. 100 ; 2° librairie papeterie (vente au détail) pour 44 p. 100 ; 3° imprimerie (travaux commerciaux et édition) pour 36 p. 100 ; et qui vient de faire l'objet d'un contrôle concernant le chiffre d'affaires. Grâce à une activité accrue, la branche « imprimerie » — autrefois inexistante — connaît un développement rapide et régulier, qui a demandé et demandé encore des investissements importants en matériel neuf, sur lesquels la T. V. A. a été récupérée. Or, l'administration, dans son rapport de rendement, discute à cette société le droit de récupérer la T. V. A. sur ce matériel exclusivement affecté à l'imprimerie de travail, et établit le prorata entre le chiffre d'affaires (T. V. A. imprimerie) et le total du

chiffre d'affaires des autres branches non soumises à la T. V. A., prorata qu'elle entend appliquer sur les T. V. A. imprimées qui ont été déduites. Il lui demande: 1° si, dans ce cas d'espèces, l'administration a appliqué une réglementation précise; 2° dans l'affirmative, quelles mesures il compte prendre pour assouplir des textes qui risquent de compromettre définitivement l'équilibre, déjà difficile, de la presse hebdomadaire et de la moyenne imprimerie de province, tenues pour survivre à exercer plusieurs activités distinctes et qui doivent faire face à d'identiques problèmes d'équipement.

360. — 4 janvier 1963. — **M. Gaudin** demande à **M. le ministre des rapatriés** les mesures qu'il compte prendre pour faire bénéficier les rapatriés d'Algérie, fonctionnaires en instance de reclassement, des allocations-logement, comme en bénéficient leurs collègues de la métropole.

361. — 4 janvier 1963. — **M. Dumortier** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les impositions dont sont frappés les marins français naviguant sous pavillon marocain. Ceux-ci sont frappés, d'une part, par l'impôt mensuel sur les salaires encaissés au Maroc et, d'autre part, soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques en raison de leur domicile français. Il lui demande quelles mesures il compte prendre, le cas échéant, en accord avec **M. le ministre des finances marocain**, pour mettre un terme à cette double imposition.

362. — 4 janvier 1963. — **M. Henri Dufaut** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les personnels techniques et administratifs contractuels de l'Institut national de la recherche agronomique demandent, depuis 1955, une amélioration de leur situation et ont, en 1961, réclamé la parité avec les personnels techniques et administratifs du C. N. R. S., tant sur le plan du statut que sur le plan de l'attribution de la prime de participation à la recherche scientifique. Le comité de la recherche scientifique a prévu un crédit de 1.700.000 nouveaux francs pour ces améliorations en 1962, et les services du ministère des finances ont donné un accord de principe, qui se traduit par l'inscription au projet de budget de 1963 des sommes nécessaires. Il lui demande à quel moment interviendra le texte permettant l'emploi du crédit de 1.700.000 nouveaux francs susvisé et par conséquent l'amélioration de la situation du personnel en cause, conformément aux promesses qui lui ont été faites.

363. — 4 janvier 1963. — **M. Houel** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation difficile des cantines scolaires des écoles publiques rurales, et en particulier de celle de Saint-Clément-les-Places (Rhône). Ainsi dans cette localité, un repas d'enfant, qui revient à la société gestionnaire à 2 nouveaux francs, est cédé aux familles au prix de 1,30 nouveau franc. Bien que plus élevé que celui de l'an passé, ce prix ne peut être augmenté en raison des faibles ressources des parents des élèves qui fréquentent la cantine. De plus, alors que cette cantine est installée dans deux pièces laudis, l'autorisation d'émettre un emprunt communal de 50.000 nouveaux francs auprès de la caisse d'épargne, en vue de la construction d'un local approprié, a été refusée. Enfin, la direction des contributions directes exige du gestionnaire le versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires payés à la cuisinière, malgré le caractère social de la cantine. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre en vue: a) de la prise en charge par l'Etat de la moitié du prix de revient des repas pris dans les cantines scolaires par les élèves des écoles primaires; b) de l'exonération du versement forfaitaire sur les salaires payés aux employés de la cantine; c) de la construction d'un local destiné à la cantine scolaire de l'école publique de Saint-Clément-les-Places.

364. — 4 janvier 1963. — **M. Odru** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation lamentable dans laquelle se trouvent les élèves et les professeurs du lycée Georges-Clemenceau à Villembon (Seine). Ce lycée, prévu pour 500 élèves, en compte aujourd'hui 1.700; le réfectoire, prévu pour 150, reçoit 700 nationaux, et il est situé dans un sous-sol où les conditions d'hygiène sont loin d'être remplies. Il faudrait 60 salles de classe au minimum, et il n'en existe que 38. Sur ces 38 salles, 18 sont constituées par des baraquements, vieux déjà de dix ans, où il fait trop chaud l'été, froid l'hiver. Les cours de récréation sont trop petites et il n'y a pas de préau. Les laboratoires de physique et de chimie sont pour ainsi dire inexistantes. En raison de cet état de fait, les conditions de travail sont particulièrement pénibles pour les maîtres, et extrêmement difficiles pour les élèves astreints à des horaires invariables, par suite du manque de locaux. Le cours de leurs études et leur santé même ne peuvent pas ne pas se ressentir d'une telle

situation. Et l'on peut craindre ce qui se passera à la rentrée scolaire de 1963. Un projet d'extension du lycée Georges-Clemenceau existe depuis 1952. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que ce projet prenne vie, pour qu'il reçoive rapidement les subventions nécessaires, et que commencent sans retard les travaux d'extension absolument indispensables à un bon travail des maîtres et des élèves dans l'établissement.

365. — 4 janvier 1963. — **M. Houel** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'en dépit de leur caractère d'œuvres sociales, les cantines scolaires des écoles publiques sont assujetties au versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires payés à leur personnel, ce qui aggrave les difficultés financières, notamment des cantines des écoles publiques rurales. Il lui demande s'il n'envisage pas d'exonérer les établissements de l'espèce de cette imposition.

367. — 4 janvier 1963. — **M. Fernand Grenier**, se faisant l'interprète de l'opinion de l'association des parents d'élèves du lycée de Saint-Denis (Seine), expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'application du décret n° 62-1109 du 27 novembre 1962 relatif aux modalités de financement de l'équipement scolaire du second degré aura pour conséquence de faire supporter par les collectivités locales des charges écrasantes, les mettant ainsi dans l'impossibilité financière de construire les lycées indispensables aux besoins des enfants, et par suite d'entraver sérieusement une véritable démocratisation de l'enseignement. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de reconsidérer sa position et de rapporter le décret précité.

368. — 4 janvier 1963. — **M. Chaze** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la situation qui est faite aux directeurs et directrices de collège d'enseignement technique — pourtant recrutés par voie de concours — les met dans un état d'infériorité à l'égard de fonctionnaires placés sous leur autorité directe. Certains de ces fonctionnaires, dont la responsabilité est limitée au fonctionnement de leur service, sont rétribués sur la même base que les directeurs et directrices de collège d'enseignement technique (échelle indiciaire allant de 245 à 400) avec cette circonstance aggravante qu'en ce qui concerne les économistes, leur rétribution est limitée par celle de leur chef d'établissement, et il leur est possible, sans qualification supérieure, d'accéder à un indice plus élevé en changeant de catégorie d'établissement. D'autre part, les directeurs et directrices de collège d'enseignement technique ne perçoivent l'indemnité de charges administratives qu'à un taux inférieur de moitié environ à celui accordé aux chefs des autres établissements. S'ils ne sont pas logés aucune indemnité ne leur est allouée. S'ils assurent un service permanent ils ne peuvent prétendre à aucune rétribution au titre des heures supplémentaires. Enfin, ils n'ont pas la possibilité, contrairement à certains agents placés sous leur autorité (économistes, surveillants généraux), d'accéder à un emploi supérieur par inscription sur une liste d'aptitude. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre d'urgence en faveur des directeurs et directrices de collège d'enseignement technique les mesures suivantes: 1° majoration indiciaire de 20 points nets, indépendante de tout reclassement d'autres catégories, et sans préjudice de la conversion de l'indemnité actuelle administrative en points bruts soumis à retenue; 2° possibilité d'accéder par inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions suivantes: censeurs et directeurs des études des lycées techniques; inspecteurs de l'enseignement technique chargés de fonctions administratives auprès des inspecteurs d'académie; 3° attribution de l'indemnité de charges administratives au même taux et sous la même forme qu'aux directeurs des autres établissements, sans qu'aucune distinction n'intervienne entre les spécialités pour le calcul de l'effectif considéré; 4° en cas d'impossibilité absolue d'assurer le logement, octroi d'une indemnité ainsi que des prestations en nature dont bénéficie le personnel logé, au moins sous la forme d'heures supplémentaires, comme pour les instituteurs qui exercent dans les lycées.

370. — 4 janvier 1963. — **M. Duchesne** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que de trop nombreux accidents de la circulation routière surviennent à des piétons marchant la nuit sur le côté droit des chaussées. Il lui rappelle à ce sujet la question orale qu'il avait posée sous la précédente législature à **M. le ministre des travaux publics** de l'époque, lui demandant alors s'il ne lui paraissait pas nécessaire d'imposer aux piétons de marcher, surtout la nuit, sur le côté gauche de la chaussée, ce qui leur permettrait d'apercevoir tout véhicule venant en sens inverse. Aucune mesure ne lui paraissant à ce jour avoir été prise, il lui demande s'il n'estime pas indispensable: 1° de modifier dans le sens susindiqué l'article 218 du code de la route; 2° de donner par tous les moyens, et notamment par l'intermédiaire des membres de l'enseignement et des instructeurs de l'armée, le maximum de diffusion à une décision déjà adoptée par de nombreux pays étrangers.